



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 FEVRIER 1890.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3787

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th FEBRUARY, 1890.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3788

### AVIS.

J'attire l'attention du public sur le statut suivant passé pendant la présente session de la Législature de cette Province, et sanctionné le 31 Janvier 1890.

Québec, le 1er février 1890.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
*Secrétaire de la Province.*

### NOTICE.

I draw the attention of the public to the following statute, passed during the present session of the Legislature of this Province, and assented to the 31st January, 1890.

Quebec, 1st February, 1890.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
*Provincial Secretary.*

Acte pour pourvoir à l'opération immédiate de l'acte de cette province, 52 Vict., chap. 4, intitulé : "Acte amendant la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage et amendant le code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation."

**S**A MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Jusqu'à la confection du prochain rôle général d'évaluation dans toute municipalité (cité, ville, village, paroisse, canton etc.) toute personne à laquelle la qualité d'électeur est accordée par les paragraphes 3, 4, 5, 6 et 7 de l'article 173 des Statuts refondus de la province de Québec, tel que remplacé par la section 3 de l'acte 52 Vict., chap. 4, peut, sur simple requête au conseil de sa municipalité, et sur preuve de sa qualification, se faire inscrire sur la liste des électeurs de sa municipalité, et tout électeur de la dite municipalité peut faire cette requête pour l'inscription d'une ou de plusieurs personnes ainsi qualifiées.

Cette inscription doit se faire par le conseil malgré que ces personnes ne soient pas inscrites au rôle d'évaluation en force dans la municipalité et dans le délai et de la même manière que pour la révision ordinaire de la liste des électeurs de la municipalité ; et les dispositions de la loi réglant l'appel de la décision du conseil relativement à la révision de la liste, s'appliquent à l'inscription décrétée par le présent acte.

2. L'article 177 des dits Statuts refondus, tel que remplacé par la section 4 de l'acte 52 Vict., chap. 4 est amendé, en ajoutant les mots suivants au deuxième paragraphe :

"Mais pour l'année courante, dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, la liste devra se faire du premier avril au trente et un mai inclusivement."

3. Le présent acte entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Voici maintenant la loi étendant le droit de suffrage et amendant le code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation ;

52 VICT., CHAP. IV.

Acte amendant la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage, et amendant le code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation.

[Sanctionné le 21 mars 1889.]

**S**A MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

AMENDEMENTS A LA LOI ÉLECTORALE.

1. L'article 167 des Statuts refondus de la province de Québec est amendé en y ajoutant les paragraphes suivants :

"12. Le mot "père" comprend "grand-père" et "beau-père" et le mot "mère" comprend "belle-mère."

"13. Les mots "fils de cultivateur" signifient toute personne qui, n'ayant pas d'ailleurs le droit de voter, est fils d'un propriétaire, locataire ou occupant d'une terre, et comprennent un petit-fils, un beau-fils ou un gendre ;

An Act to provide for the immediate operation of the Act of this Province, 52 Vict., chap. 4, intitled : "An Act to amend the Quebec Election Act by extending the franchise and to amend the Municipal Code respecting the preparation of the valuation roll."

**H**ER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Québec, enacts as follows :

1. Until the next general valuation roll is prepared in any municipality (city, town, village, parish, township, &c.) any person to whom the electoral franchise is given by paragraphs 3, 4, 5, 6 and 7 of article 173 of the Revised Statutes of the Province of Québec, as replaced by section 3 of the Act, 52 Vict., chap. 4, may, by a simple application to the council of his municipality, and upon proof of his qualification, have his name entered upon the list of electors of his municipality, and any elector of the said municipality may make such application for the inscription of one or more persons so qualified.

Such inscription shall be made by the council, notwithstanding the fact that such persons are not entered on the valuation roll in force in the municipality and within the delay and in the same manner as for the ordinary revision of the list of electors of the municipality, and the provisions of law governing the appeal from the decision of the council with respect to the revision of the list, apply to the inscription enacted by this Act.

2. Section 177 of the said Revised Statutes, as replaced by section 4 of the act 52 Vict., chap. 4 is amended by adding the following words to the second paragraph.

"But for the current year, in the counties of Gaspé and Bonaventure, the list shall be made from the first of April to the thirty-first of May inclusively."

3. This Act shall come into force on the day of its sanction.

There follows the law extending the franchise and amending the municipal code respecting the preparation of the valuation roll.

52 VICT., CAP. IV.

An Act to amend the Quebec Election Act by extending the franchise, and to amend the Municipal Code respecting the preparation of the valuation roll.

[Assented to 21st March, 1889.]

**H**ER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Québec, enacts as follows :

AMENDMENTS TO THE ELECTION ACT.

1. Article 167 of the Revised Statutes of the Province of Québec is amended by adding thereto the following paragraphs :

"12. The words "father" includes "grand father" and "step-father," and the word "mother" "includes "step-mother" ;

"13. The words "farmer's son" mean any person who, not being otherwise qualified to vote, is the son of an owner, tenant or occupant of a farm, and includes "grandson", "step-son" and "son-in-law."

" 14. Les mots " fils de propriétaire " signifient toute personne qui, n'ayant pas d'ailleurs le droit de voter, est fils d'un propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble, et comprennent un petit-fils, un beau-fils ou un gendre ;

" 15. Le mot " terre " signifie une étendue de terre de pas moins de vingt acres, réellement occupée ou exploitée ;

" 16. Le mot " étudiant " signifie le fils qui est dans les conditions ci-dessus et dans celles du paragraphe trois de l'article 173, et qui est absent de chez son père ou de chez sa mère, avec son consentement, dans le but d'étudier quelque art ou profession."

2. L'article 172 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 172. Nul n'a le droit de voter à l'élection d'un député à l'Assemblée législative, à moins qu'il ne soit, au moment de voter, inscrit sur la liste des électeurs en vigueur."

3. L'article 173 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 173. Sont inscrites sur la liste des électeurs, les personnes suivantes et nulles autres, qui sont du sexe masculin, qui ont vingt-et-un ans révolus, sont sujet de Sa Majesté, par naissance ou par naturalisation, et ne sont frappées d'aucune incapacité légale, savoir :

1° Les propriétaires ou occupants de bonne foi, de biens-fonds estimés, d'après le rôle d'évaluation en vigueur, au montant de trois cents piastres au moins en valeur réelle, dans une municipalité de cité qui a droit d'élire un ou plusieurs députés à l'Assemblée législative, ou de deux cents piastres en valeur réelle ou de vingt piastres en valeur annuelle, dans toute autre municipalité ;

2° Les locataires de bonne foi, payant pour des biens-fonds un loyer annuel d'au moins trente piastres, dans une municipalité de cité, qui a droit d'élire un ou plusieurs députés à l'Assemblée législative, ou d'au moins vingt piastres, dans toute autre municipalité ; pourvu que ces biens soient estimés en valeur réelle, d'après tel rôle d'évaluation, à trois cents piastres au moins, dans une municipalité de cité ayant droit d'élire un ou plusieurs députés à l'Assemblée législative, ou à deux cents piastres dans toute autre municipalité ;

3° Les instituteurs enseignant dans une institution placée sous le contrôle des commissaires ou des syndics d'écoles ;

4° Les anciens cultivateurs ou propriétaires, connus généralement sous le nom de " rentiers " qui retirent, à raison de donation, vente ou autrement, une rente en argent ou en nature, d'une valeur d'au moins cent piastres, en y comprenant la valeur du logement et de toute autre chose appréciable en argent ;

5° Les fils de cultivateurs qui travaillent depuis un an sur la terre paternelle, si cette terre est d'une valeur qui serait suffisante, étant également partagée entre eux comme co-propriétaires, pour leur donner le droit de voter en vertu de la présente loi, — ou encore qui travaillent sur la terre de leur mère depuis le même temps ;

Si l'y a plus d'un fils, ils sont tous inscrits en autant que la valeur de la propriété le permet, les plus âgés étant inscrits les premiers ;

6° Les fils de propriétaires d'immeubles, demeurant avec leur père ou leur mère, tels fils et tels immeubles se trouvant, et l'inscription se faisant, dans les conditions susdites.

7° Les pêcheurs domiciliés dans le district électoral et propriétaires ou occupants d'immeubles et propriétaires de bateaux, filets, seines et engins de pêche, dans ce district ou cette partie de district électoral, ou d'une ou plusieurs parts dans un navire enregistré qui, réunis, ont une valeur réelle d'au moins cent cinquante piastres.

2. Les fils de cultivateurs exercent les droits ci-dessus, quand même le père ou la mère ne serait que locataire ou occupant d'une terre ;

Ils les exercent de la même manière que s'ils étaient fils de propriétaire, avec cette différence tou-

" 14. The words " son of an owner of real property " mean any person who, not being otherwise qualified to vote, is the son of an owner, tenant or occupant of immoveable property, and include " grandson ", " step-son " and " son-in-law " ;

" 15. The word " farm " means land actually occupied or worked, not less than twenty acres in extent ;

" 16. The word " student " means the son who, being within the above prescribed conditions and within those of paragraph 3 of article 173, is absent from his father's or mother's house, with their consent, with a view of studying some profession."

2. Article 172 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 172. No person shall be entitled to vote at the election of a member of the Legislative Assembly, unless, at the time of voting he is entered upon the list of electors in force."

3. Article 173 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 173. The following persons, and no others, being males, of the full age of twenty-one years, subjects of Her Majesty by birth or naturalization, and not otherwise legally disqualified, shall be entered upon the list of electors :

1° Owners or occupants, in good faith, of real property, estimated, according to the valuation roll in force, at a sum of at least three hundred dollars, in real value in any city municipality entitled to return one or more members to the Legislative Assembly, or two hundred dollars in real value or twenty dollars in annual value in any other municipality ;

2° Tenants, in good faith, paying an annual rent, for real property, of at least thirty dollars in any city municipality entitled to return one or more members to the Legislative Assembly, or at least twenty dollars in any other municipality ; provided such real property be estimated, according to such valuation roll, in real value at, at least, three hundred dollars in any city municipality entitled to return one or more members to the Legislative Assembly, or two hundred dollars in any other municipality ;

3° Teachers teaching in an institution under the control of school commissioners or trustees ;

4° Retired farmers or proprietors, commonly known as *rentiers* (annuitants) who, in virtue of a deed of donation, sale or otherwise, receive a rent in money or effects of a value of at least one hundred dollars, including lodging and other things appreciable in money ;

5° Farmers' sons, who have been working for at least one year on their fathers' farm, if such farm is of sufficient value, if divided equally between them as co-proprietors, to qualify them as voters under this act, or who have been working on their mother's farm, for the same time.

If there are more sons than one, they shall all be entered, in so far as the value of the property permits thereof, the eldest being entered first.

6° Sons of owners of real property residing with their father or mother ; such sons and such property being, and the entry being made in accordance with the above conditions.

7° Fishermen residing in the electoral district and owners or occupants of real property and proprietors of boats, nets, fishing gear and tackle, within any such electoral district or portion of an electoral district, or of a share or shares in a registered ship, which, together, are of the actual value of at least one hundred and fifty dollars.

2. Farmer's sons exercise the above rights, even if the father or mother be tenants or occupants, only of the farm ;

They exercise them in the same manner as if they were the sons of owners of real property, with

fois, que c'est la valeur annuelle de la terre qui sert de base au cens électoral comme dans le cas, *mutatis mutandis*, des sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe précédent du présent article.

3. L'absence temporaire de la terre ou de l'établissement du père ou de la mère pendant six mois, en tout dans l'année, ou l'absence comme "étudiant", ne prive pas le fils de l'exercice des franchises électorales ci-dessus énoncées.

4. L'article 177 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 177. Chaque année, du premier au quinze du mois de mars, le secrétaire-trésorier de toute municipalité doit faire, en double, une liste alphabétique de toutes les personnes qui, d'après le rôle d'évaluation alors en vigueur dans la municipalité pour les fins municipales, paraissent être électeurs, soit à cause des immeubles qu'ils possèdent ou qu'ils occupent de quelque manière que ce soit dans les limites de la municipalité, soit parce qu'ils ont le cens électoral requis au terme de l'article 173.

Néanmoins, dans le comté de Gaspé et dans celui de Bonaventure, le secrétaire-trésorier de chaque municipalité doit faire, en double, tous les ans, du premier au quinze du mois de juillet, cette liste des électeurs."

5. L'article 178 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 178. Le secrétaire-trésorier, en faisant la liste des électeurs, doit indiquer la résidence de chacun d'eux et sa capacité électorale, de manière qu'on puisse voir à quel titre l'électeur est inscrit.

Il doit aussi spécifier la propriété immobilière, le revenu, dans le cas des rentiers, ainsi que le nom du père ou de la mère, si c'est comme fils de cultivateur ou fils de propriétaire d'immeuble, que le nom est rentré ; le tout de façon à ce que cette liste soit, autant que possible, faite suivant la formule A de cette loi."

6. La formule A de la loi électorale de Québec est remplacée par la formule annexée au présent acte.

#### AMENDEMENTS AU CODE MUNICIPAL.

7. L'article 718 du code municipal tel qu'il se lit à l'article 6149 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 718. Le rôle d'évaluation doit comprendre toute la propriété imposable dans la municipalité, et spécifier en autant de colonnes distinctes et dans l'ordre suivant :

- 1° Les numéros consécutifs sur le rôle ;
- 2° Les noms, prénoms et qualités des propriétaires de biens impossibles quand ils sont connus ;
- 3° La qualité et l'âge des propriétaires ;
- 4° Le nom de l'occupant ;
- 5° La qualité et l'âge des occupants qui ne sont pas propriétaires

6° L'indication ou la désignation des immeubles impossibles, de la manière prescrite par une résolution du conseil, mais, pour tout lot ou partie de lot inscrit au cadastre, il est nécessaire d'employer les numéros du cadastre ;

7° La valeur réelle de tel immeuble, indiquant séparément la valeur de toute partie du lot occupé par un autre que le propriétaire ;

8° Le revenu annuel ou la rente ;

9° La nature de la propriété décrétée imposable aux termes de l'article 710 ;

10° La valeur de cette propriété ;

11° La valeur totale de la propriété imposable de chaque personne, y compris, si c'est nécessaire, la valeur réelle de l'immeuble et la valeur mentionnée au paragraphe précédent ;

12° Les noms, état et qualité des personnes suivantes, qui sont du sexe masculin, âgées de vingt et un ans révolus et sujet de Sa Majesté, par naissance ou par naturalisation :

a. Les instituteurs enseignant dans la municipalité sous le contrôle des commissaires ou des syndics d'écoles ;

b. Les cultivateurs retirés ou les propriétaires qui reçoivent une rente d'au moins cent piastres :

this difference, that it is the annual value of the farm which is the basis of the electoral franchise, as in the case, *mutatis mutandis* of the 1st and 2nd clauses of the preceding paragraph of this article.

3. Temporary absence from the farm or establishment of his father or mother, during six months of the year in all, or absence as a "student" shall not deprive the son of the exercise of the electoral franchise above conferred."

4. Article 177 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 177. The secretary-treasurer of each municipality shall, between the first and fifteenth days of the month of March in each year, make, in duplicate, a list in alphabetical order of all persons who, according to the valuation roll then in force in the municipality for municipal purposes, appear to be electors by reason of the real estate possessed or occupied by them in any manner within the municipality, or by reason of being otherwise qualified as set forth in article 173.

In the counties of Gaspé and Bonaventure, however, the secretary-treasurer of each municipality shall every year, between the first and fifteenth of the month of July, make the list of electors in duplicate."

5. Article 178 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 178. The secretary-treasurer, in drawing up the list of electors, shall insert the residence of each elector and his qualification as voter, so that it may appear under what head the elector is entered.

He shall also specify the immoveable property, the revenue in the case of annuitants, as well as the name of the father or mother, if it is as a farmer's son, or son of an owner of real property that the name is entered ; the whole, so that such list may as nearly as possible be according to form A of this act."

6. Form A of the said Quebec Election Act is replaced by that annexed to this Act.

#### AMENDMENTS TO MUNICIPAL CODE.

7. Article 718 of the Municipal Code, as contained in article 6149 of the said Revised Statutes, is replaced by the following :

" 718. The valuation roll must include all taxable property in the municipality, and must specify in so many distinct columns and in the following order :

- 1° The consecutive numbers on the roll ;
- 2° The names, surnames and qualities of the owners of taxable property, if they are known ;
- 3° The quality and age of the owners ;
- 4° By whom it is occupied ;
- 5° The qualities and age of the occupants, when they are not the owners ;

6° The indication or designation of the taxable real estate, in the manner prescribed by a resolution of the council ; but, for any lot or part of any lot entered in the cadastre, it is necessary to use the numbers of the cadastre ;

7° The real value of such real estate, giving separately the value of any part of a lot occupied by any person not being the owner ;

8° Their annual value or rent ;

9° The nature of the property declared taxable by article 710 ;

10° The value of such property ;

11° The total value of the taxable property of each person, including, if necessary, the real value of the real estate and the value as mentioned in the foregoing paragraph ;

12° The names, calling and qualification of the following persons, being males of the full age of twenty-one years and subjects of Her Majesty by birth or naturalization :

a. Teachers, teaching in the municipality under the control of school commissioners or trustees.

b. Retired farmers or proprietors (annuitants) receiving a rent of at least one hundred dollars.

c. Les pêcheurs, propriétaires de bateaux, filets, lignes, seines et engins de pêche ou de parts dans un navire enregistré, et la valeur réelle d'iceux ;

d. Les fils de cultivateurs qui travaillent sur la terre de leur père ou de leur mère ;

e. Les fils de propriétaires d'immeubles qui résident avec leur père ou leur mère ;

13° Tous les autres renseignements requis par le conseil ;

14° La valeur réelle de la propriété qui est déclarée non imposable par l'article 712 ;

15° Le nombre des personnes qui résident dans la municipalité ;

16° Tous les autres détails prescrits par le secrétaire de la province.

c. Fishermen, owners of boats, nets, fishing gear and tackle or shares in a registered ship and the actual value thereof.

d. Farmers' sons, working on their father's or mother's farm ;

e. Sons of owners of real property residing with their father or mother ;

13. All other information required by the council ;

14. The real value of the property declared not taxable by article 712 ;

15. The number of persons resident in the municipality ;

16. All other details prescribed by the Provincial Secretary. "

FORMULE A.—FORM A.

Province de Québec.  
Municipalité de  
Dans le comté de

Province of Quebec.  
Municipality of  
In the county of

LISTE DES ELECTEURS POUR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

LIST OF ELECTORS FOR THE LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Noms.	Prénoms. Surnames.	Profession.	Résidences.	Dénomination des causes du cens électoral.	Noms et prénoms du père ou de la mère, si l'électeur est un fils de cultivateur, etc	Indication des biens-fonds.	Observations.
Names.	—	Occupation.	Residence.	Nature of Qualification.	Names and surnames of father or mother, if the person is entered as farmer's son, &c.	Description of immoveable.	Remarks.
1 Aubin....	Jean-Bte	Cultivateur—Farmer.....	St-Jacques—James.	Propriétaire—Proprietor.....	Jean-Baptiste Aubin..	Concession des Pins No.	Fils aîné—Eldest son.....
2 Aubin, fils.	Jean-Bte	Cultivateur—Farmer.....	St-Jacques—James.	Fils de cultivateur—Farmer's son..	do do	do do	Fils cadet—Younger son.....
3 Aubin....	Joseph..	Cultivateur—Farmer.....	St-Jacques—James.	do do	Jean Baptiste Aubin..	do do	do do
4 Bédard....	Joseph..	Cultivateur—Farmer.....	St-Jacques—James.	Locataire—Tenant.....	do do	Village No.	do do
5 Bédard, fils	Joseph..	Cultivateur—Farmer.....	St-Jacques—James.	Fils de cultivateur—Farmer's son..	Joseph Bédard.....	do do	Fils aîné—Eldest son.....
6 Marchand..	Gabriel..	Instituteur—School teacher.	St-Jacques—James.	Instituteur—School teacher.	do do	do do	Ecole de village—Vil. school.
7 Brousseau.	Louis...	Rentier.....	St-Jacques—James.	Rentier—\$200.....	do do	do do	do do
8 Jacques....	Stanislas	Voiturier—Wheel-wright..	St-Jacques—James.	Propriétaire—Proprietor.....	do do	Cadastre No.	do do
9 Lorimier..	Charles.	Cultivateur—Farmer.....	St-Jacques—James.	Fils de cultivateur—Farmer's son..	Marg. Bourgeois, Vve	do do	do do
10 Laramée..	Joseph..	Cultivateur—Farmer.....	St-Jacques—James.	Fils de cultivateur—Farmer's son..	de-widow of C. Lorimier	Concession des Pins No.	Fils aîné—Eldest son.
11 Lorimier..	Jean Bte	Médecin—Physician.....	St-Jacques—James.	Propriétaire—Proprietor.....	do do	do do	Fils cadet—Younger son.
12 Sylvestre..	Louis...	Cultivateur—Farmer.....	St-Jacques—James.	do do	do do	Village No.	do do
13 Sylvestre..	Pierre..	Étudiant—Student.....	Québec.....	Fils de cultivateur—Farmer's son..	Louis Sylvestre.....	Rang Saint-Michel No.	do do
14 Tourville..	Jean...	Pêcheur—Fisherman.....	St-Jacques—James.	Occupant et propriétaire de parts d'un navire enregistré \$150.—Occupant and owner of shares in a regist. ship \$150.....	do do	do do	Fils cadet—Younger son.
						Village.....	Biens-fonds occupés et parts de navires réunis—Real estate occupied and shares in ship valued together.

462

Fait en double ce jour du mois de mil huit cent  
Je, P. P., jure, qu'au meilleur de ma connaissance et croyance, la liste des électeurs ci-jointe est correcte, et que rien n'y a été entré, ni omis, illégalement ou frauduleusement: Ainsi que Dieu me soit en aide.  
Assermenté, à ce jour 18 }  
devant moi, soussigné, } P. P.,  
F. F., juge de paix. } Secrétaire-trésorier.

Made in duplicate this day of the month of eighteen hundred and  
I, P. P., swear that to the best of my knowledge and belief the foregoing list of electors is correct, and that nothing has been entered therein or omitted therefrom, unduly or by fraud: So help me God.  
Sworn, at this day 18 }  
before me, the undersigned, } P. P.,  
F. F., Justice of the Peace. } Secretary-Treasurer.

## ERRATUM.

Dans la *Gazette Officielle* du 1er février 1890, page 409, in re "The Canadian Bridge and Iron Company" version française, 15ème ligne, au lieu de *vingt-unième* jour de janvier, lisez, le *vingt-neuvième* jour de janvier.

705

## NOMINATIONS

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 3 février 1890.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en Conseil, de nommer Ambroise Hector Verret, écuyer, auditeur des comptes publics de la province de Québec, en remplacement de Gaspard Drolet, écuyer décédé.

715

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 1er février 1890.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en Conseil, d'adjoindre MM. François Xavier Prévost, shérif-conjoint du district de Terrebonne, Joseph Langlois, Félix Raymond et Hubert Vermette, de Saint-Scholastique, à la commission de la paix pour le district de Terrebonne.

699

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 30 janvier dernier (1890), de faire les nominations suivantes, savoir :

*Commissaires d'écoles.*

Comté de Chicoutimi, Saint-François de Sales.— M. Onésime Couture, en remplacement de M. Didyme Laforêt, qui a quitté cette municipalité.

Comté de Rimouski, Saint-Joseph de Lepage.— M. Philibert Morisset, en remplacement de M. Joseph Bérubé qui a quitté cette municipalité.

701

## Proclamations

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, }  
Proc.-Général. } ATTENDU que Joseph Germain, Joseph Nault et Eugène St. Jacques, écuyers, trois des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Hyacinthe, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité du dit acte, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils

## ERRATUM.

In the *Official Gazette* of 1st February, 1890, page 409, in re "The Canadian Bridge and Iron Company" french version, 15th line, instead of *twenty-first* day of January, read the *twenty-ninth* day of January.

706

## Appointments

## SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 3rd February, 1890.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, in Council, has been pleased to appoint Ambroise Hector Verret, esquire, auditor of public accounts of the province of Quebec *vice* Gaspard Drolet, esquire, deceased.

716

## SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 1st February, 1890.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, in Council, has been pleased to associate MM. François Xavier Prévost, joint sheriff of the district of Terrebonne, Joseph Langlois, Félix Raymond and Hubert Vermette, of Saint Scholastique, to the commission of the peace for the district of Terrebonne.

700

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated 30th January last (1890), to make the following appointment, to wit :

*School commissioners.*

County of Chicoutimi, Saint François de Sales.— Mr. Onésime Couture, in the place of Mr. Didyme Laforêt, who has left the municipality.

County of Rimouski, Saint Joseph de Lepage.— Mr. Philibert Morisset, in the place of Mr. Joseph Bérubé, who has left the municipality.

702

## Proclamations

Canada,  
Province of }  
Québec. }  
(L. S.)

A. R. ANGERS

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

## PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, }  
Atty-General. } WHEREAS Joseph Germain, Joseph Nault, and Eugène Saint Jacques, esquires, three of commissioners duly appointed for the purposes of chapter first title nine of the Revised Statutes of the province of Québec, in and for the Roman Catholic Diocese of Saint Hyacinthe, in Our Province of Québec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Act, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the

croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de SAINT-ANTOINE DE PADOUE, dans le comté de VERCHERES, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Tout le territoire comprenant une étendue moyenne de terrain d'environ six milles de front et trois milles et demi de profondeur, dans lequel se trouvent compris les numéros depuis un (1) jusqu'à trois cent-dix (310) inclusivement plus un B (1 B) quatre A (4 A) quarante-trois A (43 A), cent trente-quatre A (134 A) cent quatre vingt-dix-neuf A (199 A) cent quatre vingt-dix-neuf B (199 B) deux cent douze (212) deux cent trente-huit A (238 A) deux cent trente-huit B (238 B), deux cent cinquante-six A (256 A), deux cent soixante-douze A (272 A) deux cent quatre-vingt-trois A (283 A) des plans et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite municipalité de Saint-Antoine de la rivière Chambly " et aussi le terrain situé au sud-est du chemin appelé "Le petit rang" et faisant partie des numéros deux cent quatre-vingt-douze (292) et deux cent quatre-vingt-treize (293) des plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Sainte-Trinité de Contrecoeur, lequel dit terrain a été déclaré appartenir au diocèse de Saint-Hyacinthe par un indult apostolique en date du deux de décembre mil huit cent quatre-vingt-huit. La dite paroisse étant bornée comme suit, savoir au sud est par la rivière Richelieu, au sud et au sud ouest par les paroisses de Saint-Marc de Cournoyer et de Sainte-Théodosie, à l'ouest et au nord par les numéros deux cent soixante-treize (273) deux cent soixante-dix-sept (277), deux cent quatre-vingt-deux (282) et deux cent quatre-vingt-trois (283) des plans et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Sainte-Trinité de Contrecoeur, aussi par le dit chemin du Petit Rang jusqu'à la route Cabana et enfin par le reste de la dite paroisse de la Sainte-Trinité de Contrecoeur : au nord-est et à l'est par la paroisse de Saint-Roch de Richelieu.

La dite paroisse de Saint-Antoine de Padoue formant un territoire d'environ vingt-un milles (21) en superficie.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les dites limites et bornes de la paroisse de SAINT-ANTOINE DE PADOUE, ci-dessus décrites :

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de SAINT-ANTOINE DE PADOUE, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions du susdit acte.

De tout ce que dessus tous Nos feaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance, et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIEME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix, et de Notre Règne la cinquante-troisième.

Par ordre,

CHS A. ERN. GAGNON,

Secrétaire.

parish of SAINT ANTOINE DE PADOUE, in the county of VERCHERES, in the said Roman Catholic Diocese to be as follows, that is to say :

All the territory comprising an average extent of land of about six miles in front and three and a half miles in depth, in which are included the numbers from one (1) to three hundred and ten (310) inclusively, more over one B. (1 B.), four A. (4 A.), forty-three A. (43 A), one hundred and thirty-four A. (134 A) one hundred and ninety-nine A. (199 A) one hundred and ninety-nine B. (199 B), two hundred and twelve (212), two hundred and thirty-eight A. (238 A), two hundred and thirty-eight B. (238 B), two hundred and fifty-six A. (256 A), two hundred and seventy-two A. (272 A), two hundred and eighty-three A. (283 A), on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said municipality of Saint Antoine de la Rivière Chambly, and also the land situated on the south-east of the road called the "Petit Rang," and forming part of numbers two hundred and ninety-two (292) and two hundred and ninety-three (293) on the official plan and in the book reference of the cadastre for the parish of Sainte Trinité de Contrecoeur, which said land has been declared to belong to the diocese of Saint Hyacinthe by an apostolical indult dated the second December, one thousand eight hundred and eighty eight. The said parish being bounded as follows, to wit : on the south-east by the Richelieu River, on the south and on the south-west by the parishes of Saint Marc de Cournoyer and Sainte Théodosie, on the west and on the north by numbers two hundred and seventy-three (273), two hundred and seventy-seven (277), two hundred and eighty-two (282) and two hundred and eighty-three (283) on the official plan and in the book of reference for the said parish of Sainte Trinité de Contrecoeur, also by the said road of the *Petit Rang*, to the route Cabana, and lastly by the remainder of the said parish of Sainte Trinité de Contrecoeur, on the north-east and to the east by the parish of Saint Roch de Richelieu.

The said parish of Saint Antoine de Padoue, forming a territory of about twenty-one miles (21) in superficies.

Now Know Ye, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of SAINT ANTOINE DE PADOUE, aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of SAINT ANTOINE DE PADOUE to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Act.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of JANUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety, and in the fifty-third year of Our Reign.

By command,

CHS A. ERN. GAGNON,

Secretary.

Canada,  
Province de }  
Québec.  
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourrout concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, )  
Proc.-Général. ) ATTENDU que Paul Ernest Smith, Marcel Hubert Chabot, Cyprien Labrèque et P. Émile Bélanger, écuyers, quatre des commis aires d'abord nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans, et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité du susdit acte, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie du CANTON FOURNIER, dans le comté de L'ISLET, dans le dit diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable d'annexer à la paroisse de SAINT-CYRILLE, dans le comté de L'ISLET susdit, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

1° La partie du canton Fournier comprenant le territoire borné : Vers le sud-est par la partie de la ligne entre le troisième et quatrième rang qui sépare le quart nord-est du lot dix dans le troisième rang de la moitié sud-ouest du lot vingt et un dans le quatrième rang du canton Fournier et par la ligne entre le cinquième et le sixième rang du même canton, vers le sud-ouest partie par le canton Lessard et partie par la paroisse Saint-Cyrille ; vers le nord-ouest par la ligne entre le deuxième et le troisième rang et le lac Bringé ; vers le nord-est par la ligne entre les numéros dix et onze (10 et 11) du rang trois et par la ligne entre les lots numéros vingt et un et vingt deux des rangs quatre et cinq de l'arpentage primitif, contenant en superficie à peu près six mille sept cent trente acres (6730) acres.

2° La partie détachée de la paroisse Saint-Aubert, savoir : la partie sud-est des lots numéros un et deux (1 et 2) du deuxième rang du canton Fournier, ce territoire mesure cinquante sept chaînes de largeur sur une profondeur de quarante chaînes au côté sud-ouest du lot numéro un (1) et de vingt-trois chaînes au côté nord-est du lot numéro deux ; est borné au sud-est par la ligne entre le deuxième et le troisième rang, au sud-ouest par la paroisse Saint Cyrille, au nord-ouest par le résidu des lots numéros un et deux et au nord-est par la ligne entre les lots numéros deux et trois de l'arpentage primitif ; contenant en superficie à peu près cent quatre-vingt-deux acres (182).

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes du CANTON FOURNIER, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera annexée à la paroisse de SAINT-CYRILLE.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie du dit CANTON FOURNIER ci-dessus décrite sera et demeurera annexée à la dite paroisse de SAINT-CYRILLE.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie du dit CANTON FOURNIER fera partie de la dite paroisse de SAINT-CYRILLE, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions du susdit acte.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et

Canada,  
Province of }  
Quebec.  
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

## PROCLAMATION.

ARTHUR TURCOTTE, )  
Attorney-General. ) WHEREAS, Paul Ernest Smith, Marcel Hubert Chabot, Cyprien Labrèque and P. Émile Bélanger, esquires, four of the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Act, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the TOWNSHIP FOURNIER, in the county of L'ISLET, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, which they think most expedient to annex to the parish of SAINT-CYRILLE, in the county of L'ISLET aforesaid, in the Diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

1° The portion of township Fournier comprising the territory bounded : towards the south east by the part of the line between the third and fourth ranges, which separates the north east fourth of lot number ten in the third range from the south west half of lot number twenty-one in the fourth range of the township Fournier and by the line between the fifth and sixth ranges of the same township ; towards the south west partly by the township Lessard, and partly by the parish of Saint Cyrille, towards the north west, by the line between the second and third ranges and the lake Bringé ; towards the north east, by the line between numbers ten and eleven (10 and 11) of the third range, and by the line between numbers twenty-one and twenty-two of the fourth and fifth ranges of the original survey. Containing in superficies six thousand seven hundred and thirty acres (6,730 )

2° The portion detached from the parish of Saint Aubert, to wit : The south east part of the lots numbers one and two (1 and 2) of the second range of the township Fournier ; this territory measures fifty-seven links in width by a depth of forty links on the south west side of lot number one (1) and of twenty-three links on the north east side of lot number two and bounded on the south east by the line between the second and third ranges, on the south west by the parish of Saint Cyrille, on the north west by the remainder of the lots numbers one and two and on the north east by the line between the lots numbers two and three of the original survey ; containing in superficies about one hundred and eighty two acres (182).

Now Know YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the TOWNSHIP FOURNIER, hereinbefore described, to be and remain annexed to the parish of SAINT-CYRILLE.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the said TOWNSHIP FOURNIER, above described, to be and remain annexed to the said parish of SAINT-CYRILLE.

And We do hereby constitute the said part of the said TOWNSHIP FOURNIER, to be hereafter part of the said parish of SAINT CYRILLE, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid act.

Of all which all Our loving subjects, and all others

tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix, et de Notre Règne la cinquante-troisième.

Par ordre,

CHS A. ERN. GAGNON,  
Secrétaire.

697

### Avis du Gouvernement

2533.89.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 30 janvier dernier (1890), d'annexer pour les fins scolaires, la municipalité de "Saint-Sauveur de Québec," à la "Cité de Québec," comme elle l'est déjà pour les fins municipales.

703

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que, conformément aux dispositions de l'article 2174a du code civil (art. 5846 S. R. P. Q.), les Nos. 2302 et suivants jusqu'au No. 2340, inclusivement, du cadastre de la paroisse Saint Sauveur de Québec ont été annulés, et que le terrain cadastré sous les dits numéros fait maintenant partie du lot No. 2301 du dit cadastre, lequel numéro (2301) a été corrigé en conséquence, sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Québec, 29 janvier 1890.

671

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

#### AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

*Township Provosts*  
7e Rang.

Le No. 41, à Guill. et Nap. Dulac.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Québec, 7 février 1890.

723

Avis public est par le présent donné que en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des Lettres-Patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-huitième jour de janvier courant, constituant en corporation Antoine Rousseau, d'Hochelega, près de la cité de Montréal, dans notre province de Québec, constructeur de pont; Henry Hogan, de la

whom these presents may concern, are required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of JANUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety and in the fifty third year of Our Reign.

By order,

CHS A. ERN. GAGNON,  
Secretary.

698

### Government Notices

2533.89.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 30th January last (1890), to annex for school purposes, the municipality of "Saint Sauveur de Quebec," to the "City of Quebec," as it is already for municipal purposes.

704

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF CROWN LANDS.

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that, in conformity with the provisions of the article 2174a of the civil Code (art. 5846 R. S. P. Q.), the number 2302 and following numbers, to No. 2340, inclusive, of the cadastre of the parish of Saint Sauveur of Quebec, have been cancelled, and that the land cadastred under the said numbers is now forming part of lot No. 2301 of the said cadastre, which number (2301) was corrected, in consequence, on the official plan and book of reference of the said parish.

E. E. TACHÉ,  
Assistant Commissioner.

Quebec, 29th January, 1890.

672

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

#### PUBLIC NOTICE.

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Provosts*  
7th Range.

Lot No. 41, to Guill. and Nap. Dulac.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.

Quebec, 7th February, 1890.

724

Public notice is hereby given that under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," Letters Patent, have been issued under the great seal of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of January, instant, incorporating Antoine Rousseau, of Hochelega, near the city of Montreal, in our Province of Quebec, bridge builder; Henry Hogan, of the city of Montreal, hotel pro-

city of Montreal, propriétaire d'hôtel; George Bishop, de la dite cité de Montréal, graveur; William Brisbane, d'Hochelega, susdit comptable; et George Rutherford Lighthall, de la dite cité de Montréal, notaire public; dans le but de manufacturer, construire, ériger et vendre des ponts en fer, en acier et en bois, et construire des ponts de toute sorte, de manufacturer et faire toute espèce de travaux de construction et transactions au sujet de toutes les branches s'y rapportant, de manufacturer et vendre toute sorte d'objets faits en fer et en acier de manufacturer, préparer le fer et l'acier en barre dans toutes leurs branches, sous le nom de "The Canadian Bridge and Iron Company," avec un fonds social s'élevant en totalité à soixante et quinze mille piastres (\$75,000), divisé en sept cent cinquante (750), parts de cent piastres (100), chacune.

Dated at the bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour de janvier (1890).

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secrétaire

625 2

PROVINCE DE QUEBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

## AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste: Adj. 5820.

*Canton Wolfestown.*

Vente de la  $\frac{1}{2}$  S. E. du lot 14, dans le rang 6, faite à Arthur Kelly.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 24 janvier 1890.

PROVINCE DE QUEBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste:

*Canton Arvantjish.*

2e rang.

- Lot No. 51, à Ed. Smith.
- Lot No. 52, à Ed. Smith, jr.
- Lot Nos. 53 et 54, à P. Sénéchalles.
- Lot No. 55, à Nap. Bellavance.
- Lots Nos. 58 et 59, à Alex. Smith.

*Canton Shawenegan.*

7e rang.

- Lot No. 50, à J. Bte Philibert.
- Lot No. 51, à Onésime Lacombe.

*Canton Proost.*

4e rang.

- Lot No. 23, à Bénon. et Gasp. Richard.

*Canton Buckland.*

6e rang.

- Lot No. 35, à André Goulette.

8e rang S. E.

- Lot No. 14, à Jean Couture.

*Canton Chicoutimi.*

8e rang S. O.

- Lot No. 18, à E. Brassard et E. Lapointe.

*Canton Caron.*

4e rang.

- Lot No. 9, à Frs. Allard.

*Canton Bagot.*

1er rang Sud, Grande Bay.

- Lot No. 20, à Ths. et H. Grenon.

prietor; George Bishop, of the said city of Montreal, engraver; William Brisbane, of Hochelega, aforesaid accountant; and George Rutherford Lighthall, of the said city of Montreal, notary public; for the purpose of manufacturing, constructing, erecting and dealing in iron, steel and wood bridges, and bridge building in all its branches, the manufacture and erection of all kinds of structural work and dealing in all the branches thereof, the manufacture and dealing in all products and workings of iron and steel, the manufacture, making and rolling of all iron and steel in all its branches, by the name of "The Canadian Bridge and Iron Company," with a total capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000), divided into seven hundred and fifty shares (750), of one hundred dollars (100), each.

Dated at the office of the Secretary of the Province of Quebec, this twenty ninth day of January, (1890).

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secretary.

626

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

## PUBLIC NOTICE.

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list: Adj. 5820.

*Township Wolfestown.*

Sale of S. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 14, in 6th range, made to Arthur Kelly.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Québec, 24th January, 1890.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list:

*Township Arvantjish.*

2nd range.

- Lot No. 51, to Ed. Smith.
- Lot No. 52, to Ed. Smith, jr.
- Lot Nos. 53 and 54, to P. Sénéchalles.
- Lot No. 55, to Nap. Bellavance.
- Lot Nos. 58 and 59, to Alex. Smith.

*Township Shawenegan.*

7th range.

- Lot No. 50, to J. Bte Philibert.
- Lot No. 51, to Onésime Lacombe.

*Township Proost.*

4th range.

- Lot No. 23, to Bénon. and Gaspard Richard.

*Township Buckland.*

6th range.

- Lot No. 35, to André Goulette.

8th range S. E.

- Lot No. 14, to Jean Couture.

*Township Chicoutimi.*

8th range S. W.

- Lot No. 18, to E. Brassard and E. Lapointe.

*Township Caron.*

4th range.

- Lot No. 9, to Frs. Allard.

*Township Bagot.*

1st range south, Grande Bay.

- Lot No. 20, to Ths. and H. Grenon.

*Canton Signalé.*7<sup>e</sup> rang.

Lot No. 14, à Hon. D. E. Price.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 30 janvier 1890.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Department of the Crown Lands.*

## AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., chap. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5821.

*Canton Suffolk.*

Vente du lot 17, rang A, faite à Herbert Drabble.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 29 janvier 1890.

545 2

No. 103.90.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Notice of petition for delimitation of municipalities.*

Détacher de la municipalité scolaire de Chester-Nord, comté d'Arthabaska, les lots portant les numéros 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 127, 129, 130 et 130 A du cadastre de la paroisse de Saint-Norbert et les annexer à celle de Saint-Norbert, même comté.

GEDEON OUIMET,

607 2

Surintendant.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucuns cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication

*Township Signalé.*7<sup>e</sup> rang.

Lot No. 14, to Hon. D. E. Price.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Quebec, 30th January, 1890.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

## PUBLIC NOTICE.

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5821.

*Township Suffolk.*

Sale of lot 17, in A range, made to Herbert Drabble.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissioner.

Crown Lands Department.

Quebec, 29th January, 1890.

546

No. 103.90.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Notice of petition for delimitation of municipalities.*

To detach from the school municipality of North-Chester, county of Arthabaska, the lots bearing numbers 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 127, 129, 130 and 130 A of the cadastre of the parish of Saint Norbert, and to annex them to that of Saint Norbert, same county.

GEDEON OUIMET,

608

Superintendent.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway; a cart-pike road or telegraph line; the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of a partnership, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession; or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in each lan-

(dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer les pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés: et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

4209

G. C. L.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit

guages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be con mued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for all other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

4210

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Town

pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réajustage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

ship Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

L. DELORME,  
Greffier de l'Assemblée Législative

4211

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,  
Clerk of the Legislative Assembly

4212

## Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que "la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs" s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour faire amener son acte d'incorporation et les amendements d'icelui, définir plus clairement ses pouvoirs, et en obtenir de nouveaux et plus amples, entr'autres, quant au délai fixé pour terminer son chemin jusqu'au Bassin de Gaspé.

J. E. LAVERY,  
Proc. de la requérante.

Québec, 4 janvier 1890. 247 5

### AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné par "The Montreal Warehousing Company" qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir un acte afin d'amender sa chartre, lui permettant de réduire son fonds social, pour obtenir le pouvoir de cancelar, avec le consentement des porteurs de bons, les présents bons non payés et d'en émettre de nouveaux, de louer le tout en partie de son immeuble et pour d'autres fins.

NICOLLS et BROWN,  
Procureurs des Requérants.

Montréal, 17 janvier 1890. 399 4

### AVIS.

Le soussigné, inspecteur des compagnies d'assurance mutuelle de la province de Québec, et citoyen de la cité de Montréal, donne avis qu'il demandera à la Législature de la province de Québec, durant la présente session, d'adopter une loi pour le déclarer membre du Barreau de la province de Québec, après avoir subi les examens ordinaires pour admission à la pratique du droit.

GEORGES DAVELUY.

Montréal, 22 janvier 1890. 619 2

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1137.

Louise Bolduc, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Paré, carrossier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

ST. PIERRE, GLOBENSKY  
POIRIER,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 31 janvier 1890. 677

District de }  
Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Denise Brais de l'Ange Gardien, dit district, contre Abraham Barré, son mari, marchand, du même lieu.

MORISON, DESMARAIS & RICHER,  
Avocats de le Demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 30 janvier 1890. 689

## Applications to the Legislature

Notice is hereby given that "The Baie des Chaleurs Railway company" will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, apply for amendments to its act of incorporation, and the amendments thereof to define more clearly its powers and obtain new and more ample ones, among others as to the delay fixed for the completion of its Railway to Gaspé Basin

J. E. LAVERY,

Attorney for petitioners.

Quebec, 4th January, 1890. 248

### PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given by the Montreal Warehousing Company, that application will be made to the present session of the Quebec Legislature, for an Act to amend their charter permitting it to reduce its capital stock, to obtain power to cancel with consent of Bond-holders, the present outstanding Bonds and to issue new Bonds, to lease the whole or part of its real estate and for other purposes.

NICOLLS & BROWN,

Attorney of applicants.

Montreal, 17th January, 1890. 400

### NOTICE.

The undersigned, inspector of the Mutual assurance companies of the province of Québec, and citizen of the city of Montreal, gives notice that he will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for an act to declare him a member of the Bar of the province of Quebec upon his undergoing the ordinary examinations for the admission to the practise of law.

GEORGES DAVELUY.

Montreal, 22nd January, 1890. 620

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1137.

Louise Bolduc, of the city and district of Montréal, wife *commune en biens* of Jean Baptiste Paré, carriage maker, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

ST. PIERRE, GLOBENSKY  
POIRIER,

Attorneys for the Plaintiff.

Montréal, 31st January, 1890. 678

District of }  
Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

An action in separation as to property has been instituted, this day, by Dame Denise Brais, of l'Ange Gardien, said district, against Abraham Barré, her husband, merchant, of the same place.

MORISON, DESMARAIS & RICHER,

Attorneys for the Plaintiff.

Saint Hyacinth, 30th January, 1890. 690

Une demande sera faite, après l'expiration de deux mois de la publication de cet avis, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, pour confirmer un certain acte de vente passé devant E. B. Worthington, notaire public, le 30 janvier 1890, par William Farwell à l'honorable Edward Towle Brooks, William White, Samuel F. Morey, Clark Gordon et Alexander G. Lomas, comme syndics de "The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke", de certains morceaux de terre décrits dans le dit acte, devant être tenus et servir comme cimetièrre pour toujours.

WILLIAM WHITE,  
Solliciteur des Requérants

Sherbrooke, 31 janvier 1890. 685

Province de Québec, )  
District de Montréal. ) *Cour Supérieure.*  
No. 465.

*Ex-Parte* : La cité de Montréal, Requérante en expropriation pour la rue Saint-Roch ;  
et

Félix Raymond, Indemnitaire ;  
et

Dame Mathilde M. Dufresne, épouse séparée quant aux biens de Joseph Poupard, bourgeois, de la cité et du district de Montréal, et de son dit époux dûment autorisée aux fins des présentes.  
Opposante Requérante.

Avis est par les présentes donné à toutes personnes intéressées dans la distribution des deniers déposés entre les mains du soussigné, comme appartenant au dit indemnitaire, par suite de l'expropriation du terrain étant la partie du sud-est du lot portant le numéro 1409 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte Marie, dans la cité de Montréal, qu'elles devront produire leurs réclamations au bureau du soussigné dans les quinze jours qui suivront la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

A. B. LONGPRÉ,  
Protonotaire.

Montréal, 31 janvier, 1890. 745

#### DISTRICT ELECTORAL DE BROME.

Extrait de l'état des dépenses par Rufus Nelson England, candidat à l'élection tenue le 28 novembre dernier 1889, d'un membre à l'Assemblée Législative de Québec pour le dit district électoral de Brome.

Pour voitures, loyer de chambres de comité.....	
Pension des orateurs, impression, télégrammes etc.....	\$323.40
Pour dépenses personnelles du candidat.....	14.00

Total \$337.40  
(Signé) J. E. FAY,  
Agent du candidat,  
RUFUS NELSON ENGLAND.

H. S. FOSTER  
Officier Rapporteur. 725

#### DISTRICT ELECTORAL DE BROME.

Extrait de l'état des dépenses encourues par Henry Thomas Duffy, candidat à l'élection tenue le 28 novembre dernier 1889, d'un membre à l'Assemblée Législative de Québec, pour le dit district électoral de Brome.

Pour télégrammes, loyer de chambre de comité, voitures, impression, pension des orateurs, etc.....	\$281 95
Pour dépenses personnelles du candidat.....	22 80

Total..... \$304 75  
(Signé) H. E. WILLIAMS,  
Agent de H. T. DUFFY.

H. S. FOSTER,  
Officier rapporteur.  
Knowlton, 28 janvier 1890. 727

Application will be made, after the expiry of two months from the publication of this notice, to His Honor the Lieutenant-Governor, in Council, to confirm a certain deed of sale executed before E. B. Worthington, notary public, 30th January, 1890, by William Farwell to the Honorable Edward Towle Brooks, William White, Samuel F. Morey, Clark Gordon and Alexander G. Lomas, as trustees for "The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke" of certain parcels of land described in said deed to be held and used as a cemetery for ever.

WILLIAM WHITE,  
Solicitor for Applicants.

Sherbrooke, 31st January, 1890. 686

Province of Quebec, )  
District of Montreal. ) *Superior Court.*  
No. 465.

*Ex-Parte* : The city of Montreal, Petitioner in expropriation for the Saint Roch street ;  
and

Félix Raymond, Indemnitaire ;  
and

Dame Mathilde M. Dufresne, wife separated as to property of Joseph Poupard, gentleman, of the city and district of Montreal, and by him hereto duly authorized,  
Opposant & Petitioner.

Notice is hereby given to all parties who may be interested in the moneys deposited in the hands of of the undersigned, as belonging to the said indemnitaire, in consequence of the expropriation of a piece of land, being the south-east portion of lot bearing number 1409 on the official plan and book of reference of the Sainte Mary's ward, in the said city, to file their claims in the office of the undersigned within fifteen days from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

A. B. LONGPRÉ,  
Prothonotary.

Montreal, 31st January, 1890. 746

#### ELECTORAL DISTRICT OF BROME.

Extract of the statement of the expenses incurred by Rufus Nelson England, candidate at the election held on the 20th November last, 1889, of a member in the Legislative Assembly of Quebec for the said electoral district of Brome.

For team hire, rent of committee rooms..	
Board of speakers, printing, telegrams etc.....	\$323.40
For personal expenses of candidate....	14.00

Total \$337.40  
(Signed) J. E. FAY,  
Agent of the candidate.  
RUFUS NELSON ENGLAND.

H. S. FOSTER,  
Returning Officer. 726

#### ELECTORAL DISTRICT OF BROME.

Extract of the statement of the expenses incurred by Henry Thomas Duffy, candidate, at the election, held on the 28th November last, 1889, of a member in the Legislative Assembly of Quebec, for the said electoral district of Brome.

For telegrams, rent of committee rooms, team hire, printing, board of speakers, &c.....	\$281 95
For personal expenses of candidate....	22 80

Total..... \$304 75  
(Signed) H. E. WILLIAMS,  
Agent for H. T. Duffy.

H. S. FOSTER,  
Returning officer.  
Knowlton, 28th January, 1890. 728

## AVIS.

Est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie du chemin de fer le "Grand Nord," aura lieu au bureau de la compagnie, No. 17, Côte de la Place d'Armes, dans la cité de Montréal, mardi, le 4ème jour de mars prochain, à midi, pour l'élection des directeurs et autres affaires généralement.

L. A. GLOBENSKY,  
Sec. - Trés.

729

Canada,  
Province de Québec,  
District de Richelieu.

Avis est par le présent donné, que sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par les requérants, ci-après nommés, conformément à l'acte des compagnies à fonds social, pour obtenir des Lettres-Patentes, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée par les dites Lettres Patentes, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

Premièrement.—Le nom proposé de la compagnie sera "Le Club de Chasse et de Pêche du Chenal du Moine."

Deuxièmement.—Le but pour lequel l'incorporation de la dite compagnie est demandée, est d'entretenir la santé de ses actionnaires et de leur procurer de la récréation par l'exercice de la chasse et de la pêche.

Troisièmement.—La principale place d'affaires, dans la province, de la dite compagnie, sera dans la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, dans le comté de Richelieu.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres (\$5,000.00) divisé en deux cent cinquante (250) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Cinquièmement.—Les noms au long, professions et résidences des dits requérants sont comme suit :

Joseph Octave Pelland, avocat, Joseph Riendeau, hôtelier, Eusèbe George Phaneuf, chef de la police du Revenu Provincial, Louis A. Lapointe, hôtelier, Edmond Louis Ethier, marchand, Charles Desmarceau, comptable, Armand Doïn, marchand, Joseph Monette, hôtelier, and Théothime Lanctot, hôtelier, tous des cité et district de Montréal, et sujets de Sa Majesté, résidents en Canada, lesquels seront tous les premiers directeurs de la dite compagnie proposée.

BOURGOUIN & PELLAND,  
Procureurs des Requérants.

Montréal, 24 janvier 1890. 553 2

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.

Avis est par le présent donné que sous un mois de la date de la dernière insertion de cet avis, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de cette province de Québec, par les personnes ci-après nommées pour obtenir des Lettres Patentes sous le grand sceau de la Province, les constituant en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

1° Le nom incorporé de la compagnie proposée sera "The Fortress Hotel Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de construire un hôtel dans la cité de Québec et le faire valoir, et en général de faire les affaires d'une tenue d'hôtel.

3° La principale place d'affaires de la dite corporation sera dans la cité de Québec.

4° Le fonds social proposé de la compagnie sera de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000) divisé en deux mille cinq cents actions (2,500) de cent piastres (\$100) chacune.

3

## NOTICE.

Is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the "Great Northern" railway company will be held at the company office, No. 17, Place d'Armes Hill, in the city of Montreal, on Tuesday the 4th day of March next, at noon, for the election of directors and the transaction of business generally.

L. A. GLOBENSKY  
Sec. Treas.

730

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Richelieu.

Notice is hereby given, that within one month after the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, in Council, by the applicants hereinafter named, in pursuance of the joint stock companies act, for Letters Patent constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be created by such Letters Patent, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

First.—The proposed name of the company is "The Shooting and Fishing Club of Chenal du Moine."

Second.—The purpose, for which incorporation of the said company is sought, is to benefit the health of the members and to afford them recreation in shooting and fishing.

Third.—The chief place of business, in the province, of the said company, is to be in the parish of Sainte Anne of Sorel, in the county of Richelieu.

Fourth.—The capital-stock of the said company is to be five thousand dollars (\$5,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

Fifth.—The names in full and the addresses and callings of the said applicants are as follows :

Joseph Octave Pelland, advocate, Joseph Riendeau, hotel-keeper, Eusèbe George Phaneuf, Chief of the Provincial Revenue, Louis A. Lapointe, hotel-keeper, Edmond Louis Ethier, merchant, Charles Desmarceau, accountant, Armand Doïn, merchant, Joseph Monette, hotel-keeper, Théothime Lanctot, hotel-keeper, all of the city and district of Montreal, and all of whom are subjects of Her Majesty, resident in Canada, all of whom are to be the first directors of the said proposed company.

BOURGOUIN & PELLAND,  
Attorneys for Applicants.

Montréal, 24th January, 1890. 554

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec.

Public notice is hereby given, that within one month from the date of the last insertion of this notice application will be made to his Honor the Lieutenant Governor, of this Province of Quebec, by the persons herein after named for Letters Patent under the great seal of the province, constituting them a body politic and corporate, under the provisions of the joint stock companies incorporation act.

1° The corporate name of the proposed company will be "The Fortress Hotel Company."

2° The object for which incorporation is sought, is the building of an hotel in the city of Quebec, and the running of such hotel and generally carrying on the business of an hotel keeper

3° The chief place of business of the said corporation will be at the city of Quebec.

4° The proposed capital stock of the company will be two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000), divided into two thousand five hundred (2500), shares of one hundred dollars (\$100), each.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants sont :

Timothy Hibbard Dunn, de la cité de Québec, marchand, Richard Reid Dobell, de la paroisse de Sillery, marchand, George Richard Renfrew, de la cité de Québec, marchand, l'honorable Thomas McGreevy, de la cité de Québec, membre du Parlement du Canada, l'honorable William Bresse, de la cité de Québec, conseiller législatif de la province de Québec, John Breakey, de la cité de Québec, marchand, Edward John Hale, de la cité de Québec, écuyer, l'honorable George Irvine, de la cité de Québec, Conseil de la Reine, Nicholas Karl Connolly, de la cité de Québec, entrepreneur, James Charlebois, de la cité de Québec, entrepreneur, James Boswell, de la cité de Québec, manufacturier, Veasey Boswell, de la cité de Québec, manufacturier.

6° Les premiers directeurs de la dite compagnie seront les dits Timothy H. Dunn, Richard R. Dobell, George R. Renfrew, l'honorable Thomas McGreevy, John Breakey, Edward J. Hale et l'honorable W. Bresse.

CARON, PENTLAND & STUART,  
571 2 Solliciteurs des requérants.

Avis est par le présent donné que, sous un mois de la date de la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur de la province, par les requérants ci-après nommés, pour obtenir des lettres patentes sous le grand sceau, les constituant en corps politique et incorporé, en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

1° Le nom incorporé de la compagnie proposée sera "The Salmon River Pulp Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer de la pulpe et du papier et d'en faire un commerce général.

3° La principale place d'affaires sera à Scotstown, dans le district de Saint-François.

4° Le fonds social proposé de la compagnie sera de quatre-vingt-cinq mille piastres, divisé en huit cent cinquante actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants pour l'incorporation sont Malcolm Benjamin McAulay, entrepreneur, Charles Ward Bailey French, hôtelier, tous deux du village de Scotstown : William Bullock Ives, avocat, de la cité de Sherbrooke, Rufus Henry Pope, du village de Cookshire, cultivateur, William Ward Bailey, du village de Cookshire, marchand de bois, tous du district de Saint-François.

6° Les premiers directeurs seront les dits William Bullock Ives, Rufus H. Pope, Malcolm B. McAulay et Charles Ward Bailey French.

IVES, BROWN & FRENCH,  
Procureurs des Requérants.  
Sherbrooke, 28 janvier 1890. 581 2

#### CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite Chambre des Notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du quatrième jour d'octobre dernier, M. Théophile Saint-Jean Lortie, notaire, résidant à Montmagny dans le district de Montmagny a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le quinze de février prochain et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Théophile Saint-Jean Lortie, et ses arrérages dus à la dite Chambre des Notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingtième jour de janvier mil huit cent quatre vingt-dix.

N. PERODEAU,  
451 3 4 Secrétaire.

5° The names in full and the addresses and calling of each of the applicants are :

Timothy Hibbard Dunn, of the city of Quebec, merchant, Richard Reid Dobell, of the parish of Sillery, merchant, George Richard Renfrew, of the city of Quebec, merchant, the Honorable Thomas McGreevy, of the city of Quebec, a member of the Parliament of Canada, the Honorable William Bresse, of the city of Quebec, a Legislative Councillor of the Province of Quebec, John Breakey, of the city of Quebec, merchant, Edward John Hale, of the city of Quebec, esquire, the Honorable George Irvine, of the city of Quebec, Queen's Counsel, Nicholas Karl Connolly, of the city of Quebec, contractor, Alphonse Charlebois, of the city of Quebec, contractor, James Boswell, of the city of Quebec, manufacturer, Veasey Boswell, of the city of Quebec, manufacturer.

6° The first directors of the said Company, will be the said Timothy H. Dunn, Richard R. Dobell, George R. Renfrew, the Honorable Thomas McGreevy, John Breakey, Edward J. Hale, and the Honorable W. Bresse.

CARON, PENTLAND & STUART,  
572 Solicitors for Applicants

Notice is hereby given, that within one month from the date of the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor of this Province by the applicants hereinafter named, for Letters Patent under the great seal, creating them a body corporate and politic, under the provisions of the "Joint Stock Companies incorporation act."

1° The corporate name of the proposed company will be the "Salmon River Pulp company."

2° The objects for which incorporation is sought, are manufacturing of pulp and paper, general manufacturers and trading busines.

3° The chief place of business will be at Scotstown in the district of Saint Francis.

4° The proposed capital stock of the company, will be eighty five thousand dollars, divided into eight hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5° The names in full and the address and calling of each of the applicants for incorporation are Malcolm Benjamin McAulay, contractor, Charles Ward Bailey French, hotel keeper, both of the said village of Scotstown, William Bullock Ives, advocate, of the city of Sherbrooke, Rufus Henry Pope of the village of Cookshire, farmer, William Ward Bailey, of the village of Cookshire, lumberman, all in the district of Saint Francois.

6° The first directors are the said William Bullock Ives, Rufus Henry Pope, Malcolm B. McAulay, and Charles Ward Bailey French.

IVES, BROWN FRENCH,  
Attorneys for Applicants.  
Sherbrooke, 28th January, 1890. 582

#### BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said Board of Notaries, that by a decree of the said board, dated the fourth day of October last, Mr. Théophile Saint Jean Lortie, notary, residing at Montmagny in the district of Montmagny has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the fifteenth of February next, and will cease only after payment, by the said Théophile Saint Jean Lortie, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents, at Montreal, this twentieth day of January, one thousand, eight hundred and ninety.

N. PERODEAU,  
452 Secretary.

## CHAMBRE DES NOTAIRES.

SÉCRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite Chambre des Notaires, que par ordonnance de la dite Chambre, en date du quatrième jour d'octobre dernier, M. Paul Picard, notaire, résidant à Saint-Ambroise, dans le district de Québec, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite Chambre des Notaires.

Cette suspension prendra effet le quinze de février prochain et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Paul Picard, de ses arrérages dus à la dite Chambre des Notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingtième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix.

N. PERODEAU,  
Secrétaire.

449 3

## CHAMBRE DES NOTAIRES.

SÉCRÉTARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite Chambre des Notaires, que par ordonnance de la dite Chambre, en date du quatrième jour d'octobre dernier, M. Rupert Genest Labarre, notaire, résidant à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite Chambre des Notaires.

Cette suspension prendra effet le quinze de février prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Rupert Genest Labarre, de ses arrérages dus à la Chambre des Notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingtième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix.

N. PÉRODEAU,  
Secrétaire.

453 3

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District d'Iberville, }  
No. 271.

Dame Eugénie Sarrasin dit Depelteau, épouse de Léopold Vigeant, commis, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, a institué contre lui, ce jour, une action en séparation de biens.

J. S. MESSIER  
Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 13 janvier 1890. 345 4

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No. 1409.

Dame Célanire Vandry, épouse commune en biens de Napoléon Monette, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Napoléon Monette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

AUGE & LAFORTUNE,  
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 17 janvier 1890. 423 3

District de Bedford, }  
No. 4335, } *Dans la Cour Supérieure.*

Dame Marie Elizabeth Hermine Beaudry, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, district de Bedford, étant dûment autorisée à cet effet, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Prosper Philippe Mercier,

## BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said Board of Notaries, that by a decree of the said Board, dated the fourth day of October last, Mr. Paul Picard, notary, residing at Saint-Ambroise, in the district of Quebec, has been suspended for non-payment of his arrears to the said Board of Notaries.

This suspension will take effect on the fifteenth of February next, and will cease only after payment, by the said Paul Picard, of his arrears due to the said Board of Notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents, at Montreal, this twentieth day of January, one thousand eight hundred and ninety.

N. PERODEAU  
Secretary.

450

## BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said Board of Notaries, that by a decree of the said Board, dated the fourth day of October last, Mr. Rupert Genest Labarre, notary, residing at Three Rivers, in the district of Three Rivers, has been suspended for non-payment of his arrears to the said Board of Notaries.

This suspension will take effect on the fifteenth of February next, and will cease only after payment, by the said Rupert Genest Labarre, of his arrears due to the said Board of Notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents, at Montreal, this twentieth day of January, one thousand eight hundred and ninety.

N. PÉRODEAU,  
Secretary.

454

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Iberville, }  
No. 271.

Dame Eugénie Sarrasin dit Depelteau, wife of Léopold Vigeant, clerk of the town of Saint-Jean, in the district of Iberville, has instituted against him, this day, an action in separation as to property.

J. S. MESSIER,  
Attorney for the plaintiff.

Saint John's, 13th January, 1890. 346

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 1409.

Dame Célanire Vandry, wife common as to property of Napoléon Monette, contractor, both of the city and district of Montreal, and being duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
The said Napoléon Monette, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

AUGE & LAFORTUNE,  
Plaintiff's Attorneys.

Montreal, 17th January, 1890. 424

District of Bedford, }  
No. 4345, } *In the Superior Court.*

Dame Marie Elizabeth Hermine Beaudry, of the parish of Saint Valérien de Milton, district of Bedford, being duly authorized for this purpose has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Prosper Phi-

propriétaire de moulin et commerçant, du même lieu.

**J. B. BLANCHET,**  
Avocat de la demanderesse.  
Sweetsburg, 8 janvier 1890. 305 4

Canada,  
Province de Québec, }  
District de St. François. } *Cour Supérieure.*  
No. 501.

Dame Celima Renaud dite Dumoulin, épouse de Félix Drolet, instituteur, tous deux du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la Cour Supérieure,  
Demanderesse ;

vs.

Félix Drolet, du même lieu, instituteur.  
Défendeur.

Avis public est par les présentes donné que, le huit de janvier courant, une action en séparation de biens a été instituée en la présente cause.

**E. CHARTIER,**  
Procureur de la Demanderesse.  
Sherbrooke, 10 janvier 1890. 319 4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1240

Une action en séparation de biens a été prise ce jour par Dame Marie Aurélie Labelle, de la paroisse du Saint Enfant Jésus, dit district, contre Isaac Bigras, son mari, forgeron, du même lieu.

**DUPUIS & LUSSIER,**  
Avocats de la défenderesse.  
Montréal, 15 janvier 1890. 413 3

Avis est par le présent donné que, sous un mois de la date de la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur de cette province, par les Requérants ci-après nommés pour obtenir des Lettres Patentes sous le Grand Sceau, les constituant en corps politique et incorporé, en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

1° Le nom incorporé de la Compagnie proposée sera "The Scotstown Lumber Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire du bois, le scier et manufacter du bois de sciage et du bois préparé et ce qui peut se faire à un moulin en général en fait de bois et transaction

3° La principale place d'affaire sera à Scotstown, dans le district de Saint-François.

4° Le fonds social de la compagnie sera de cinquante mille piastres divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants pour l'incorporation sont : Frank Dudley, de la cité de Portland, dans l'Etat du Maine, un des Etats-Unis-Unis d'Amérique, marchand de bois ; Rufus Henry Pope, du village de Cookshire, propriétaire de moulin ; William Bullock Ives, avocat ; et Henry Braithwaite Brown avocat, tous deux de la cité de Sherbrooke, William Ward Bailey de Cookshire susdit, meunier. Les quatre derniers nommés tous du district Saint-François.

6° Les premiers directeurs seront les dits Frank Dudley, Rufus H. Pope et William B. Ives.

**IVES, BROWN & FRENCH,**  
Procureurs des requérants.  
Sherbrooke, 14 janvier 1890. 341 4

lippe Mercier, mill owner and trader, of the same place.

**J. B. BLANCHET,**  
Attorney for the Plaintiff.  
Sweetsburg, 8th January, 1890. 305

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Saint-François. } *Superior Court.*  
No. 501.

Dame Celima Renaud dite Dumoulin, wife of Félix Drolet, teacher, both of the township of Ditton, in the district of Saint Francis, duly authorized, for the purposes hereof, by a judge of the Superior Court,  
Plaintiff ;

vs.

Félix Drolet, of the same place, teacher.  
Defendant.

Public notice is hereby given that, on the eighth day of January instant, a suit was instituted in the above cause for *separation de biens*.

**E. CHARTIER,**  
Attorney for the Plaintiff.  
Sherbrooke, 10th January, 1890. 320

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1240

Dame Marie Aurélie Labelle, of Saint Enfant Jésus, district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband, Isaac Bigras, blacksmith, of the same place.

**DUPUIS & LUSSIER,**  
Advocate for Plaintiff.  
Montreal, 15th January, 1890. 414

Notice is hereby given that within one month from the date of the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant-Governor of this Province by the applicants hereinafter named, for Letters Patents under the Great Seal, creating them a body corporate and politic, under the Provisions of the "Joint Stock Companies Incorporation Act."

1. The corporate name of the proposed company will be the "Scotstown Lumber Company."

2. The objects for which incorporation is sought, are lumbering, sawing and manufacturing sawn and dressed lumber, and a general milling and trading business.

3. The chief place of business will be at Scotstown in the district of St. Francis.

4. The proposed capital stock of the company will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants for incorporation are Frank Dudley, of the city of Portland, in the State of Maine, one of the United States of America, lumber dealer, Rufus Henry Pope, of the village of Cookshire, mill-owner ; William Bullock Ives, advocate ; and Henry Braithwaite Brown, advocate ; both of the city of Sherbrooke, William Ward Bailey, of said Cookshire, miller, the last four named, all in the district of Saint Francis.

6. The first directors are the said Frank Dudley, Rufus H. Pope and William B. Ives

**IVES, BROWN & FRENCH,**  
Attorneys for Applicants.  
Sherbrooke, 14th January, 1890. 342

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No. 368.

*Ex-parte* la cité de Montréal, requérante en expropriation pour la rue Bagg,

et  
 Lewis J. Skaife, gentilhomme, Wilfrid Théodore Skaife, gentilhomme, Francis William Skaife, gentilhomme et Dame Mary Lucy Skaife, épouse de Frank F. Rolland, gentilhomme, sépara de lui quant aux biens par contrat de mariage et de lui dûment autorisée aux fins des présentes, tous de la cité de Montréal. Indemnitaires.

Avis est par les présents donné à toutes personnes intéressées dans la distribution des deniers déposés entre les mains du sousigné, comme appartenant aux dits indemnitaires, par suite de l'expropriation du lot portant le numéro 37 de la subdivision du lot cadastral No. 43; de la partie nord-ouest de la subdivision No. 35 du dit lot No. 43; de la partie du numéro de subdivision 36 du dit lot No. 43; de la partie nord-ouest de la subdivision No. B 2 du lot cadastral No. 42, et de la partie nord-ouest de la subdivision No. 14 du lot cadastral No. 7 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent dans la cité de Montréal, qu'elles devront produire leurs réclamations au bureau du sousigné dans les quinze jours qui suivront la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

A. B. LONGPRÉ,  
 Protonotaire.

Montréal, 28 janvier 1890. 587 2

#### CHAMBRE DES NOTAIRES.

—  
 SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, sousigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du quatrième jour d'octobre dernier, M. Albert Turcotte, notaire, résidant à Trois-Rivières dans le district de Trois-Rivières a été suspendu pour non-paiement de ses arriérés à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux de février prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Albert Turcotte, de ses arriérés dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-neuvième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix.

651 2 N. PÉRODEAU, Sec.

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure*  
 District de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par les requérants ci-après nommés, en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, pour obtenir des Lettres Patentes, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie devant être créée, par telles Lettres Patentes, en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

Premierement. Le nom proposé de la compagnie sera : "La Compagnie du chemin de fer Sault Sainte-Marie, Québec et Atlantique."

Deuxièmement. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de construire et d'exploiter un chemin partant d'un point sur la rive gauche de la rivière Ottawa entre l'embouchure de la rivière du Moine et celle de la décharge du lac Kupewa traversant en gagnant vers l'est, autant que possible en ligne droite, les districts d'Ottawa, Terrebonne, Joliette, Trois Rivières, Québec, passant par la cité de Québec et se continuant par Beauport, pour traverser le Saint-Laurent, l'île d'Orléans et

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 368.

*Ex-parte* the city of Montreal, petitioner in expropriation for the Bagg street.

Lewis J. Skaife, gentleman, Wilfrid Theodore Skaife, gentleman, Francis William Skaife, gentleman and Dame Mary Lucy Skaife, wife of Frank F. Rolland, gentleman, from him separated as to property by ante-nuptial marriage contract and by him duly authorized, all of the city of Montreal. *Indemnitaires*.

Notice is hereby given to all parties who may be interested in the moneys deposited in the hands of the undersigned, as belonging to the said *indemnitaires*, in consequence of the expropriation of the lot bearing subdivision number 37 of lot cadastral No. 43, of the north west portion of subdivision No. 35 of the said lot No. 43; of the north-west portion of subdivision No. 36 of said lot No. 43; of the north-west portion of subdivision No. B 2 of lot cadastral No. 42, and the north-west portion of subdivision No. 14 of lot cadastral No. 7, on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward, in the said city, to file their claims in the office of the undersigned, within fifteen days from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

A. B. LONGPRÉ,  
 Prothonotary.

Montreal, 28th January, 1890. 588

#### BOARD OF NOTARIES

—  
 OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board, dated the fourth day of October last, Mr Albert Turcotte notary, residing at Three-Rivers, in the district of Three-Rivers has, been suspended for non payment of his arrears to the said Board of Notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of February next, and will cease only after payment, by the said Albert Turcotte, of his arrears due to the said Board of Notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents, at Montreal, this twenty-ninth day of January, one thousand, eight hundred and ninety.

652 N. PÉRODEAU, Sec.

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court*  
 District of Quebec. }

Notice is hereby given that, within one month from the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, in Council, by the applicants hereinafter mentioned, in virtue of the Joint Stock Companies act, for Letters Patent constituting them and such other persons who may become shareholders of the said company to be created by such Letters Patent, a body politic and corporate under the name and for the purpose hereinafter mentioned.

Firstly. The corporate name of the company shall be: "The Sault Sainte Marie, Québec and Atlantic Railway Company."

Secondly. The object for which incorporation is sought is to construct and work a railway starting from a point on the left shore of Ottawa River, between the mouth of River du Moine and that of the outlet of the lake Kupewa, crossing running eastwards in a straight line, as much as possible, the districts of Ottawa, Terrebonne, Joliette, Three Rivers, Québec passing by the city of Québec and continuing by Beauport to cross over the Saint Lawrence the Island of Orleans and to reach the south

atteindre la rive sud du fleuve à ou dans les environs de la Pointe à la Martinière, de là se dirige vers le sud-est, en passant par le lac Pohenegamook, traversant les districts de Montmagny, Kamouraska et Témiscouata pour aboutir au grand chemin public de Témiscouata dans le voisinage de la frontière avec un embranchement partant de la ligne principale à un point quelconque dans le comté de Kamouraska, passant au nord du lac Témiscouata, traversant les districts de Rimouski, Bonaventure et Gaspé et suivant dans l'intérieur une ligne aussi directe que possible, pour atteindre le port de Gaspé.

Troisièmement. La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la Province de Québec.

Quatrièmement. Le fonds social de la dite compagnie sera de deux cent cinquante mille piastres divisé en deux mille cinq cents actions de cent piastres chacune.

Cinquièmement. Les noms au long, residences et professions des dits requérants sont comme suit :

Le Chevalier J. E. Martineau.  
O. Migner, manufacturier.  
J. A. Mailloux, courtier.  
Félix Gourdeau, manufacturier.  
Napoléon Gourdeau, tanneur.  
F. X. Drouin, avocat.  
J. I. Lavery, avocat.  
A. A. Déchène, marchand.  
Eugène Rouillard, notaire et journaliste.  
J. A. Langlais, marchand.  
N. Lavoie, gérant de la Banque du Peuple à Saint-Roch.

J. B. Morissette, agent d'assurance.  
J. B. Rousseau, marchand.  
Elzéar Falard, tanneur et corroyeur.  
Geo. Roy, manufacturier.  
J. E. Boly, notaire.

Tous des cité et district de Québec, sujets anglais et résident en Canada. J. Hon. G. Bresse, O. Migner, F. Gourdeau, J. A. Mailloux, J. E. Martineau, F. X. Drouin et J. B. Laliberté, seront les premiers directeurs provisoires.

Par ordre,

J. E. BOILY,  
Secrétaire pro-tem.

Québec, 23 janvier 1890.

665 2

#### AVIS.

Avis public est par le présent donné que Robert N. Walsh, Thomas Baird, Edward Sadler, Edwin Hooker, John Younie, Alexander Sadler, George Nussey and Archibald McCormick, ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, pour faire ratifier un acte de vente passé devant E. Fontaine, N. P., le vingt-huitième jour de décembre 1889, transportant certains terrains à eux et autres syndics pour "The Ormstown Union Cemetery Company," et les incorporant eux et autres comme "The Ormstown Union Cemetery Company," avec un capital de \$3,000.00 divisé en 120 actions de \$25 chacune, les sus-nommés étant ses directeurs provisoires, tous sujets britanniques et résidant au Canada.

TUCKER & CULLEN,  
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 30 décembre 1889.

49 6

#### Avis de Faillite

Dans l'affaire de la succession J. H. Merrill,  
Failli.

Le soussigné a été nommé curateur de la succession de James H. Merrill, du canton de Stanstead, propriétaire de moulin.

Les créanciers sont par le présent requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours de la publication de cet avis.

J. BERTRAM GOODHUE,  
Curateur.

Rock Island, 31 janvier 1890.

673

shore of the river at or in the environs of Pointe à la Martinière, thence running to the south-east passing by the lake Pohenegamook, crossing the districts of Montmagny, Kamouraska and Témiscouata to end at the Témiscouata main highway in the neighborhood of the frontier with branch line starting from the main line at some point in the county of Kamouraska, passing north of the lake Témiscouata, crossing the districts of Rimouski, Bonaventure and Gaspé and following in the interior a line as straight as possible to reach the port of Gaspé.

Thirty. The chief place of business of the said company shall be in the city of Quebec, in the Province of Quebec.

Fourthly. The capital stock of the said company shall be two hundred and fifty thousand dollars divided into two thousand five hundred shares of one hundred dollars each.

Fifthly. The names, residence, and profession of the said applicants are as follows :

Le Chevalier J. E. Martineau.  
O. Migner, manufacturiers.  
J. A. Mailloux, broker.  
Félix Gourdeau, manufacturier.  
Napoléon Gourdeau, tanner.  
F. X. Drouin, advocate.  
J. I. Lavery, advocate.  
A. A. Déchène, merchant.  
Eugène Rouillard, notary and journalist.  
J. A. Langlais, merchant.  
N. Lavoie, manager of the Banque du Peuple, at Saint Roch.

J. B. Morissette, assurance agent.  
J. B. Rousseau, merchant.  
Elzéar Falard, tanner and currier.  
Geo. Roy, manufacturer.  
J. E. Boly, notary.

All of the city and district of Québec, British subjects and residing in Canada, the Honorable G. Bresse, O. Migner, F. Gourdeau, J. A. Mailloux, J. E. Martineau, F. X. Drouin, and J. B. Laliberté, shall be the first provisional directors.

By order,

J. E. BOILY,  
Secretary pro-tem.

Québec, 23rd January, 1890.

666

#### NOTICE

Public notice is hereby given that Robert N. Walsh Baird, Edward Sadler, Edwin Hooker, John Younie, Alexander Sadler, George Nussey and Archibald McCormick intend applying to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, in Council, for an order confirming a deed of sale, passed before E. Fontaine, N. P., on the twenty-eight day of December, 1889, conveying certain lands therein described to them and others as Trustees for the Ormstown Union Cemetery Company and incorporating them and others as the Ormstown Union Cemetery Company with a capital of \$3000 divided into 120 shares of \$25 each with the above named as its Provisional directors, all British subjects and residents of Canada.

TUCKER & CULLEN,  
Solicitors for Applicants.

Montreal, 30th, December, 1889.

50

#### Bankrupt Notice.

In re Estate J. H. Merrill,

Insolvent

The undersigned has been appointed curator of the estate of James H. Merrill, of the township of Stanstead, mill proprietor.

Creditors are hereby required to file their claims with me within a delay of thirty days from the publication of this notice.

J. BERTRAM GOODHUE,  
Curator.

Rock Island, 31st, January, 1890.

674

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de John A Rafter & Sons, de Mont-  
 réal, Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 31<sup>ème</sup> jour de janvier 1890, par ordre de la Cour, nous avons été nommés curateur-conjoint des biens des susdit failli qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateur-conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 7 Place d'Armes,  
 Montréal, 31 janvier 1890. 675

Province de Québec, }  
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
 Roberts A. Starrs, Demandeur :

vs.

George W. Thomas, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la Cour, le 18<sup>e</sup> jour de janvier 1890, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

C. E. GRAHAM,  
 Curateur.

Hull, P. Q., 27 janvier, 1890. 679

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Phidime Guay, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 1<sup>er</sup> jour de février 1890, par ordre de la Cour, nous avons été nommés curateur conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateur-conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes,  
 Montréal, 1<sup>er</sup> février 1890. 683

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
 In re C. A. Simard, Failli

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 22 février 1890.

G. N. HENSHAW, JR.,  
 Curateur.

118, rue Cascades,  
 Saint-Hyacinthe, 1<sup>er</sup> Février, 1890, 687

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 In re F. N. Martin, Insolvable.

Je soussigné, F. Valentine, comptable, de la cité des Trois-Rivières, ai été nommé curateur à la faillite de F. N. Martin, par décision de la cour supérieure, datée le 31 janvier 1890.

Les créanciers du dit F. N. Martin sont requis de produire leurs réclamations dans les trente jours qui suivront la date du présent avis.

F. VALENTINE,  
 Curateur.

Bureau de F. Valentine,  
 Comptable,  
 30, rue Royal,  
 Trois-Rivières, 31 janvier 1890. 691

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In re John A. Rafter & Sons, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 31st day of January, 1890, by order of the Court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint-curator.

Office of Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes, sq.,  
 Montreal, 31st January, 1890. 676

Province of Quebec, }  
 District of Ottawa. } *Superior Court.*  
 Robert A. Starrs, Plaintiff :

vs.

George W. Thomas, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 18th day of January, 1890, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

C. E. GRAHAM,  
 Curator.

Hull, P. Q., 27th January, 1890. 680

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In re Phidime Guay, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 1st day of February, 1890, by order of the Court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curator.

Office of Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes sq.,  
 Montreal, 1st February, 1890. 684

Province of Quebec, }  
 District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*  
 In re C. A. Simard, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after 22nd February 1890.

G. N. HENSHAW, JR.,  
 Curator.

118, Cascades street,  
 Saint-Hyacinthe, 1st February, 1890, 688

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 In re F. N. Martin, Insolvent.

I, the undersigned, F. Valentine, accountant, of the city of Three Rivers, have been appointed curator to the estate of F. N. Martin, by order of the Superior Court, dated the 31st January, 1890.

The creditors of the said F. N. Martin are requested to file their claims within thirty days from the date of the present notice.

F. VALENTINE,  
 Curator.

Office of F. Valentine,  
 Accountant,  
 30, Royal street,  
 Three Rivers, 31st January, 1890. 692

Province de Québec, }  
 District de St. François, } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Louis Winestein, de Coaticooke.  
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 25e jour de février 1890, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal.  
 W. ALEXE. CALDWELL,  
 Curateur.

Bureau de Caldwell, Tait et Wilks.  
 Montréal, 8 février 1890. 717

Province de Québec, }  
 District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de J. B. Barrette, de Saint-Barthelémi, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 3e jour de février 1890, par ordre de la Cour, nous avons été nommés curateur-conjoint des biens du susdit failli qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateur-conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes,  
 Montréal, 4 février 1890. 743

Province de Québec, }  
 District de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 No. 700.

*In re* M. Gauvreau, Insolvable ;

et Requérant.

Avis public est par les présentes donné que le dit insolvable, Michel Gauvreau, faisant affaires en la ville de Québec, sous les nom et raison de Giguère & Cie., a, ce jour, fait cession de ses biens pour l'avantage de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Québec.

(Signé), A. LECLAIRE,  
 Requérant.  
 LS. F. BURROUGHS,  
 Procureur.

Québec, 4 février, 1890. 741

### Règle de Cour

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montmagny, }  
 No. 255.

Dame Philomène Lévêque, de l'endroit appelé New-Hartford, Connecticut, un des États-Unis d'Amérique, épouse séparée de biens de Servule Chouinard, autrefois, cultivateur, de la paroisse de St-Jean Port Joli, maintenant du dit endroit de New-Hartford, serviteur de ferme, et le dit Servule Chouinard, autorisant son épouse aux fins des présentes,  
 Demandeurs ;

vs.

Pierre Pelletier, autrefois de la paroisse de Sainte-Louise et maintenant de lieux inconnus,  
 Défendeur ;

et

George Pelletier, bourgeois, de la paroisse de Saint-Roch, des Aulnets, Tiers-Saisi.  
 Le vingt-sixième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Présent : l'Honorable H. C. PELLETIER.

La cour, sur la motion de la demanderesse exposant qu'il y a des deniers à distribuer en cette cause, et qu'une opposition au faire la livre y a été produite, alléguant la déconiture du défendeur et demandant que les créanciers soient appelés avant que la distribution des deniers ne soit faite, ordonne que les

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis, } *Superior Court.*  
*In re* Louis Winestein, Coaticooke.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 25th February, 1890, after which date dividend will be payable at my office, Fraser building, 43 St. Sacramento street, Montreal.

W. ALEXR. CALDWELL,  
 Curator.

Office of Caldwell, Tait et Wilks.  
 Montreal, 8th February, 1890. 718

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu, } *Superior Court.*  
*In re* J. B. Barrette, of Saint Barthelemi, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 3rd day of February, 1890, by order of the Court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint-curator.

Office of Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes square,  
 Montreal, 4th February, 1890. 744

Province of Quebec, }  
 District of Québec, } *Superior Court.*  
 No. 700.

*In re* M. Gauvreau, Insolvent ;

and Petitioner.

Public notice is hereby given that said insolvent, Michel Gauvreau, of the city of Québec, doing business there under the firm, name and style of Giguère & Co., has, this day, made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the district of Québec.

(Signed), A. LECLAIRE,  
 Petitioner.  
 LS. F. BURROUGHS,  
 Attorney.

Quebec, 4th February, 1890. 742

### Rule of Court

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montmagny, }  
 No. 255.

Dame Philomène Lévêque, of the place called New-Hartford, Connecticut, one of the United States of America, wife separated as to property from Servule Chouinard, heretofore, farmer, of the parish of Saint Jean Port Joli, now of the said place of New-Hartford, farm hand, and the said Servule Chouinard, authorizing his said wife for the purpose hereof,  
 Plaintiffs ;

vs.

Pierre Pelletier, heretofore of the parish of Sainte-Louise and now of unknown places,  
 Defendant ;

and

George Pelletier, gentleman, of the parish of Saint-Roch des Aulnets, Garnishee ;  
 The twenty-sixth day of December, eighteen hundred and eighty-nine.

Present : The honorable H. C. PELLETIER

The Court, seeing the motion of the plaintiff setting forth that there are moneys to be distributed in this cause, and that an opposition *au faire la livre* has been filed therein alleging the insolvency of the defendant, and praying for a meeting of the creditors before the distribution of the moneys be made,

cranciers du défendeur soient appelés, en insérant deux fois un avis à cet effet dans la *Gazette Officielle de Québec*, en langue anglaise et française suivant la loi et avec dépens sur la masse.

De par la court.

BENDER & MARTINEAU,

P. C. S. D. M.

P. AUG. CHOQUETTE,

Proc. de la Demanderesse.

573 2

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné à aut les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir: { **D**ANS l'affaire de MAURICE BERNARD, Failli.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Germain de Grantham, contenant soixante et six pieds de front sur deux cent trente-deux pieds de profondeur, plus ou moins, distrait du lot de terre numéro neuf du sixième rang du canton de Grantham; borné en front à la route qui conduit au cinquième rang de Grantham, connue comme "route Menut," en profondeur à la terre ci-après désignée, d'un côté au chemin Yamaska et de l'autre côté à Euchariste Blanchette, représentant Guillaume Lemaire—avec une maison et autres bâties dessus construites.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Germain de Grantham, contenant soixante et six acres en superficie, plus ou moins, étant partie des lots huit et neuf du sixième rang du canton de Grantham; borné au nord à Pierre Rajotte, au sud au chemin de fer, au sud-est et à l'ouest partie aux emplacements concédés et partie au chemin de la Reine, à l'est à William Landry—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain de Grantham, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif.

Député Shérif.

Arthabaskaville, 7 février 1890.

763

[Première publication, 8 février 1890.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **O**NEZIME MAZURETTE, No. 158. } esquier, Demandeur; contre JAMES COLVIN MOORE, Défendeur.

1° La moitié nord ouest du lot de terre numéro vingt-trois (23), dans le quatrième rang du canton de Kingsey.

2° La moitié sud-est du lot de terre numéro vingt-quatre (24), dans le quatrième rang du canton de Kingsey.

3° La moitié indivise du lot de terre numéro vingt-sept (27), dans le sixième rang du canton de Kingsey.

4° Un morceau de terre situé dans le canton de

doth order that a meeting of the creditors of the defendant be called by inserting twice in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, a notice to that effect according to the law, with costs upon the mass.

By order of the Court.

BENDER & MARTINEAU,

P. S. C. D. M.

P. AUG. CHOQUETTE,

Atty. for the Plaintiff.

574

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit: } **I**N the matter of MAURICE BERNARD, Insolvent.

1° An emplacement situate in the parish of Saint Germain of Grantham, containing sixty-six feet in front by two hundred and thirty-two feet in depth, more or less, *distrait* from the lot of land number nine in the sixth range of the township of Grantham; bounded in front by the road leading to the fifth range of Grantham known as "route Menut," in depth by the land hereinafter mentioned on one side by Yamaska road on the other side by Euchariste Blanchette representing Guillaume Lemaire—with a house and other buildings thereon erected.

2° A land situate in the parish of Saint-Germain de Grantham, containing sixty-six acres of land in superficies, more or less, being part of lots eight and nine in the sixth range of the township of Grantham; bounded to the north by Pierre Rajotte, to the south by the railway, to the south-east and to the west partly by the emplacement granted and partly by the Queen's road, to the east by William Landry—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Germain de Grantham, on the ELEVENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Arthabaskaville, 7th February, 1890.

764

[First published 8th February, 1890.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **O**NEZIME MAZURETTE, No. 158. } esquire, Plaintiff; against JAMES CALVIN MOORE, Defendant.

1° The north-west half of the lot of land number twenty-three (23), in the fourth range of the township of Kingsey.

2° The south-east half of the lot of land number twenty-four (24), in the fourth range of the township of Kingsey.

3° The undivided half of the lot of land number twenty-seven (27), in the sixth range of the township of Kingsey.

4° A piece of land situate in the township of Wick-

Wickham dans cette partie généralement appelée "Longue Pointe"; borné en front par le chemin de front générale appelé chemin de Barlow, du côté nord-ouest par la ligne de division entre les lots numéros quatre et cinq de la dite "Longue Pointe," et des autres côtés par la rivière Saint François.

Pour être vendus les immeubles en premier, second et troisième lieux désignés à la porte de l'église de Saint-Félix de Kingsey, le DIXIEME jour d'AVRIL à MIDI, et l'immeuble en dernier désigné au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, à Drummondville le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'avril prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Arthabaskaville, le 7 février 1890. 761  
[Première publication, 8 février 1890.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: GEORGE JEREMIE No. 139. J. PACAUD, Demandeurs; contre DAME MARIE DESANGE VALLEE ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

Une terre formant partie du lot de terre numéro vingt-sept dans le onzième rang du canton d'Halifax, contenant quatre arpents et demi de front sur la profondeur du dit lot, maintenant connu comme étant le numéro sept cent soixante-et quinze (775) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax—avec maison et autre bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre Baptiste, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'avril prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Arthabaska, ville 7 février 1890. 759  
[Première publication, 8 février 1890.]

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: FRANCIS N. McCREA, No. 4. J. écuier, Demandeur; contre THEOPHILIUS JAMES BLAKE ET AL., Défendeurs;

Comme appartenant à William Blake;

1° Le numéro vingt-six du onzième rang du canton de Durham.

2° La demie sud-est du lot de terre numéro vingt-sept du dit onzième rang de Durham.

3° Le numéro cinq du dixième rang du canton de Wickham.

Pour être vendus, les immeubles en premier et second lieux désignés, à la porte de l'église de Saint Fulgence de Durham, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à NEUF heures de l'avant-midi; et l'immeuble en troisième lieu désigné au bureau d'enregistrement du comté de Drummond à Drummondville, le MEME jour à DEUX heures de l'après midi. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour d'avril prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 5 février 1890. 757  
[Première publication, 8 février 1890.]

**Ventes par le Shérif—Beauce**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de

ham in that part generally called "Longue Pointe"; bounded in front by the front road generally called "Le chemin de Barlow," on the north-West, by the division line between the lots numbers four and five of the said "Longue Pointe," and on the other sides by the river Saint Francis.

To be sold, the immoveables firstly, secondly and thirdly mentioned, at the parochial church door of Saint Felix de Kingsey, on the TENTH day of APRIL next, at NOON, and immoveable fourthly mentioned at the registrar office for the county of Drummond at Drummondville, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of April next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 7th February, 1890. 762  
[First published, 8th February, 1890.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: GEORGE JEREMIE PA. No. 139. J. CAUD, Plaintiff; against, DAME MARIE DESANGE VALLEE ET AL., Defendants.

As belonging to the defendants.

A land forming part of the lot of land number twenty seven in the eleventh range of the township of Halifax, containing four and a half arpents in front by the depth of the said lot, now known as being number seven hundred and seventy five (775) of the official cadastre for the parish of Sainte-Sophie d'Halifax—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre Baptiste on the EIGHTH day of APRIL next at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of April next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 7th February, 1890. 760  
[First published, 8th February, 1890.]

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: FRANCIS N. McCREA, es. No. 4. J. quire, Plaintiff; against, THEOPHILIUS JAMES BLAKE ET AL., Defendants.

As belonging to William Blake.

1° The lot number twenty-six in the eleventh range of the township of Durham.

2° The south east half of the lot of land number twenty-seven of the said eleventh range of the township of Durham.

3° The number five in the tenth range of the township of Wickham.

To be sold, the immoveables firstly and secondly mentioned, at the parochial church door of Saint Fulgence de Durham, on the FIFTEENTH day of APRIL next at NINE o'clock in the forenoon; and the immoveable in thirdly mentioned at the registrar's office for the county of Drummond at Drummondville the SAME day at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty-first day of april next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Arthabaskaville, 5th February, 1890. 758  
[First published, 8th February, 1890.]

**Sheriff's Sales—Beauce**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the

mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Espousis*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

#### MANDAT DU CURATEUR.

*District de Beauce.*

No. 1691. } GUSTAVE O. TASCHEREAU;  
contre Messieurs MORENCY  
et FRÈRE. Faillis.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-François de la Beauce, formant partie du lot numéro 1529 du plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François; lequel étant de forme irrégulière et borné en avant par le chemin royal, en arrière par le terrain de Bazile Desrochers, éc., du côté sud-est par le terrain de la fabrique de la paroisse de Saint-François, et du côté nord-ouest par celui de Magloire Ouellet—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Cette vente sera faite à la charge d'un droit de passage réservé sur ce dit terrain par conventions mentionnées dans un acte de bail à rente foncière consenti par Dame veuve Joseph Groudin à Madame B. Desrochers, devant M<sup>re</sup> J. E. Rioux, notaire, le 25 août 1887; laquelle charge étant réclamée par opposition afin de charge faite par Dame Mary Armstrong et accordée par jugement rendu par la Cour Supérieure, en le district de Beauce, le premier février courant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le ONZIEME jour de FEVRIER courant, à ONZE heures de l'avant-midi.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 3 février 1890. 719  
[Première publication, 8 février 1890.]

#### FIERI FACIAS

*Cour Supérieure — District de Beauce.*

Beauce à savoir: } GEORGE DAVID THOMP-  
No. 1324. } GEORGE SON, cultivateur, demeu-  
rant en le canton de Linière, en le district de Beauce,  
Demandeur; GEORGE BARTLEY, demeurant dans  
le dit canton de Linière en le dit district, Défendeur;  
JOHN ARMSTRONG, du dit canton de Linière,  
cultivateur, opposant afin de distraire et le dit George  
Bartley, contestant la dite opposition, savoir:

Immeubles saisis à la requête du dit John Armstrong contre le dit George Bartley:

1. Un lot de terre, étant le lot numéro vingt-quatre (24) à compter des lignes de la province, situé dans le canton de Linière, dans le district de Beauce, rang du chemin de Kennebec, contenant quatre-vingt-dix acres en superficie; borné en front par le chemin Kennebec, joignant d'un côté à George David Thompson, et de l'autre côté au numéro vingt-cinq—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un lot de terre, étant le lot numéro vingt-cinq (25) à compter des lignes de la province, situé en le canton de Linière, en le district de Beauce, rang du chemin de Kennebec, contenant quatre-vingt-dix acres en superficie; borné en front au chemin de Kennebec, joignant d'un côté au numéro vingt-quatre et de l'autre côté à John Armstrong—circonstances et dépendances.

La vente de ces dits deux lots, sera faite avec la réserve suivante en faveur du susdit John Armstrong ou ses représentants:

"Tout le terrain qui se trouve le long de la rivière Landsay (Lindsay) prenant environ quinze arpents plus ou moins de longueur, sur un demi arpent de largeur en traversant en partie les terres Nos. 24

Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Espousis*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### CURATOR'S WARRANT.

*District of Beauce.*

No. 1691 } GUSTAVE O. TASCHEREAU;  
against MM. MORENCY &  
FRÈRE. Insolvents.

An emplacement situated in the parish of Saint-François de la Beauce, being part of lot No. 1529, on the plan and in the book of reference of the official cadastre for the said parish of Saint-François, of irregular outline and bounded in front by the Queen's Road, in rear by the land of Bazile Desrochers, esquire, on the south-east side by the fabrique property of the parish of Saint-François, and on the north-west side by that of Magloire Ouellet—with a house thereon erected, circumstances and dependencies. This sale shall be made subject to a right of way reserved upon this said land by conventions set forth in a deed of alienation for ground rent, executed by Dame Widow Joseph Groudin to Madame B. Desrochers, before M<sup>re</sup> J. E. Rioux, notary, on the 25th August, 1887; which charge is claimed by opposition to secure charges made by Dame Mary Armstrong and granted by judgment of the superior court, district of Beauce, on the first February instant.

To be sold at the church door of the parish of Saint-François de la Beauce, on the ELEVENTH day of FEBRUARY instant, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint-Joseph Beauce, 3rd February, 1890. 720  
[First published, 8th February, 1890.]

#### FIERI FACIAS.

*Superior Court, — District of Beauce.*

Beauce, to wit: } GEORGE DAVID THOMP-  
No. 1324. } GEORGE SON, farmer, of the town-  
ship of Linière, in the district of Beauce, Plaintiff;  
GEORGE BARTLEY, of the said township of  
Linière, in the said district, Defendant; JOHN  
ARMSTRONG, of the said township of Linière,  
farmer Opposant *afin de distraire*, and the said  
George Bartley, contesting the said opposition, to  
wit:

Immovables seized upon the request of the said John Armstrong, against the said George Bartley:

1. A lot of land being the lot number twenty-four (24) starting from the limits of the province, situated in the township of Linière, in the district of Beauce, range of the Kennebec road, containing ninety acres in superficies; bounded in front by the Kennebec road, on one side by George David Thompson and on the other side by number twenty-five—with the buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

2. A lot of land, being the lot number twenty-five (25) starting from the limits of the province, in the township of Linière, in the district of Beauce, range of the Kennebec road, containing ninety acres in superficies; bounded in front by the Kennebec road, on one side by number twenty-four, and on the other side by John Armstrong—circumstances and dependencies.

The sale of these two said lots shall be made subject to the following reserve in favor of the aforesaid John Armstrong or his representatives.

"All the land situated along the Landsay (Lindsay) River, containing about fifteen arpents, more or less, in length by half an arpent in width, crossing partly the land Nos. 24 and 25 of the said township

et 25 du dit township de Linière, au nord-est du chemin du dit lieu; borné en front au chemin de front, en profondeur au bout de la dite profondeur, joignant des côtés nord-ouest, et sud-est à George Bartley, lequel terrain passera sur les dits lots comme suit: Un quart d'arpent de largeur chaque côté de la dite rivière sus mentionnée, circonsérées et dépendra, ces, sans au unes réserves que l'on a de laisser le moulin que le Défendeur avait, et même de le transporter où bon lui semblerait sur la dite rivière—avec ensemble le droit et privilège exclusif au dit John Armstrong ou ses représentants d'exploiter la dite mine; pour son profit toutes les mines de quelque nature que ce puisse être qui peuvent exister sur toutes les parties des lots de terres ci-dessus mentionnées, sans néanmoins causer aucuns dommages aux bâties qui pourraient se trouver près des dites rivières; avec de plus le droit au dit John Armstrong ou représentants de rechercher et d'exploiter les dites mines sur tous les restants des dits lots de terre sus désignés, comme bon lui semblera, en payant, au dit George Bartley ou ses représentants, vingt piastres par chaque arpent de terre en superficie, pourvu que ce ne soit pas dans le terrain défriché et mis en valeur."

3° Un lot de terre, étant le numéro quatorze (14) à compter des lignes de la province, situé dans le canton de Linière, en le district de Beauce, rang du chemin de Kennebec, contenant quatre-vingt-dix acres en superficie; borné en front au chemin de Kennebec, joignant d'un côté à Jonathan Larison et de l'autre côté à John Armstrong—circonstances et dépendances.

4° Un lot de terre, étant le lot numéro quatre-vingt-deux, (82) situé dans le canton de Marlow, en le district de Beauce, rang du chemin de Kennebec, contenant quatre-vingt-dix acres en superficie; borné en front au chemin de Kennebec, joignant d'un côté à William Armstrong et de l'autre côté à William John Hughes—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DIX-HUITIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de mars prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Saint-Joseph Beauce, ce 8 janvier 1890. 183 2  
[Première publication, 11 janvier 1890.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 709 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit dans et pour le comté de Beauharnois, dans la ville de Valleyfield.

Province de Québec, } LÉANDRE GENDRON, Demandeur;  
District de Beauharnois. } vs. CLEMENT PITRE, Défendeur.

Un emplacement situé dans la ville de Salaberry de Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de

of Linière, on the north-east of the road of the said place; bounded in front by the front row, in depth, by the depth of the same, on the north-west and south-east sides, by George Bartley, which said ground is situated on the said lots as follows: one fourth of an arpent in width, on each side of the above mentioned river, circumstances and dependencies, without any reserve but leaving the mill, which belonged to the Defendant and even to remove the same where he may think proper, on the said river—together with the right and exclusive privilege in favor of the said John Armstrong or his representatives to work for his own benefit all the mines of what kind so ever which may exist on all the portions of the lots of lands hereabove mentioned, without however causing any damage to the building which may be near the said rivers; also with the right in favor of the said John Armstrong or his representatives to prospect and work the said mines on all the remainders of the said lots of land above designated, as he may think proper, upon the payment by him to the said George Bartley or his representatives, of twenty dollars for each superficial arpent of land provided it be not in land already cleared and cultivated.

3° A lot of land being the lot number fourteen (14) starting from the limits of the province, situated in the township of Linière, in the district of Beauce range of the Kennebec road, containing ninety acres in superficies; bounded in front by the Kennebec road, on one side by Jonathan Larison and on the other side by John Armstrong—circumstances and dependencies.

4° A lot of land being the lot number eighty two, (82) situated in the township of Marlow, in the district of Beauce, range of the Kennebec road, containing ninety acres in superficies; bounded in front by the Kennebec road, on one side by William Armstrong and on the other side by William John Hughes—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-sixth day of March next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Saint Joseph Beauce, 8th January, 1890. 184  
[First published, 11th January, 1890.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 709 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court in and for the county of Beauharnois, in the town of Valleyfield.

Province of Québec, } LÉANDRE GENDRON, Plaintiff;  
District of Beauharnois. } vs. CLEMENT PITRE, Defendant.

An emplacement situated in the town of Salaberry de Valleyfield, known and designated on the

renvoi officiels sous le numéro deux cent soixante et dix—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI. Bref rapportable le dix avril aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 4 février 1890. 735  
[Première publication, 8 février 1890.]

#### WARRANT DE CURATEUR.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } N RE A. RUFIANGE,  
District de Montréal. } I failli ; vs. R. S. JORON, Curateur.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville Salaberry de Valleyfield, sous numéro sept cent soixante (760)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MERCREDI, le DOUZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 7 janvier 1890. 143 2  
[Première publication, 11 janvier 1890.]

#### Ventes par le Shérif—Bedford

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Expansis*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District de Saint-Hyacinthe.*

No. 1141. } I H. HERESE DUBREUIL, rentière,  
} I de la paroisse de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, veuve d'Abraham Chalmière, et son vivant du même lieu, cultivateur et al., Demandeurs; contre les terres et tenements de NEREE CREVIER, ci-devant du canton de Granby, mais maintenant aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

L'usufruit de la vie durant du dit défendeur Nérée Crevier, de la propriété suivante, à savoir :

Lots numéros cent quatre-vingt-onze (191) et cent quatre-vingt-quatorze (194), du plan du cadastre et livre de renvoi du canton de Granby, district de Bedford, formant partie du lot numéro vingt-trois (23), dans le deuxième rang (arpentage primitif) du dit canton.

Pour être vendus le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse (à Saint-Alphonse ainsi appelé dans le canton de Granby), à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de mars prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburgh, 7 janvier 1890. 211 2  
[Première publication, 11 janvier 1890.]

official plan and in the book of reference under number two hundred and seventy—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on TUESDAY, the EIGHTH day of APRIL next, at NOON. Writ returnable on the tenth April, also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 4th February, 1890. 735  
[First published, 8th February, 1890.]

#### CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.*

Province of Québec, } N RE A. RUFIANGE,  
District of Montréal. } I Insolvent; and R. S. JORON, Curator.

The lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the town of Salaberry of Valleyfield, under number seven hundred and sixty (760)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on WEDNESDAY the TWELFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 7th January, 1890. 144  
[First published, 11th January, 1890.]

#### Sheriff's Sales—Bedford

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Expansis*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE TEURIS.

*Circuit Court.—District de Saint-Hyacinthe.*

No. 1141. } I HERESE DUBREUIL, rentière,  
} I of the parish of Saint Césaire, district of Saint-Hyacinthe, widow of Abraham Chalmière, in his life time of the same place, farmer et al., Plaintiffs; against the lands and tenements of NEREE CREVIER, lately of the township of Granby but now in the United States of America, Defendant.

The use and usufruct during the life time of the said defendant Nérée Crevier, of the following property, to wit :

Lots number one hundred and ninety one (191) and one hundred and ninety four (194), of the cadastral plan and book of reference of the township of Granby, district of Bedford, forming part of lot No. (23) twenty-three, in the second range (primitive survey) of said township.

To be sold on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at the church door of the parish of Saint Alphonse (at Saint Alphonse so called in the township of Granby), at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty eighth day of March next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sweetsburgh, 7th January, 1890. 212  
[First published, 11th January, 1890.]

FIERI FACIAS DE BONIS DE TERRIS.

*Cur Superioris. — District of Bedford.*

No. 4232. (S) STANISLAS BACHAND, de la ville de Contrecoeur, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur; contre les biens et terres de LOUIS BACHAND, père, du village de Sainte-Pudentienne, district de Bedford, Défendeur.

1<sup>o</sup> Le lot No. 1 du premier rang de Roxton, comté de Shefford et district de Bedford, aux plan cadastral et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Pudentienne, de figure irrégulière, divisé en trois parties par Roxton Pond; borné au nord par la ligne de division entre les premier et second rangs, au sud par la ligne de division entre les townships de Shefford et Roxton, à l'est par le lot No. deux (2) du même rang et à l'ouest par la ligne de division des townships de Roxton et Milton.

2<sup>o</sup> Le lot No. 2 du premier rang de Roxton, dans les susdits comté et district, aux plan cadastral et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Pudentienne, de figure irrégulière, divisé en deux parties par Roxton Pond; borné au nord par la ligne de division entre les premier et second rangs, au sud par la ligne de division entre les townships de Shefford et Roxton, à l'est par les lots trois C (3 C) et trois A (3 A) et à l'ouest par le lot No. un (1).

3<sup>o</sup> Le lot No. un A (1 A) du second rang de Roxton, dans les susdits comté et district, aux plan cadastral et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Pudentienne, de figure irrégulière; borné au nord par la ligne de division entre les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rangs, à l'est par le lot No. un B (1 B), au sud par le village de Sainte-Pudentienne, et à l'ouest par le chemin entre les townships de Roxton et Milton.

4<sup>o</sup> Le lot No. sept (7) aux plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits; borné au nord par le chemin de Milton, au sud par les lots deux, cinq et six, à l'est par la ligne de division entre les townships de Roxton et de Milton, et au sud par le lot No. 9—avec une maison, grange, hangar et partie du moulin à farine et du moulin à scies dessus construits et toutes les machineries et appareils appartenant à l'usage et au fonctionnement des dits moulins.

5<sup>o</sup> Le lot No huit (8) du plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits, de figure irrégulière, étant l'île située dans la rivière Mawcook—avec partie des moulins à farine et à scies dessus construits et toutes les machineries et appareils appartenant à l'usage et au fonctionnement des dits moulins.

6<sup>o</sup> Le lot No vingt-neuf (29) aux plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits; borné au nord, à l'est et au sud par la ligne de borne du village de Sainte-Pudentienne, à l'ouest par un chemin public et les emplacements du dit village, à l'exception de cette partie du dit lot vendue par Louis Bachand à Alphonse Picard, suivant acte devant C. Robert, N. P., en date du 14 novembre 1889, et décrit plus au long dans tel acte.

7<sup>o</sup> Le lot No quarante-neuf (49) des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, susdits comté et district; borné au nord-ouest par le lot No 29, au sud-est par le chemin de Roxton Falls, au sud-ouest par le lot No 48 et au nord-est par le lot No 50.

8<sup>o</sup> Le lot No cinquante (50) des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits; borné au nord-ouest et au nord-est par le lot No 29, au sud-est par le chemin de Roxton Falls et au sud-ouest par le lot No 49.

9<sup>o</sup> Le lot No, cinquante-un (51) des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et districts susdits; borné au nord-ouest par le chemin de Roxton Falls, et au nord-est par le lot No 29, et au sud-ouest par le lot No 52.

FIERI FACIAS DE BONIS DE TERRIS.

*Superior Court. — District of Bedford.*

No. 4232. (S) STANISLAS BACHAND, of the town of Contrecoeur, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff; against the goods and lands of LOUIS BACHAND, père, of the village of Sainte Pudentienne, district of Bedford, Defendant.

1<sup>o</sup> Lot No. one (1) of the first range of Roxton, county of Shefford and district of Bedford, according to the cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, of irregular figure, divided in three parts by Roxton Pond; bounded on the north by the division line between the first and second ranges, on the south by the division line of the township of Shefford and Roxton, on the east by lot No. two (2) of the same range and on the west by the division line of the township of Roxton and Milton.

2<sup>o</sup> Lot No. two (2) of the first range of Roxton, county and district aforesaid, according to the cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, of irregular figure, divided in two parts by Roxton Pond; bounded on the north by the division line between the 1st and 2nd ranges on the south by the division line of the townships of Shefford and Roxton, on the east by lots three C (3 C) and three A (3 A), and on the west by lot No. one (1).

3<sup>o</sup> Lot No. one A (1 A) of the second range of Roxton, county and district aforesaid, according to the cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, of irregular figure; bounded on the north by the division line between the 2nd and 3rd ranges, on the east by lot No. one B (1 B), on the south by the village of Sainte Pudentienne and on the west by the road between the townships of Roxton and Milton.

4<sup>o</sup> Lot No. seven (7) according to the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north by the Milton road, on the south by lots 2, 5 and 6, on the east by the division line between the townships of Roxton and Milton, and on the south by lot No. 9—with a dwelling house, barn, shed and part of the grist-mill and saw-mill thereon erected, and all the machinery, gearing and apparatus belonging to the use and running of said mills.

5<sup>o</sup> Lot No. eight (8) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, county and district aforesaid, of irregular figure, being the island, situated in the river Mawcook—with part of the grist-mill and saw-mill thereon erected, and all the machinery, gearing and apparatus belonging to the use and running of said mills.

6<sup>o</sup> Lot No. twenty-nine (29) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-east and south by the boundary line of Sainte Pudentienne village, on the west by a public road and the emplacements of said village, save and except such part of said lot sold by Louis Bachand to Alphonse Picard, by deed before C. Robert, N. P., of date the 14th November, 1889, and more fully described in said deed.

7<sup>o</sup> Lot No. forty-nine (49) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-west by lot No. 29, on the south-east by the road to Roxton Falls, on the south-west by lot No. 48, on the north-east by lot No. 50.

8<sup>o</sup> Lot No. fifty (50) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-west and north-east by lot No. 29, on the south-east by the road to Roxton Falls, and on the south-west by lot No. 49.

9<sup>o</sup> Lot No. fifty-nine (51) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-west by the road to Roxton Falls, and on the north-east by lot No. 29, on the south-west by lot No. 52.

10<sup>e</sup> Le lot No. cinquante-deux (52) des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits; borné au nord-ouest par le chemin de Roxton Falls, au sud-est par le lot No. 29, au sud-ouest par le lot No. 53 et au nord-est par le lot No. 51.

11<sup>e</sup> Le lot No. cinquante-trois (53) des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits; borné au nord-ouest par le chemin de Roxton Falls, au sud-est par le lot No. 29, au sud-ouest par le lot No. 54 et au nord-est par le lot No. 52.

12<sup>e</sup> Le lot No. cinquante-cinq (55) des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits; borné au nord-ouest par le chemin de Roxton Falls, au sud-est par le lot No. 29, au sud-ouest par le lot No. 56 et au nord-est par le lot No. 54.

13<sup>e</sup> Le lot quatre-vingt-quatre des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits, de figure irrégulière; borné au nord-ouest par la ligne entre les townships de Roxton et Milton, au sud-ouest par le lot No. 83, au sud-est par un chemin public et les lots Nos. 85 et 86, et au nord-est par le chemin de Sainte-Cécile et le lot 86—ensemble avec partie du moulin à scie dessus construit, et toutes machineries et appareils appartenant à l'usage et au fonctionnement du dit moulin, à l'exception de cette partie du dit lot 84 vendue par Louis Bachand à Jean-Baptiste Lebrun.

14<sup>e</sup> Le lot No. quarante-sept (47) des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits; borné au nord-ouest par le lot No. 29, au sud-est par le chemin de Roxton Falls, au sud-ouest par le lot No. 46, et au nord-est par le lot No. 48.

15<sup>e</sup> Le lot No. quarante-huit (48) des plan cadastral et livre de renvoi du village de Sainte-Pudentienne, comté et district susdits; borné au nord-ouest par le lot No. 29, au sud-est par le chemin de Roxton Falls, au sud-ouest par le lot No. 47, et au nord-est par le lot No. 49.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford, district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain 1890, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de mars prochain 1890.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburgh, 9 décembre 1889. 4933 3  
[Première publication, 14 décembre 1889.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS.

Court de Circuit.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: { **NARCISSE DEMERS,**  
No. 4010. } Demandeur; contre  
**ISAIE NOLETTE, ET AL.** Défendeurs.

Comme appartenant à Henry Mitchell, l'un des défendeurs en cette cause, savoir:

10<sup>e</sup> Lot No. fifty-two (52) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte-Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-west by the road to Roxton Falls, on the south-east by lot No. 29, on the south-west by lot No. 53 and on the north-east by lot No. 51.

11<sup>e</sup> Lot No. fifty-three (53) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte-Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-west by the road to Roxton Falls, on the south-east, by lot No. 29, on the south-west by lot No. 54 and north-east by lot No. 52.

12<sup>e</sup> Lot No. fifty-five (55) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte-Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-west by the road to Roxton Falls, on the south-east by lot No. 29, on the south-west by lot 56 and on the north-east by lot No. 54.

13<sup>e</sup> Lot No. eighty-four (84) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte-Pudentienne, county and district aforesaid, of irregular figure; bounded on the north-west by the line between the townships of Roxton and Milton, south-west by lot No. 83, on the south-east by a public road and the lots 85 and 86, on the north-west by the road to Sainte-Cécile and the lot 86—together with part of the saw-mill thereon erected and all the machinery, gearing and apparatus, belonging to use and running of said mill, save and except such part of said lot 84, sold by Louis Bachand to Jean-Baptiste Lebrun.

14<sup>e</sup> Lot No. forty-seven (47) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte-Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-west, by lot No. 29, on the south-east, by the road to Roxton Falls, on the south-west, by lot No. 46 and on the north-east, by lot No. 48.

15<sup>e</sup> Lot No. forty-eight (48) of the cadastral plan and book of reference of the village of Sainte-Pudentienne, county and district aforesaid; bounded on the north-west by lot No. 29, on the south-east, by the road to Roxton Falls, on the south-west, by lot No. 47 and on the north-east, by lot No. 49.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Pudentienne, in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next, 1890, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of March next 1890.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsbough, 9th December, 1889. 4934  
[First published, 14th December, 1889.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint John, to wit: { **NARCISSE DEMERS,**  
No. 4010. } Plaintiff; against **ISAIE NOLETTE, ET AL.** Defendants.

As belonging to Henry Mitchell, one of the defendants in this cause, to wit:

Une terre située en la paroisse de Saint Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, sur le chemin de Burtonville, de la contenance de quatre arpents de largeur sur dix-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins; bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres de Saint-Cyprien, d'un côté au nord par Edward Williams et Lawrence Byrus ou représentants et d'autre côté, au sud, par Pierre Bélanger ou représentants; connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle sous le numéro cent soixante et trois (No. 163)—avec les bâtisses y érigées.

A déduire de cette terre dans le coin nord-est un arpent en superficie appartenant à Lawrence Byrus.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle susdite, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'avril prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, le 31 janvier 1890. 681  
[Première publication, 8 février 1890.]

A farm situate in the parish of Saint-Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, on the Burtonville road, containing four arpents in width by eighteen arpents in depth, the whole more or less; bounded in front by the public road, in depth by the lands of the parish of Saint-Cyprien, on one side to the north by Edward Williams and Lawrence Byrus or representatives and on the other side, to the south, by Pierre Bélanger or representatives; known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Bernard de Lacolle under the number one hundred and sixty-three (No. 163)—with the buildings thereon erected.

To be deducted of the said farm on the north east corner one arpent in superficies, belonging to Lawrence Byrus.

To be sold at the parochial church door for the parish of Saint-Bernard de Lacolle aforesaid, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirtieth day of April next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint-Johns, 31st January, 1890. 682  
[First published, 8th February, 1890.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Joliette, à savoir: } **M**AGLOIRE CLEOPHAS  
No. 2570. } **G**ALARNEAU, de la  
cité de Montréal, Demandeur; contre **PIERRE**  
**PICHE**, Défendeur.

1° Un lot de terre situé au village de l'Assomption, dans le comté de l'Assomption, sur la rue l'Ange Gardien, contenant quarante-cinq pieds de front sur cent quinze pieds de profondeur, le tout plus ou moins; borné en front par la dite rue l'Ange Gardien, en arrière par le terrain de la corporation du collège l'Assomption, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village de l'Assomption, sous le numéro deux cent quatre-vingt-un (281)—sans bâtisses.

2° Un autre lot de terre contigü au premier, situé au dit village de l'Assomption, sur la rue l'Ange Gardien, contenant quarante-cinq pieds de front sur cent quinze pieds de profondeur, le tout plus ou moins; borné en front par la dite rue l'Ange Gardien, en arrière par le terrain de la corporation du collège l'Assomption, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du dit village de l'Assomption sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatre (284)—avec maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption le NEUVIEME jour d'A-

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Joliette, to wit: } **M**AGLOIRE CLEOPHAS GA-  
No. 2570. } **L**ARNEAU, of the city of  
Montreal, Plaintiff; against **PIERRE PICHE**,  
Defendant.

1° A lot of land of situated in the village of l'Assomption, in the county of l'Assomption, on l'Ange-Gardien street, containing forty-five feet in front by one hundred and fifteen feet in depth, the whole more or less; bounded in front by said l'Ange-Gardien street, in rear by the property of the corporation of the college of l'Assomption, known on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the village of l'Assomption, under number two hundred and eighty-one (281)—without buildings.

2° Another lot of land contiguous to the first situate in the said village of l'Assomption, on l'Ange-Gardien street; containing forty-five feet, in front by one hundred and fifteen feet in depth, the whole more or less; bounded in front by said l'Ange-Gardien street, in rear by the property of the corporation of the college of l'Assomption, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said village of l'Assomption, under number two hundred and eighty-four (284)—with house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of l'Assomption, on the NINTH day of APRIL next,

VRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour d'avril prochain.

Bureau du Shérif, Joliette, 4 février 1890.  
[Première publication, 8 février 1890.]

A. M. RIVARD,

Shérif.  
737

at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of April next.

Sheriff's Office, Joliette, 4th February, 1890.  
[First published, 8th February, 1890.]

A. M. RIVARD,

Sheriff.  
738

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

#### ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit.*

Kamouraska, à savoir: **NARCISSE GEORGE** No. 9489.

chand, de la ville de Fraserville, Demandeur; contre **EDMOND TETU**, de la paroisse de Saint-Louis du Ha: Ha: Défendeur, c'est à savoir:

1° Le lot de terre numéro quatre cent vingt-sept, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Notre-Dame du Lac, contenant en totalité trois arpents de front sur vingt-six arpents, six perches de profondeur; borné par le nord-est à la route du Cabano, par le sud-ouest à la rivière Cabano, par le nord et par le sud aux seigneurs Thomas.

2° Une terre située en les quatrième et cinquième rangs de la seigneurie de Madawaska, partie en la paroisse de Notre-Dame du Lac et partie dans un endroit non érigé en paroisse et dont la partie située en la dite paroisse est portée sous le numéro quatre cent trente quatre (434) du susdit cadastre; contenant en totalité, la dite terre, trois arpents de front sur trente arpents de profondeur; bornée à l'est à la rivière Cabano, à l'ouest aux terres non occupées, au nord et au sud au défendeur—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Un lot de terre situé en la dite seigneurie de Notre-Dame du Lac, en la dite seigneurie, en le premier rang, au sud-ouest de la rivière Cabano, de quatre arpents sept perches et cinq pieds de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro quatre cent trente-cinq (435) du même cadastre; borné au nord-est à la rivière Cabano, au sud-ouest aux terres de MM. Thomas, au nord aux représentants de David Michaud et au sud, au défendeur.

4° Un autre lot de terre situé en la dite seigneurie partie en la dite paroisse de Notre-Dame du Lac et partie en un territoire non érigé en paroisse, en le premier rang, au sud-ouest de la rivière Cabano, contenant cinq arpents, cinq perches de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins; borné au nord-est à la rivière Cabano, au sud-ouest et au nord à MM. Thomas et au sud au défendeur, étant le lot numéro quatre cent trente-deux (432) du même cadastre.

5° Un autre lot de terre situé en la dite seigneurie, en la dite paroisse, en le dit premier rang, au sud-ouest de la route Cabano, contenant cent cinquante-

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

Kamouraska, to wit: **NARCISSE GEORGE** No. 9489.

chard, of the town of Fraserville, Plaintiff; against **EDMOND TETU**, of the parish of Saint Louis du Ha: Ha: Defendant, to wit:

1° The lot of land number four hundred and twenty-seven, on the official plan and in the book of reference, of the cadastre for the parish of Notre Dame du Lac, containing in totality three arpents in front by twenty-six arpents and six perches in depth; bounded on the north-east by the route du Cabano, on the south-west by river Cabano, on the north and south by the seigniors Thomas.

2° A land situated in the fourth and fifth ranges of the seigniorie of Madawaska, partly in the parish of Notre-Dame du Lac and partly in a place not erected into a parish and whereof the part situated in the said parish is known under number four hundred and thirty-four (434) of the aforesaid cadastre, containing in totality, the said land, three arpents in front by thirty arpents in depth; bounded on the east by river Cabano, on the west by unoccupied lands, on the north and south by the defendant—with the buildings thereon erected.

3° A lot of land situated in the said parish of Notre-Dame du Lac, in the said seigniorie, in the first range, on the south-west of river Cabano, containing four arpents seven perches and five feet in front, by twenty-eight arpents in depth, the whole more or less, being the lot number four hundred and thirty-five (435) of the same cadastre; bounded on the north-east by river Cabano, on the south-west by the land of MM. Thomas, on the north, by the representatives of David Michaud and on the south by the Defendant.

4° Another lot of land situated in the said seigniorie, partly in the said parish of Notre-Dame du Lac, and partly in a territory not erected into a parish, in the first range, on the south-west of river Cabano, containing five arpents and five perches in front by thirty arpents in depth, the whole more or less; bounded on the north-east by river Cabano, on the south-west and on the north by MM. Thomas and on the south by the defendant, being the lot number four hundred and thirty-two (432) of the same cadastre.

5° Another lot of land situated in the said seigniorie, in the said parish, in the said first range, on the south-west of the route Cabano, containing one

trois arpents et cinquante-sept perches en superficie, plus ou moins; boré au sud-ouest à la rivière Cabano, au nord-est à la route susdite, au nord à MM. Thomas et au sud à Charles Bertrand, étant le lot numéro quatre cent trente-un (431) du même cadastre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Lac, MARDI le DIX-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures avant-midi. Bref rapportable le vingt-sixième jour du même mois.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 13 décembre 1889. 4967 3  
[Première publication, le 14 décembre 1889.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toute personne ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Court de Circuit du comté de Bellechasse.*

District de Montmagny: } ELZEAR TUR-  
No 412. } GEON, de la  
paroisse de Saint-Charles, voyageur; contre BAP-  
TISTE GOULET, de la paroisse de Saint-Gervais,  
voyageur, savoir:

Un quart indivis dans une terre située dans la deuxième concession de la paroisse de Saint-Gervais, contenant trois arpents, plus ou moins de front sur quarante arpents de profondeur, connue au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de Bellechasse pour la paroisse de Saint-Gervais, sous le No 469; bornée au nord à la première concession de la paroisse de Saint-Gervais, au sud à la troisième concession, joignant d'un côté, au sud-ouest, à Jérôme Dion, aux Nos 467 et 468 et de l'autre côté, au nord-est, à Syfroid Desrosiers No. 470—avec ensemble un quart indivis dans les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gervais, LUNDI, le DIX-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de février prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 7 décembre 1889. 4881 3  
[Première publication, 14 décembre 1889.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du

hundred and fifty-three arpents and fifty-seven perches in superficies, more or less; bounded on the south-west by the Cabano river, on the north-east by the aforesaid route, on the north by MM. Thomas, and on the south by Charles Bertrand, being the lot number four hundred and thirty-one (431) of the same cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame du Lac, on TUESDAY the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty-sixth day of the same month.

F. A. SIROIS.

Sheriff's Office, Shérif.  
Fraserville, 10th December, 1889. 4968  
[First published, 14th December, 1889.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the county of Bellechasse.*

District of Montmagny, } ELZEAR TURGEON,  
No. 412. } of the parish of Saint  
Charles, voyageur; against BAPTISTE GOULET,  
of the parish of Saint Gervais, voyageur, to wit:

An undivided fourth in a land situated in the second concession of the parish of Saint Gervais, containing three arpents, more or less, in front, by forty arpents in depth, known on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the county of Bellechasse for the parish of Saint Gervais under No. 469; bounded on the north by the first concession of the parish of Saint Gervais, on the south by the third concession, joining on one side, to the south-west, to Jérémie Dion, to Nos. 467 and 468, and on the other side, on the north-east, to Syfroid Desrosiers, No. 470—together with an undivided fourth in the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gervais, on MONDAY the SEVENTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eight day of February next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 7th December, 1889. 4882  
[First published, 14th December, 1889.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada,

code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: **D**EMOISELLE AGLAË No. 302. **R**ONDEAU, fille majeure et usant de ses droits, ces cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de THOMAS RONDEAU, peintre, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jean Baptiste, sur le niveau de la rue Maisonneuve (ci-devant rue Sydenham), connu sous le numéro deux cent six (No. 206) aux plan et livre de renvoi officiels de la subdivision d'une plus grande étendue de terrain connu sous le numéro un (1-206) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean Baptiste, dans le comté d'Hochelega, district de Montréal—avec une maison en bois à deux étages, préparée pour la brigade et autres dépendances y construites et droit de passage en commun dans la ruelle.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'avril prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 5 février 1890. Shérif, 733

[Première publication, 8 février 1890.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: **W**ILLIAM ALEXANDER No. 56. **C**ALDWELL, de la cité de Montréal, comptable, curateur; contre les terres et tenements de ALFRED G. ELLIOTT, dans le district de Montréal, raffineur d'huile de charbon, Failli.

1° Quatre lots de terre contigus formant un seul emplacement et faisant front sur une rue projetée appelée "Laurette," situé dans le village de Saint-Louis du Mile End, portant les numéros trois cent quarante-quatre, trois cent quarante-cinq, trois cent quarante-six et trois cent quarante-sept, (344, 345, 346 et 347,) de la subdivision officielle du lot numéro dix (10) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega, les dits quatre lots contenant en tout une largeur de cent soixante et six pieds sur une profondeur de cent pieds, le tout mesure anglaise—ensemble avec les diverses bâtisses sus-érigées.

2° Deux lots de terre situés au même lieu et portant les numéros trois cent vingt-sept et trois cent quarante-trois (327 et 343) de la subdivision officielle du dit lot numéro dix (10) des dits plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de la Côte Saint-Louis, le dit lot numéro trois cent vingt sept faisant front sur l'Avenue Gaspé et contenant quarante-deux pieds et six pouces de largeur sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, et le dit lot numéro trois cent quarante-trois, en arrière du dit lot numéro trois cent vingt-sept contenant quarante-deux pieds et six pouces sur une profondeur d'environ quatre-vingt-un pieds et un pouce—avec les bâtisses en bois sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, comme suit, à savoir: Les quatre lots mentionnés dans le paragraphe numéro un (No. 1) pour être vendus en un

are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: **M**ISS AGLAË RONDEAU, No. 302. **R** spinster and using her rights, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of THOMAS RONDEAU, painter, of the city of Montreal, Defendant.

A lot of land situated in the city of Montreal, in Saint Jean Baptiste ward, on the level of Maisonneuve street (heretofore Sydenham street) known under number two hundred and six (206) on the official plan and in the book of reference of the subdivision of a larger extent of land known as number one (1-206) on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelega, district of Montreal—with a wooden house two story high and other dependencies thereon erected, and right of way in common, in the lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteen day of April next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 5th February, 1890. Sheriff, 734

[First published, 8th February, 1890.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: **W**ILLIAM ALEXANDER No. 56. **C**ALDWELL, of the city of Montreal, accountant, curator; against the lands and tenements of ALFRED G. ELLIOTT, in the district of Montreal, coal oil refiner, Insolvent.

1° Four contiguous lots of land forming one emplacement only, and fronting a projected street called "Laurette," lying in the village of Saint Louis du Mile End, bearing the numbers three hundred and forty-four, three hundred and forty-five, three hundred and forty-six and three hundred and forty-seven (344, 345, 346 and 347), of the official subdivision of the lot number ten (10) of the official plan and book of reference of the incorporate village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelega, the said four lots containing in the aggregate a width of one hundred and sixty-six feet by a depth of one hundred feet, the whole english measure—together with divers buildings thereon erected.

2° Two lots of land situated at the same place and bearing the numbers three hundred and twenty-seven and three hundred and forty-three (327 and 343), of the official subdivision of the said lot number ten (10) of the said official plan and book of reference of the said incorporate village of Côte Saint Louis, the said lot number three hundred and twenty-seven fronting on Gaspé Avenue and containing forty-two feet and six inches in width by eight-five feet in depth, and the said lot number three hundred and forty-three, in rear of the said lot number three hundred and twenty-seven, containing forty-two feet six inches by an average depth of eighty-one feet and one inch—with the wooden buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon, as follows to wit: The four lots mentioned in the paragraph number one (No. 1) to be sold as one lot; and the two lots men-

seul lot ; et les deux lots mentionnés dans le paragraphe numéro deux pour être vendus lot par lot.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 5 février, 1890. Shérif, 731  
[Première publication, 8 février 1890.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : JAMES LEGGAT, de la No. 366 ) J cité de Montréal, marchand, Demandeur ; contre les terres et tenements de A. M. FOSTER, des cité et district de Montréal Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, comme lot de subdivision numéro soixante et treize (73) du lot officiel numéro dix huit cent vingt deux (1822) ; borné au nord-ouest par le numéro de subdivision neuf, du lot officiel numéro dix-huit cent vingt-deux (1822) du dit quartier Saint-Antoine, (étant la rue Prince Arthur), au sud-est par le lot officiel numéro dix huit cent vingt trois (1823), au nord-est par le numéro de subdivision soixante et douze (72) du lot officiel numéro dix huit cent vingt-deux (1822) et au sud-ouest par le numéro de subdivision soixante et quatre (74) du lot officiel numéro dix huit cent vingt-deux (1822), contenant une superficie de onze cent quatre-vingt-dix-sept (1197) pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de mars prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 janvier 1890. Shérif, 185 2  
[Première publication, 11 janvier 1890.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : SIR DONALD A. SMITH, No. 202. ) S des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de Dame MARY McCALLUM, veuve de feu John Renshaw, en son vivant de Montréal, John McDougall, fondateur et John Dyer, dessinateur, tous des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du dit John Renshaw. Défendeurs es-qualité.

1° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, composé de la partie nord du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal, sous le numéro onze cent quatre-vingt-deux (1182) ; borné au front par la rue Richmond, d'un côté par le lot numéro onze cent quatre-vingt-un (1181) des dits plan et livre de renvoi, de l'autre côté par une ruelle et en arrière par une autre ruelle de douze pieds de largeur, contenant cinquante-huit pieds six pouces de largeur en front et trente-huit pieds en arrière, sur une profondeur de soixante-et-quinze pieds neuf pouces, mesure anglaise, plus ou moins—avec engars en bois sus-érigés.

2° Un autre lot de terre situé dans la dite cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal, sous le numéro onze cent quatre-vingt-un (1181) ; borné en front par la rue Richmond—avec une maison en bois à deux étages lambrissée en briques, et autre bâtisses sus-érigées.

3° Un autre lot de terre situé dans la cité de Montréal, composé de la partie est du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal, sous le numéro onze cent quatre-vingt-deux (1182) ; borné en front par la rue Richmond, en arrière par une ruelle de douze pieds de largeur, d'un côté par le lot numéro onze cent quatre-vingt-un (1181), des dits

tioned in the paragraph number two, to be sold lot by lot.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 5th February, 1890. Sheriff, 732  
[First published, 8th February, 1890.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : JAMES LEGGAT, of the No. 366. ) J city of Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of A. M. FOSTER, of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain lot of land lying and being in Saint Antoine Ward, in the city of Montreal, and known and distinguished on the official plan and book of reference of said Ward as lot subdivision number seventy-three (73) of lot official number eighteen hundred and twenty two (1822) ; bounded to the north-west by subdivision number nine of lot official number eighteen hundred and twenty two (1822) of the said Saint Antoine Ward (being Prince Arthur street), to the south-east by lot official number eighteen hundred and twenty-three (1823), to the north-east by subdivision number seventy-two (27) of lot official number eighteen hundred and twenty-two (1822), and to the south-west by subdivision number seventy-four (74) of lot official number eighteen hundred and twenty-two (1822) containing a superficies of eleven hundred and ninety-seven (1197) feet english measure, more or less.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of March next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's office, Montréal, 8th January, 1890. Sheriff, 186  
[First published, 11th January, 1890.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : SIR DONALD A. SMITH, No. 202. ) S of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME MARY McCALLUM, widow of the late John Renshaw, in his lifetime of Montreal, John McDougall, founder, and John Dyer, draftsman, all of the city and district of Montreal, in their quality of executors of the last will and testament of said John Renshaw, Defendant, es-qualité.

1° A lot of land situated in the city of Montreal, composed of the northern portion of the lot known and distinguished, on the official plan and in the book of reference of Sainte Ann's ward of said city of Montreal, by the number eleven hundred and eighty two (1182), bounded in front by Richmond street, on one side by lot number eleven hundred and eighty-one (1181) of said plan and book of reference, on the other side by a lane and in rear by another lane, twelve feet wide, containing fifty-eight feet six inches in width in front, and thirty-eight feet in rear, by a depth of seventy five feet nine inches english measure more or less—with wooden sheds thereon erected.

2° Another lot of land situated in said city of Montreal and known and distinguished on the official plan and in the book of reference of Sainte Ann's ward, of said city of Montreal, by the number eleven hundred and eighty-one (1181), bounded in front by Richmond street, with a two story wooden house encased with brick and other buildings thereon erected.

3° Another lot of land situated in the city of Montreal, composed of the eastern portion of the lot known and distinguished on the official plan and in the book of reference of Sainte Ann's ward of said city of Montreal by the number eleven hundred and eighty two (1182) ; bounded in front by Richmond street, in rear by a lane twelve feet wide on one side by lot number eleven hundred and

plan et livre de renvoi et de l'autre côté par la rue Basin, contenant cent treize pieds neuf poices de largeur en front et en arrière, sur une profondeur de soixante-et-quinze pieds neuf poices, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison en bois à deux étages et demie, lambrissée en briques, et une maison en bois à deux étages, lambrissée en briques, et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le **DOUZIÈME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de mars prochain.

PIERRE J. O. CHAUVÉAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 janvier 1890. [Première publication, 11 janvier 1890.]

#### FIERI FACIAS.

*Court of Circuit pour le district de Montréal.*

Montréal, à savoir : JEREMIE PERREAULT, No. 10321. J. trader, of Montréal,

Demandeur contre les terres et tenements de EXISTE VIGER, mécanicien et fondeur, de Longueuil, dit district, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, comme lot numéro trois cent cinq (305), le dit lot faisant front sur la rue Caroline—avec une bâtisse en bois et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Longueuil, le **QUATORZIÈME** jour de **FEBVRIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable, le quinziesme jour de février prochain.

PIERRE J. O. CHAUVÉAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 4 décembre 1889. [Première publication, 14 décembre, 1889.]

#### ALIAS FIERI FACIAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : PRISQUE GRAVEL, bourgeois, des cité et district de Montréal, Demandeur ;

contre les terres et tenements de ALFRED GRAVEL, de Saint-Louis de Mile End, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le village de la Côte Saint-Louis, paroisse de Saint-Enfant-Jésus, dit district, connu et désigné comme lot numéro trois (3), de subdivision du lot officiel numéro sept (7), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; le dit lot faisant front sur la rue Labelle,—avec les maisons et dépendances sus-érigées.

2° Cette partie du lot de terre sis et situé au village de Saint-Louis du Mile-End, paroisse de Saint-Enfant-Jésus, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le lot numéro quatre-vingt-sept (87), contenant, la dite partie du lot, vingt-deux pieds de front sur quarante-six pieds de profondeur, plus ou moins ; tenant devant à la rue Saint-Louis, d'un côté à la rue Saint-Dominique, d'autre côté aux représentants de feu Louis Robin dit Lapointe, et en arrière par une ruelle ou passage de quatorze pieds de large, laquelle ruelle sera en commun avec les représentants du dit feu Louis Robin dit Lapointe—avec une maison et autres bâtisses y érigeées.

3° Cette autre partie du lot sis et situé au village de Saint-Louis du Mile End, paroisse de Saint-Enfant-Jésus, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro quatre-vingt-sept (87) contenant, la dite partie de lot, vingt-pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur ; tenant devant à la rue Saint-Dominique, derrière et d'un côté par les représentants de feu Louis Robin dit Lapointe, et d'autre côté à la ruelle ou passage sus-mentionné de quatorze pieds de large, lequel sera en commun avec

eighty one (1181), of said plan and book of reference, and on the other side by Basin street, containing one hundred and thirteen feet nine inches in width, in front and rear, by a depth of seventy five feet nine inches english measure, more or less—with a two story and a half wooden house encased with brick and a two story wooden house encased with brick and other buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montréal, on the **TWELFTH** day of **MARCH** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of March next.

PIERRE J. O. CHAUVÉAU,

Sheriff's Office, Montréal, 7th January, 1890. [First published, 11th January, 1890.]

#### FIERI FACIAS.

*Circuit Court for the district of Montréal.*

Montréal, to wit : JEREMIE PERREAULT, No. 10321. J. trader, of Montréal,

Plaintiff ; against the lands and tenements of EXISTE VIGER, mechanic and founder, of Longueuil, said district, Defendant.

A lot of land situate, lying and being in the town of Longueuil, in the district of Montréal, and known and distinguished on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, as lot number three hundred and five (305), said lot fronting on Caroline street—with a wooden building and out-houses thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the **FOURTEENTH** day of **FEBRUARY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of February next.

PIERRE J. O. CHAUVÉAU,

Sheriff's Office, Montréal, 4th December, 1889. [First published, 14th December, 1889.]

#### ALIAS FIERI FACIAS.

*District of Montréal.*

Montréal, to wit : PRISQUE GRAVEL, gentleman, of the city and district of Montréal, Plaintiff ;

against the lands and tenements of ALFRED GRAVEL, of Saint-Louis de Mile End, district of Montréal, Defendant.

1° A lot of land situated in the village of Côte Saint-Louis, parish of Saint-Enfant-Jésus, said district, known and designated under number three (3) of subdivision of official number seven (7) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, the said lot fronting on Labelle street—with the houses and dependencies thereon erected.

2° That portion of the lot of land being and situate in the village of Saint-Louis du Mile-End, parish of Saint-Enfant-Jésus, known and designated on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Côte Saint-Louis under number eighty-seven (87) containing, the said portion of lot, twenty-two feet in front by forty-six feet in depth more or less ; bounded in front by Saint-Louis street, on one side by Saint-Dominique street, on the other side by the representatives of the late Louis Robin dit Lapointe and in rear by a lane or passage fourteen feet in width, which lane shall be common with the representatives of the late Louis Robin dit Lapointe—with a house and other buildings thereon erected.

3° That portion of the lot being and situate in the village of Saint-Louis du Mile-End, parish of Saint-Enfant-Jésus, known and designated on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Côte Saint-Louis, under number eighty seven (87) containing, the said portion of lot, twenty feet in front by eighty feet in depth ; bounded in front by Saint-Dominique street, in rear and on one side by the representatives of the late Louis Robin dit Lapointe and on the other side by the lane or passage aforesaid, of fourteen feet in width, which

les représentants du dit feu Louis Robin dit Lapointe—avec une maison et autres bâties y érigées. Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de février prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 12 décembre 1889. 5007 3  
[Première publication, 14 décembre 1889.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

*De la Cour Supérieure, Ottawa.*

Canada, Province de Québec, } JOHN MILTON McLAURIN, du canton de Templeton, dans la province de Québec, marchand, faisant affaires comme tel sous les nom et raison de John McLaurin, & Co., Demandeur; contre les terres et tenements de JAMES DUNSE, du canton de Templeton, dans la province de Québec, cultivateur, Défendeur, et Asa Gordon, demandeur par distraction de frais, à savoir :

Toute cette certaine portion de terre sise et située dans le canton de Templeton et étant composée de la troisième partie est du lot numéro dix dans le troisième rang du dit canton, contenant soixante et six acres de terre en superficie, plus ou moins, suivant le plan officiel et livre de renvoi du dit canton; bornée au sud par le lot numéro dix A, dans le second rang, au nord par le lot numéro dix D, dans le quatrième rang, à l'est par le lot numéro neuf dans le dit troisième rang et à l'ouest par la troisième partie centre du dit lot numéro dix, dans le troisième rang—avec une maison et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendue au bureau du régistrateur, pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le VINGTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de février 1890.

LOUIS M. COUTLEE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Aylmer, 23 janvier 1890. 589 2  
[Première publication, 1er février 1890.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-

Canada, passage shall be common with the representatives of the late Louis Robin dit Lapointe—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of February, next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 12th December, 1889. 5008  
[First published, 14th December, 1889.]

### Sheriff's Sales - Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

*From the Superior Court, Ottawa.*

Canada, Province of Québec, } JOHN MILTON McLAURIN, of the township of Templeton, in the Province of Québec, merchant, carrying on business as such under the name and style of John McLaurin & Co., Plaintiff; against the lands and tenements of JAMES DUNSE, of the township of Templeton, in the Province of Québec, farmer, Defendant, and Asa Gordon, Plaintiff *par distraction de frais*, to wit :

All that certain portion of land lying and being in the township of Templeton and being composed of the east one third part of lot number ten in the third range of said township, containing sixty-six acres of land in superficies, more or less, according to the official plan and book of reference of the said township; bounded towards the south by lot number ten A, in the second range, towards the north by lot number ten D, in the fourth range, towards the east by lot number nine, in the said third range and towards the west by the centre third part of the said lot number ten, in the third range—with a dwelling house and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fifth day of February, 1890.

LOUIS M. COUTLEE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Aylmer, 23th January, 1890. 5890  
[First published, 1st February, 1890.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law;

Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **D**AME ADELAIDE VEZINA, de la cité de Québec, veuve de sieur Edouard Picher; contre FLAVIEN NOEL, ci-devant de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, maintenant de lieux inconnus, à savoir :

1° Le No 151 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, étant une terre située au premier rang de la dite paroisse, à distraire du dit lot les emplacements appartenant à Henri Adolphe Fournier et Olivier Desrochers, et aussi les deux emplacements appartenant à Dame Julie Legendre, épouse de Joseph Martineau.

2° Le No 125 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, étant un lot de terre au nord du chemin de la Reine; du premier rang de la dite paroisse—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine de Tilly, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour d'avril prochain.

**ALLEYN & PAQUET,**

Bureau du Shérif, Québec, 6 février 1890. Shérif. 749  
[Première publication, 8 février 1890.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où THOMAS MOLONY, de la cité de Québec, écuyer, avocat, était Demandeur; vs. THOMAS CONNOLLY AYLWIN, de la cité de Québec, écuyer, avocat, était Défendeur, et Dominique Lortie, de la cité de Québec, comptable, était requérant en désaveu et le dit Thomas Molony, de la cité de Québec, écuyer, avocat, était intimé en désaveu; le dit Dominique Lortie contre le dit Thomas Molony, à savoir :

1° Le No 175 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, étant une terre en la seconde concession sud-est de la rivière aux Pins.

2° Le No. 176 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, étant une terre en la seconde concession sud-est de la rivière aux Pins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gabriel de Valcartier, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'avril prochain.

**ALLEYN & PAQUET,**

Bureau du Shérif, Québec, 6 février 1890. Shérif. 747  
[Première publication, 8 février 1890.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **D**AME MARIE EXILDA FAUCHER, de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, veuve de Georges Goudreau, maître menuisier, du même lieu; contre CHARLES RIVARD, cultivateur, de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, à savoir :

1° Le No. 413 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au quatrième rang; bornée au nord-est à Zéphirin Grondines et au sud-ouest à Louis Rivard, circonstances et dépendances.

all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit : } **D**AME ADELAIDE VEZINA, of the city of Quebec, widow of sieur Edouard Picher; against FLAVIEN NOEL, of the parish of Saint Antoine de Tilly, now of unknown places, to wit :

1° No. 151 of the official cadastre for the parish of Saint Antoine de Tilly, county of Lotbinière, being a land situated in the first range of the said parish; reserving from the said lot the emplacements belonging to Henri Adolphe Fournier and Olivier Desrochers, and also the two emplacements belonging to Dame Julie Legendre, wife of Joseph Martineau.

2° No. 125 of the official cadastre for the parish of Saint Antoine de Tilly, county of Lotbinière, being a lot of land situated on the north of the Queen's road of the first range of the said parish—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Saint Antoine de Tilly, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of April next.

**ALLEYN & PAQUET,**

Sheriff's Office, Québec, 6th February, 1890. Sheriff. 750  
[First published, 8th February, 1890.]

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit : } **I**N a cause wherein THOMAS MOLONY, of the city of Quebec, esquire, advocate, was Plaintiff; vs. THOMAS CONNOLLY AYLWIN, of the city of Quebec, esquire, advocate, was Defendant and Dominique Lortie, of the city of Quebec, accountant, was petitioner in disavowal and the said Thomas Molony, of the city of Quebec, esquire, advocate, was appellee in disavowal and the said Dominique Lortie, against the said Thomas Molony, to wit :

1° No. 175 of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier, county of Quebec, being a land situated in the second south east concession of rivière aux Pins.

2° No. 176 of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier, county of Quebec, being a land situated in the second south east concession of rivière aux Pins.

To be sold at the parochial church door of Saint Gabriel de Valcartier, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of April next.

**ALLEYN & PAQUET,**

Sheriff's Office, Québec, 6th February, 1890. Sheriff. 748  
[First published, 8th February, 1890.]

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit : } **D**AME MARIE EXILDA FAUCHER, of the parish of Saint Charles des Grondines, widow of Georges Goudreau, miller, of the same place, against CHARLES RIVARD, farmer, of the parish of Saint Charles des Grondines, to wit :

1° No. 413 of the official cadastre for the parish of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, being a land situated in the fourth range; bounded on the north-east, by Zéphirin Grondines and on the south west by Louis Rivard—circumstances and dependencies.

2<sup>e</sup> Le No. 375 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au troisième rang, bornée au nord-est à Zéphirin Grondines et au sud-ouest à Dame Veuve Joseph Rivard,—avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.

3<sup>e</sup> Le No. 244 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au deuxième rang; bornée au nord-est à Charles Hamelin et au sud-ouest à Dame Veuve Joseph Rivard—circonstances et dépendances.

4<sup>e</sup> Le No. 249 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au deuxième rang; bornée au nord-est à Samuel Rivard et au sud-ouest à Samuel Hamelin—avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.

5<sup>e</sup> Le No. 266 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au deuxième rang; bornée au nord-est à Charles Trottier et au sud-ouest à Sinaï Hamelin dit Laganière—avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles des Grondines, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à onze heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour d'avril prochain.

## ALLEYN &amp; PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 6 février 1890. [Première publication, 8 février 1890.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME MARIE MARGUERITE HILL, de la cité de Québec, veuve de feu Pierre L'Espérance; contre ANDRE HONORE LOCKWELL, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, cultivateur, à savoir :

1<sup>e</sup> Le No. 206 du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant une terre située en la première concession de la seigneurie de Neuville—avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.

2<sup>e</sup> Le No. 337 du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant une terre située en la première concession de la seigneurie de Neuville—avec les bâtieses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatorzième jour d'avril prochain.

## ALLEYN &amp; PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 6 février 1890. [Première publication, 8 février 1890.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME HENRIETTA LOUISA PANET, épouse séparée quand aux biens du général George Bucknall Shakespeare, du No. 2, *Sainte Helen Tower, East South Sea*, en le comté de Hampshire, en Angleterre, et le dit Georges Bucknall Shakespeare, partie aux fins d'autoriser sa dite épouse, d'ester en justice; contre MICHAEL WALSH, journalier et DAME FLORA TRUDEL, épouse du dit Michael Walsh, tous deux de la cité de Québec, en leur qualité de tuteur et tutrice à l'enfant mineur Pierre Wallman, le dit Michael Walsh partie aux fins d'autoriser sa dite épouse, d'ester en justice, à savoir :

Le No. 207, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond Nommat, comté de Portneuf, étant la terre No. 28 de la 4<sup>ème</sup> concession appelé Chamouchouan de la moitié sud-ouest de la seigneurie de Bourglouis, contenant 2 arpents de front sur 28 arpents de profondeur.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale

2<sup>e</sup> No. 375 of the official cadastre for the parish of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, being a land situated in the third range; bounded on the north-east by Zéphirin Grondines and on the south-west by dame widow Joseph Rivard—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3<sup>e</sup> No 244 of the official cadastre for the parish of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, being a land situated in the second range; bounded on the north-east by Charles Hamelin, and on the south-west by dame widow Joseph Rivard—circumstances and dependencies.

4<sup>e</sup> No 249 of the official cadastre for the parish of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, being a land situated in the second range; bounded on the north-east by Samuel Rivard and on the south-west, by Samuel Hamelin—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5<sup>e</sup> No. 266 of the official cadastre for the parish of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, being a land situated in the second range; bounded on the north-east by Charles Trottier, and on the south-west by Sinaï Hamelin dit Laganière—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Charles des Grondines, on the ELEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of April next.

## ALLEYN &amp; PAQUET.

Sheriff's Office Québec, 6th February, 1890. [First published, 8th February, 1890.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } DAME MARIE MARGUERITE HILL, of the city of Québec, widow of the late Pierre L'Espérance; against ANDRE HONORE LOCKWELL, of the parish of Pointe aux Trembles, farmer, to wit :

1<sup>e</sup> No. 206 of the official cadastre for the parish of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, being a land situated in the second concession of the seignory of Neuville—with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

2<sup>e</sup> No. 337 of the official cadastre for the parish of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, being a land situated in the first concession of the seignory of Neuville—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Pointe aux Trembles, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteen day of April next.

## ALLEYN &amp; PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 6th February, 1890. [First published, 8th February, 1890.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } DAME HENRIETTA LOUISA PANET, wife separated as to property of general George Bucknall Shakespeare of No. 2, *Saint Helen Tower, East South Sea*, in the county of Hampshire, in England and the said George Bucknall Shakespeare a party hereto, to authorize his said wife, d'ester en justice; against MICHAEL WALSH, laborer and DAME FLORA TRUDEL, wife of the said Michael Walsh, both of the city of Québec, in their quality of tutor and tutrix to the minor child Pierre Wallman, and the said Michael Walsh a party hereto to authorize his said wife, d'ester en justice; to wit :

The No. 207 of the official cadastre of the parish of Saint Raymond Nommat, county of Portneuf, being the land No. 28 in the 4<sup>th</sup> concession called Chamouchouan of the south-west half of the Seignory of Bourglouis, containing 2 arpents in front by 28 arpents in depth.

To be sold at the parochial church door of Saint

de Saint-Raymond Nonnat, le QUINZIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de février prochain.

Bureau du Shérif,  
Québec, 13 décembre 1889.  
[Première publication, 14 décembre 1889.]

J. B. AMYOT,  
Député-Shérif.  
5033 3

Raymond Nonnat, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock on the forenoon. The said writ returnable on the fifteen day of february next.

Sheriff's Office,  
Quebec, 13th December, 1889.  
[First published, 14th December, 1889.]

J. B. AMYOT,  
Deputy Sheriff.  
5634

### Ventes par le Shérif—Richelieu

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure du district de Richelieu.

Sorel, à savoir: **L** A BANQUE D'HOCHELAGA, No. 3426. Demanderesse; contre NAZAIRE PROVOST, Défendeur, et A. L. Kent & A. Turcotte, Curateur.

1° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, à l'encoignure des rues Provost et Prince, connu au cadastre officiel de la ville de Sorel, sous les numéros huit cent soixante et deux (No. 862), huit cent soixante et trois (No. 863), huit cent soixante et quatre (No. 864) et huit cent soixante et cinq (No. 865)—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, à l'encoignure des rues Adélaïde et Provost, connu au cadastre officiel de la ville de Sorel, sous le numéro mille quatre-vingt (No. 1080)—avec les bâtisses dessus érigées.

3° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Provost, connu au cadastre officiel de la ville de Sorel, sous le numéro neuf cent soixante et dix (No. 970)—avec les bâtisses dessus érigées.

4° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Joseph, sur le chemin de ligne, connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, comme étant le numéro sixante et sept de la subdivision de partie du lot numéro un (No. 67-1) de la dite paroisse de Saint-Pierre de Sorel—avec les bâtisses dessus érigées.

5° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Joseph, sur la rue McCarthy, connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, comme étant le numéro soixante et cinq de la subdivision de partie du lot numéro un (No. 65-1) de la dite paroisse de Saint-Pierre de Sorel—circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit, savoir: les lots en premier, deuxième et troisième lieu désignés, au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le NEUVIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et ceux en quatrième et cinquième lieu désignés à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph, le MEME jour, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit mandat rapportable au plus tôt.

P. GUEVREMONT,  
Shérif.  
789

Bureau du Shérif,  
Sorel, 5 février 1890.  
[Première publication, 8 février 1890.]

### Sheriff's Sales—Richelieu

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### CURATOR'S WARRANT.

Superior Court for the district of Richelieu.

Sorel, to wit: **L** A BANQUE D'HOCHELAGA, No. 3426. Plaintiff; against NAZAIRE PROVOST, Defendant, and A. L. Kent and A. Turcotte, curator.

1° A piece of land situated in the city of Sorel, at the corner of Provost and Prince streets, known on the official cadastre for the town of Sorel, under numbers eight hundred and sixty-two (862), eight hundred and sixty-three (863), eight hundred and sixty-four (864), and eight hundred and sixty-five (865)—with all the buildings thereon erected.

2° A piece of land situated in the city of Sorel, at the corner of Adélaïde and Provost streets, known on the official cadastre for the town of Sorel, under number one thousand and eighty (1080)—with the buildings thereon erected.

3° A piece of land situated in the city of Sorel, on Provost street, known on the official cadastre for the town of Sorel, under number nine hundred and seventy (No. 970)—with the buildings thereon erected.

4° A piece of land situated in the parish of Saint Joseph, on the line road, known on the official cadastre for the parish of Saint Pierre de Sorel, as being number sixty-seven of the subdivision of part of lot number one (No. 67-1), of the said parish of Saint Pierre de Sorel—with the buildings thereon erected.

5° A piece of land situated in the parish of Saint Joseph, on McCarthy street, known on the official cadastre for the parish of Saint Pierre de Sorel, as being number sixty-five of the subdivision of part of lot number one (65-1), of the said parish of Saint Pierre de Sorel—circumstances and dependencies.

To be sold as follows, to wit: the lots firstly, secondly and thirdly designated, at the sheriff's office of the district of Richelieu, at the Court House, in the city of Sorel, on the NINTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon; and those fourthly and fifthly designated, at the parochial church door of the parish of Saint Joseph, on the SAME day at TWO o'clock in the afternoon. The said warrant returnable, as soon as possible.

P. GUEVREMONT,  
Sheriff.  
790

Sheriff's Office,  
Sorel, 5th February, 1890.  
[First publish, 8th February, 1890.]

## Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 1765. } **SEVERIN THIBAUT**, de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic, cultivateur, Demandeur; contre **FRANCOIS XAVIER GAGNE**, de la paroisse de Sainte-Luce, cultivateur, Défendeur, savoir :

Une terre sise et située au deuxième rang de la paroisse de Sainte-Luce, district de Rimouski, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Luce, sous les numéros cent soixante et seize (176), et cent soixante et dix sept (177)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Luce, dans le dit district, le **DIX-HUITIEME** jour de **FEVRIER** prochain (1890), à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de mars aussi prochain 1890

**ALFR. MARTIN**,

Bureau du Shérif, Rimouski, 10 décembre 1889. Député Shérif. 4993 3  
[Première publication, 14 décembre 1889.]

## Sheriff's Sales—Rimouski

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 1765. } **SEVERIN THIBAUT**, of the parish of Sainte-Cécile du Bic, farmer, Plaintiff; against **FRANCOIS XAVIER GAGNE**, of the parish of Sainte Luce, farmer, Defendant, to wit :

A land being and situate in the second range of the parish of Saint Luce, district of Rimouski, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Luce, under numbers one hundred and seventy-six (176) and one hundred and seventy-seven (177)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Luce, in the said district, on the **EIGHTEENTH** day of **FEBRUARY** next, (1890), at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of March also next, 1890.

**ALFR. MARTIN**,

Sheriff's office, Rimouski, 10th December, 1889. Deputy Sheriff. 4994  
[First published, 14th December, 1889.]

## Ventes par le Shérif—Saguenay

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **DAME ANGELE APPO-**  
No. 843. } **LINE DELPHINE**  
**CIMON**, de la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie, veuve de François-Xavier Frenette, en son vivant avocat, du dit lieu; contre **DAVID HARVEY**, cultivateur et **EDMOND HARVEY**, journalier, tous deux de la dite paroisse de la Malbaie, à savoir :

1° Le lot No. 587 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Fidèle, situé dans le cinquième rang, mesurant en front trois arpents, sur treize arpents et cinq

## Sheriff's Sales—Saguenay

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit; } **DAME ANGELE APPOLINE**  
No. 843. } **DELPHINE CIMON**, of the parish of Saint Etienne, de la Malbaie, widow of François Xavier Frenette, in his lifetime advocate, of the said place; against **DAVID HARVEY**, farmer, and **EDMOND HARVEY**, laborer, both of the said parish of la Malbaie, to wit :

1° The lot No. 587, of the official cadastre for the parish of Saint Fidèle, situated in the fifth range, measuring three arpents in front by thirteen arpents

perches de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 588 des dits cadastre et rang, mesurant en front trois arpents sur douze arpents et deux perches de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

3° Six arpents de terre de front sur trente-six arpents en profondeur, situés en la paroisse de Saint-Fidèle, rang Saint-George, étant les lots Nos. 561 et 562 du susdit cadastre—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fidèle, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de mars prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Malbaie, 4 janvier 1890. 137 2  
[Première publication, 11 janvier 1890.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant exercé à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-igné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir : } JOSEPH M. LOUCROFT, de la ville de Bridgewater Est, dans l'Etat du Massachusetts, un des États-Unis de l'Amérique, commerçant et fabricant de briques, Demandeur ; contre les terres et tenements de ALEXIS BRÛLE, du canton de Hereford, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Cette étendue de terre sise et située dans l'augmentation du canton de Hereford, connue comme lot numéro quatorze dans le rang B de l'augmentation du dit canton de Hereford, et contenant cent quatre-vingt-deux acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du régistrateur, pour la division d'enregistrement de Coaticooke, dans la ville de Coaticooke, dans le dit district de Saint-François, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de mai prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député-Shérif  
Sherbrooke, 3 février 1890. 707  
[Première publication, 8 février 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir : } AIME TRUDEAU, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de FRANÇOIS SAINT-PIERRE, du canton de Windsor, dans le dit district, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre sis et situé dans le dit canton de Windsor, formant partie du lot numéro quatorze,

and five perches in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° The lot No. 588, of the said cadastre and range, measuring three arpents in front by twelve arpents and two perches in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3° Six arpents of land in front by thirty-six arpents in depth, situated in the parish of Saint-Fidèle, range Saint George, being the lots Nos. 561 and 562, of the aforesaid cadastre without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Fidèle, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-second day of March next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Malbaie, 4th January, 1890. 138  
[First published, 11th January, 1890.]

### Sheriff's Sales—St-François

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Saint-François, to wit : } JOSEPH M. LOUCROFT, of the town of East Bridgewater, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, trader and brick-maker, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALEXIS BRÛLE, of the township of Hereford, in the district of Saint-François, Defendant, to wit :

That certain tract or parcel of land situate and being in the Gore of the township of Hereford, known as the lot number fourteen in the range B of the Gore of the said township of Hereford, and containing one hundred and eighty-two acres of land, more or less—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticooke, in the town of Coaticooke, in said district of Saint-François, on the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of May next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Shérif.  
Sherbrooke, 3rd of February, 1890. 708  
[First published, 8th February, 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Saint-François, to wit : } AIME TRUDEAU, of the village of Windsor Mills, in the district of Saint-François, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANÇOIS SAINT-PIERRE, of the township of Windsor, in said district, Defendant, to wit :

A certain piece of land situate and being in the said township of Windsor, forming part and portion

dans le douzième rang des lots du susdit canton, contenant quarante perches carrées en superficie, mesure précise, et étant un lot à bâtir dans le susdit village de Windsor Mills, plus particulièrement connu et désigné comme lot à bâtir numéro soixante et deux (62), sur un certain plan de terrain de lots à bâtir dans le dit village de Windsor Mills, fait pour W. H. Moor, par Robinson Oughtred, arpenteur provincial, dans le mois de juin mil huit cent soixante et douze; borné en front, vers le nord-ouest, par le chemin Hardwood Hill, en arrière, vers le sud-est, par le lot à bâtir numéro soixante et un sur le dit plan, la propriété de William Henry Moor, du côté nord par le lot à bâtir numéro soixante et trois sur le dit plan, la propriété de Olivier Blais ou représentants, et du côté sud-ouest par le lot à bâtir numéro quarante et un sur le plan, la propriété de Narcisse Thérien—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district de Saint-François, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'avril prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Sheriff, Député-Sheriff.  
Sherbrooke, 3 février 1890. 721  
[Première publication, 8 février 1890.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Circuit pour le comté de Stanstead, Saint-François, à savoir: CHARLES HERBERT No. 1709. } C. BLOUNT, du canton de Stanstead, dans le circuit de Stanstead, cultivateur, Demandeur; contre les terres et tenements de AVERY M. HARVEY, du même lieu, Défendeur, à savoir:

Premièrement.—Cent dix acres de terre en superficie, pris de la partie ouest du lot numéro six dans le quatrième rang des lots du dit canton de Stanstead.

Deuxièmement.—Environ trente-deux acres de terre, plus ou moins, pris du bout est du lot numéro six dans le troisième rang de Stanstead susdit.

Troisièmement.—Partie du lot numéro cinq dans le quatrième rang des lots de Stanstead susdit, bornée comme suit: commençant au coin sud-est de la terre d'un nommé Hiram Parker, courant sud à travers le lot, de là ouest sur la ligne de division entre les lots numéros quatre et cinq jusqu'à la terre de Andrew Bodwell, de là nord jusqu'à l'intersection de la terre du dit Hiram Parker, de là est jusqu'au point de départ—semble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Stanstead, à Stanstead Plain, dans le dit district de Saint-François, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzeième jour d'avril prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Sheriff, Député-Sheriff.  
Sherbrooke, 5 février 1890. 787  
[Première publication, 8 février 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir: THE BRITISH AMERICAN LAND COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOHN YATES et JAMES BULL, tous deux du canton de Hatley, dans le district, Défendeurs, à savoir:

Les cinquante acres sud de la moitié est du lot numéro vingt-deux, dans le neuvième rang, des lots du dit canton de Hatley.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, le DOUZIÈME

of the lot number fourteen in the twelfth range of lots, in the aforesaid township, containing forty square rods in superficies, exact measure, and being a building lot in the village of Windsor Mills aforesaid, more particularly, known and distinguished as the building lot number sixty-two (62), on a certain ground plan of building lots at the said village of Windsor Mills, made and drawn for W. H. Moor by Robinson Oughtred, provincial land surveyor, in the month of June one thousand eight hundred and seventy-two; bounded in front, towards the north-west, by the Hardwood Hill road, in rear, towards the south-east, by building lot number sixty-one on said plan, the property of William Henry Moor, on the north side by the building lot number sixty-three on said plan, the property of Olivier Blais or representatives, and on the south-west side by building lot number forty-one on said plan, the property of Narcisse Thérien—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in said district of Saint Francis, on the TENTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of April next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Sherbrooke, 3rd February, 1890. 722  
[First published, 8th February, 1890.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court for the County of Stanstead, Saint Francis, to wit: CHARLES HERBERT No. 1709. } C. BLOUNT, of the township of Stanstead, in the Stanstead circuit, farmer, Plaintiff; against the lands and tenements of AVERY M. HARVEY, of the same place, Defendant, to wit:

Firstly. One hundred and ten acres of land, in superficies, off the west part of lot number six in the fourth range of lots in the said township of Stanstead.

Secondly. About thirty-two acres of land, more or less, off the east end of lot number six in the third range of Stanstead, aforesaid.

Thirdly. Part of lot number five in the fourth range of lots in said Stanstead, bounded as follows: commencing at the south-east corner of land owned by one Hiram Parker, running south across the lot, thence west on the division line between lots numbers four and five until it strikes the land owned by Andrew Bodwell, from thence north until it intersects the land owned by said Hiram Parker, thence east to the place of beginning—together with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Stanstead, at Stanstead Plain, in said district of Saint Francis, on the TWELFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of April next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sherbrooke, 5th February, 1890. 788  
[First published, 8th February, 1890.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit: THE BRITISH AMERICAN LAND COMPANY, a body politic and corporate, having their chief office and place of business, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiffs; against the land and tenements of JOHN YATES and JAMES BULL, both of the township of Hatley, in said district, Defendant, to wit:

The south fifty acres of the east half of the lot number twenty-two in the ninth range of lots in the said township of Hatley.

To be sold at the registry office of the registration division of Stanstead, at Stanstead Plain, in said district of Saint Francis, on the TWELFTH day of

jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour d'avril prochain.

C. W. WHITCHER,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Sherbrooke, 5 février 1890. 767  
[Première publication, 8 février 1890.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE FERRIS.**  
*Cour Supérieure. — District de Bedford.*  
St-François, à savoir : ) ELIZAH LEONARD,  
No 4276. ) **FRANK E. LEONARD** et CHARLES M. LEONARD, tous de la cité de London, dans la province d'Ontario, manufacturiers, faisant affaires à London susdit, en société, sous les nom et raison de E. Leonard & fils, Demandeurs ; contre les terres et tenements de ISAAC N. BOUCHER, du canton de Stanstead, dans le district de Saint François, défendeur, à savoir :

Les lots numéro seize cent trente trois (1633), seize cent trente six (1636), seize cent trente sept (1637), seize cent vingt neuf (1629), seize cent trente (1630), seize cent trente et un (1631), seize cent trente deux (1632) et partie de seize cent vingt huit (1628), situés sur le côté sud-ouest de la rue Thornton, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour la ville de Coaticook ; aussi les lots numéros dix sept cent dix (1710) et dix sept cent onze (1711), situés sur le côté sud-ouest de la rue Tolley, sur le dit plan du cadastre, dans la dite ville de Coaticook—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau du régis-trateur pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la dite ville de Coaticook, dans le district de Saint François, le NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de mai prochain.

C. W. WHITCHER,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Sherbrooke, 5 février 1890. 785  
[Première publication, 8 février 1890.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.*  
Saint-François, à savoir : ) **DAME HELEN**  
No. 272. ) **MARIA WHITE**, du canton de Stanstead, dans le district de Saint François, veuve de feu Harry Constock, en son vivant du même lieu, maintenant décédée, tant en son propre nom et droit comme avant été commune en biens avec son dit feu mari, qu'en sa qualité de légataire universel des biens et succession de son feu mari, en vertu du testament du dit feu Harry Constock, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAVID ADAM MILLER, du dit canton de Stanstead, Défendeur, et William T. Knight, du même lieu, marchand, curateur au délaissement fait par le défendeur, à savoir :

Ces étendues de terre sises et situées dans le dit canton de Stanstead, connues et désignées :

Premièrement. — Comme la partie du bout ouest du lot numéro huit dans le septième rang du dit canton de Stanstead ; bornée et décrite comme suit : commençant au coin sud-ouest du lot, de la le long de la ligne sud d'icelui, sud soixante et dix-neuf degrés, magnétiquement est, la variation étant de douze degrés, ouest vingt-huit chaînes et cinquante chaînons, jusqu'à une borne d'un poteau et pierre, de là à travers le lot, nord six degrés est, jusqu'à l'intersection de la ligne du côté nord, jusqu'à une borne d'un poteau et pierre, de là le long de la dite ligne du côté nord, nord soixante et dix-neuf degrés trente minutes ouest vingt-cinq chaînes et trente chaînons jusqu'au coin nord-ouest du lot, de là le long de la ligne ouest, sud douze degrés ouest vingt-neuf chaînes jusqu'au point de départ. Le tout tel qu'acquis par Harry Constock, par lettres patentes

APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-third day of April next.

C. W. WHITCHER,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff  
Sherbrooke, 5th February, 1890. 768  
[First published, 8th February, 1890.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court. — District of Bedford.*  
Saint Francis, to wit : ) ELIZAH LEONARD,  
No. 4276. ) **FRANK E. LEONARD** and CHARLES M. LEONARD, all of the city of London, in the province of Ontario, manufacturers, doing business at London aforesaid, in Co partnership under the name style and firm of E. Leonard and Sons, Plaintiffs ; against, the lands and tenements of ISAAC N. BOUCHER, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

The lots numbers sixteen hundred and thirty three (1633), sixteen hundred and thirty six (1636), sixteen hundred and thirty seven (1637), sixteen hundred and twenty nine (1629), sixteen hundred and thirty (1630), sixteen hundred and thirty one (1631), sixteen hundred and thirty two (1632) and part of sixteen hundred and twenty eight (1628), situate on the south westerly side of Thornton street, on the cadastral plan and book of reference for the town of Coaticook ; also lots numbers seven-teen hundred and ten (1710), and seventeen hundred and eleven (1711), situate on the south westerly side of Tolley street, on said cadastral plan, in said town of Coaticook—with the buildings thereon.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, in said town of Coaticook, in the district of Saint Francis, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of May next.

C. W. WHITCHER,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sherbrooke, 5th February, 1890. 786  
[First published, 8th February, 1890.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*Superior Court.*  
Saint Francis, to wit : ) **DAME HELEN MARIA**  
No. 272. ) **WHITE**, of the town-ship of Stanstead, in the district of Saint Francis, widow relict of the late Harry Constock, in his lifetime of the same place, now deceased, as well in her own name and right as having been *commune en biens* with her said late husband, and in her quality of residuary legatee of the estate and succession of her late husband under the last will and testament of the said late Harry Constock, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAVID ADAM MILLER, of the said township of Stanstead, Defendant, and William T. Knight of the same place, merchant, curator to the *de laissement* made by the défendeur, to wit :

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the said township of Stanstead, known and distinguished :

Firstly. — As the west end part of the lot number eight in the seventh range of said township of Stanstead ; bounded and described as follows, beginning at the south-west corner of the lot, thence along the southerly line thereof, south seventy-nine degrees, east magnetically the deviation being twelve degrees west twenty-eight chains and fifty links, to a post and stone boundary, thence across the lot, north six degrees east to the intersection of the northerly side line at a post and stone boundary, thence along the said northerly side line, north seventy-nine degrees thirty minutes, west twenty-five chains and thirty links, to the north-west corner of the lot, thence along the westerly outline thereof, south twelve degrees west twenty-nine chains, to the place of beginning, the whole as acquired by Harry Constock by Letters Patent from the government of the late

du gouvernement de la ci-devant province du Canada, datées à Québec, le troisième jour de mai, dix-huit cent soixante et quatre.

Deuxièmement.—Comme quatre divers morceaux du lot numéro neuf et partie du lot numéro dix, les deux lots dans le septième rang du dit canton de Stanstead, le tout tel qu'acquis par Harry Comstock, par et en vertu d'un certain acte de vente notarié d'un nommé Osmyn Smith, de Stanstead susdit, fabricant de drap, daté et passé devant C. A. Richardson, notaire public, et témoins, le seizième jour d'octobre, dix-huit cent cinquante et un et de record dans son bureau, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Stanstead, auquel bureau on peut avoir des références et plus amples descriptions des dits divers morceaux de terre, sans aucune garantie quelconque quant au petit morceau de terre situé au bout est du dit lot numéro neuf dans le septième rang, étant un des petits morceaux en deuxième lieu décrits en partie mentionnés dans les susdits actes de vente notarié et de transport de Osmyn Smith à Harry Comstock, transportant toutes les terres qui s'y trouvent décrites, sauf et excepté les réserves y mentionnées, et aussi sauf et excepté telles parties du dit lot numéro neuf dans le septième rang de Stanstead, consistant d'environ trois acres plus ou moins, autrefois transportées par le dit Harry Comstock à un nommé Charles H. Kathan, par acte dûment enregistré, lesquelles sont par le présent réservées, et aussi telles parties du dit lot numéro neuf dans le septième rang de Stanstead, ci-devant transportées par actes séparés à un nommé Benjamin F. Brown et à un nommé John Tilton, le tout est par le présent réservé, et troisième, comme partie du dit lot numéro dix dans le dit septième rang de Stanstead susdit, consistant d'environ deux acres et trente perches de terre en superficie, plus ou moins, et étant le même tel que plus au long décrit dans l'acte de vente d'icelle du dit Charles H. Kathan à Harry Comstock, daté et passé devant témoin le vingtième jour de septembre dix-huit cent soixante et treize, et dûment enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, tels que les divers morceaux de terre ci-dessus décrits se trouvent et comportent—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement de Stanstead, à Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, le DIX-HUITIÈME jour de FEVRIER prochain 1890, à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de mars prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Sherbrooke, 10 décembre 1889. 4943 3  
[Première publication, 14 décembre 1889.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Saint-François, à savoir : **E CREDIT FON-**  
No. 730. **CIER FRANCO**

CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de THEODORE LEMAY, FILS, cultivateur, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre connu et désigné comme lot numéro seize, dans le treizième rang des lots du dit canton de Brompton, contenant quatre-vingt-quinze acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites ; borné en front par la terre de Dame Olive Gosselin, en arrière par la ligne de division entre les cantons de Brompton et Orford, d'un côté par la terre de Joseph Messier, et de l'autre côté partie par la dite ligne de division et partie par la terre de Joseph Lemay.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, le QUINZIÈME jour de FEVRIER pro-

vince of Canada, dated at Quebec the third day of May eighteen hundred and sixty-four.

Secondly.—As four several parcels of the lot number nine and part and parcel of the lot number ten, both lots in the seventh range of the said township of Stanstead, the whole as acquired by Harry Comstock under and by virtue of a certain notarial deed of sale from one Osmyn Smith, of said Stanstead, clothier and bearing date and passed before C. A. Richardson, notary public, and witnesses, the sixteenth day of October, eighteen hundred and fifty-one, and filed and recorded in his office, and duly registered in the Stanstead county registry office, to which reference is to be had for a more particular description of the said several tracts or parcels of land, without any warranty whatsoever as to the small piece of land lying in the east end of said lot, number nine in the seventh range being one of the small pieces secondly described in the said above in part recited notarial deed of sale and conveyance from Osmyn Smith to Harry Comstock, conveying all the lands and premises therein and thereby described, save and except the reservations therein mentioned, and also save and except such parts and portions of said lot number nine in the seventh range of Stanstead, consisting of about three acres, more or less, heretofore conveyed by the said Harry Comstock to one Charles H. Kathan by deed duly registered, which are hereby reserved, and also such parts and portions of said lot number nine in the seventh range of Stanstead, heretofore conveyed by separate deeds to one Benjamin F. Brown and one John Tilton, the whole of which is hereby reserved, and thirdly as part and parcel of the said lot number ten in the said seventh range of said Stanstead, consisting of about two acres and thirty rods of land in superficies, more or less, and being the same as more fully described in the deed of sale thereof from said Charles H. Kathan to Harry Comstock, bearing date and passed before witnesses the twentieth day of September, eighteen hundred and seventy-three, duly recorded in the Stanstead division registry office, as the said several tracts or parcels of land above described are and extend—together with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the Stanstead division registry office, at Stanstead Plain, in the district of Saint Francis, on the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next, 1890, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of March next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Sherbrooke, 10th December, 1889. 4944  
[First published, 14th December, 1889.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Superior Court of the district of Montreal.*

Saint Francis, to wit : **E CREDIT FON-**  
No. 730. **CIER FRANCO**

CANADIEN, a body politic and corporate, having its principal office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of THEODORE LEMAY, FILS, farmer, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

A piece of land known and distinguished as lot number sixteen in the thirteenth range of lots in the said township of Brompton, containing ninety five acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made ; bounded in front by the land of Dame Olive Gosselin, in the rear by the division line between the townships of Brompton and Orford, on one side by the land of Joseph Messier, and on the other side partly by said division line and partly by the land of Joseph Lemay.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the district of Saint Francis, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY next,

chain (1890), à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de février prochain.

C. W. WHITCHER,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Sherbrooke, 10 décembre 1889. 4945 3  
[Première publication, 14 décembre 1889.]

(1890), at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of February next.

C. W. WHITCHER,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sherbrooke, 10th December, 1889. 4946  
[First published, 14th December, 1889.]

### Ventes par le Shérif—St. Hyacinthe

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure dans et pour le district de Montréal, Canada, Province de Québec.* } DAME PHILOMENE TELLIER, Demanderesse; contre FRANÇOIS VEZINA, Défendeur; et T. L. Sarrasin, Demandeur en distraction de frais, à savoir :

Une terre située en la paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville, comté de Rouville, district de St-Hyacinthe, sur le rang Bon Marquette, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville, sous le numéro soixante-huit (68); à distraire de ce terrain un arpent de terre de front sur dix arpents de profondeur, à partir du chemin du dit rang Bon Marquette en allant vers la profondeur, vendu par le défendeur à un nommé Félix Lapointe.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville, à UNE heure de l'après-midi, le DIX AVRIL prochain. Bref rapportable le premier mai prochain.

V. B. SICOTTE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
St-Hyacinthe, 5 février 1890. 765  
[Première publication, 8 février 1890.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant le quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit dans et pour le comté de Terrebonne, District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, à savoir :* } CHARLES AUGUSTE MAXIMILIEN GLO-

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other opposition to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, in his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court in and for the district of Montreal, Canada, Province of Québec.* } MRS PHILOMENE TEL-LIER, Plaintiff; against FRANÇOIS VEZINA, Defendant; and T. L. Sarrasin, Plaintiff on distraction of costs, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Jean-Baptiste of Rouville, county of Rouville, district of Saint Hyacinthe, range Bon Marquette, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Jean-Baptiste of Rouville under number sixty-eight (68); less (to be distracted) one arpent in front by ten in depths, starting from the road of said range Bon Marquette and going towards the end of said lot, sold by the defendant to one Félix Lapointe.

To be sold at the church door of the said parish of Saint-Jean-Baptiste of Rouville, at ONE o'clock in the afternoon, on the TENTH of APRIL next, Writ returnable the first of May next.

V. B. SICOTTE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 5th February, 1890. 766  
[First published, 8th February, 1890.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court in and for the county of Terrebonne, District of Terrebonne, Sainte-Scholastique, to wit :* } CHARLES AUGUSTE MAXIMILIEN GLO-

BENSKY, Demandeur : contre ELOI PERRON, Défendeur.

Deux terrains connus et désignés sous les Nos. 474 et 881 du cadastre seigneurial de la seigneurie des Mille Îles, fait et reçu le 24 janvier 1862, par H. Judah, commissaire nommé sous l'acte seigneurial refondu, et sous les nos. cinq cent cinquante-neuf et cinq cent cinquante-trois (559 et 553,) du cadastre hypothécaire pour la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, contenant environ cent quarante-cinq arpents et quarante-quatre perches en superficie.

À être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, dans la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour d'avril prochain 1890.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif.

Sainte-Scholastique, 3 février 1890.

[Première publication, 8 février 1890.]

Shérif.

711

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Terrebonne.

District de Terrebonne, } ANTOINE  
Sainte-Scholastique, à savoir : } ADESFOR-  
No. 21. } GES, Deman-

deur : contre AUGUSTIN GALIPEAU & VICTOR GALIPEAU, Défendeurs *ès-qualité*.

1° Une terre située dans la concession nord-ouest de la Rivière du Nord, en la paroisse de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jérôme sous le numéro trois cent-soixante et six (366), contenant cent-vingt et un arpents et cinquante perches en superficie.

2° Un autre terrain situé dans la concession nord-ouest de la Rivière du Nord, en la paroisse de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jérôme, sous le numéro trois cent-soixante et huit (368), contenant trente-sept arpents et cinquante perches en superficie.

3° Un morceau de terre situé sur la rue Saint-Hypolite, en la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant la ville Saint-Jérôme, sous le numéro quatre cent soixante et dix-huit (478), à distraire l'emplacement appartenant à Joseph Charron et cette partie du dit lot entre le chemin de front et la Rivière du nord.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, dans la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour d'avril prochain 1890.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif

Sainte Scholastique, 3 février 1890.

[Première publication, 8 février 1890.]

Shérif.

709

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } DANS l'affaire de  
Saint-Scholastique, à savoir : } N APOLÉON  
No. 22. } RENAUD, Failli ;

et ISIDORE THIBAudeau et OLIVIER THIBAudeau, Requérants ; et AMBROISE LEONARD KENT ET AL., Curateurs.

Saisi, en vertu d'un warrant émané par les curateurs, et comme appartenant au dit Napoléon Renaud, failli, et tel que décrit au dit warrant, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé dans le village de Saint-Janvier, connu et désigné au plan et au livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Janvier, sous le numéro (180) cent quatre-vingt—avec bâtisses dessus érigées ; mais avec réserve d'une balance qui est sur le dit lot.

BENSKY, Plaintiff : vs. ELIE PERRON, Defendant.

Two pieces of land known and designated as Nos. 474 and 881, of the seigniorial cadastre of the seigniorie of Mille Isles, made and compiled by H. Judah, commissioner appointed under the consolidated seigniorial act, and as numbers five hundred and fifty-nine and five hundred and fifty three (559 and 553) of the hypothecary cadastre for the parish of Saint Jérôme, in the county of Terrebonne, containing about one hundred and forty-five arpents and forty-four perches in superficies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme, in the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, on the TENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the fourteenth day of April next, 1890.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office,

Sainte Scholastique, 3rd February, 1890.

[First published, 8th February, 1890.]

Sheriff.

712

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court in and for the county of Terrebonne.

District of Terrebonne, } ANTOINE DES-  
Sainte Scholastique, to wit : } FORGES,  
No. 21. } Plaintiff ; vs. AU-

GUSTIN GALIPEAU & VICTOR GALIPEAU, Defendants *ès-qualité*.

1° A land situated in the north-west concession of Rivière du Nord, in the parish of Saint Jérôme, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Jérôme, under number three hundred and sixty six (366), containing one hundred and twenty-one arpents and fifty perches in superficies.

2° Another land situated in the north-west concession of Rivière du Nord, in the parish of Saint Jérôme, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Jérôme, under number three hundred and sixty-eight (368), containing thirty-seven arpents and fifty perches in superficies.

3° A piece of land situated on Saint Hypolite street, in the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, known on the official plan and in the book of reference for the village, now town of Saint Jérôme, under number four hundred and seventy-eight (478), reserving the emplacement belonging to Joseph Charron and that portion of the said lot between the front road and the Rivière du Nord.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme, in the township of Saint Jérôme, district of Terrebonne, on the TENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the fourteenth day of April next, 1890.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office,

Saint Scholastique, 3rd February, 1890.

[First published, 8th February, 1890.]

Sheriff.

710

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } IN the matter of  
Sainte Scholastique, to wit : } N APOLÉON RE-  
No. 22. } NAUD, Insolvent ;

and ISIDORE THIBAudeau and OLIVIER THIBAudeau, Petitioners ; and AMBROISE LEONARD KENT ET AL., Curators.

Seized, in virtue of a warrant issued by the curators, and as belonging to the said Napoléon Renaud, insolvent, and such as designated in the said warrant, the following immoveable, to wit :

An emplacement situated in the village of Saint Janvier, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Janvier, under number one hundred and eighty (No. 180)—with buildings thereon erected ; but with reserve of a scale which is on the said lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Janvier, dans le district de Terrebonne, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour d'avril prochain (1890).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 3 février 1890. 713  
[Première publication, 8 février 1890.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Janvier, in the district of Terrebonne, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of April next, (1890).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 3rd February, 1890. 714  
[First published, 8th February, 1890.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure. — District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: ) JOSEPH OCTAVE  
No. 141. ) LEVASSEUR, Dem-  
demandeur; vs. ELIAKIM PROVANCHER, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Maurice, dans le rang sud-est de Sainte-Marguerite, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Maurice, par le numéro quatre cent cinquante-trois (453)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint Maurice, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'avril prochain.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 1er février 1890. 739  
[Première publication, 8 février 1890.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court. — District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: ) JOSEPH OCTAVE LE-  
No. 141. ) VASSEUR, Plaintiff;  
vs. ELIAKIM PROVANCHER, Defendant.

A land situated in the parish of Saint Maurice, in the south east range of Sainte Marguerite, known on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Maurice, under number four hundred and fifty-three (453)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of April next.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 1st February, 1890. 740  
[First published, 8th February, 1890.]

## Nominations

### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 6 février 1890.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer MM. Louis Dansereau, Ferdinand Gosselin, Joseph Desrosiers, Adolphe Généreux et Pierre Vézina, commissaires, pour la décision sommaire des petites causes du canton de Ditton, comté de Compton.

Commission du 5 juillet 1880, révoquée. 753

### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 7 février 1890.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes :

MM. Léonard A. Fortier, Joseph Langlois, Louis Rodrigue, Paul Vermette, Jean-Baptiste Clément, Félix Raymond, Gédéon Sarrazin et Petrus Fortier, commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Sainte-Scholastique,

## Appointments

### SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 6th February, 1890.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to appoint MM. Louis Dansereau, Ferdinand Gosselin, Joseph Desrosiers, Adolphe Généreux and Pierre Vézina, commissioners for the summary trial, of small causes, in the township of Ditton, county of Compton.

Commission of the 5th July, 1880 revoked. 754

### SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 7th February, 1890.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to make the following appointment :

MM. Léonard A. Fortier, Joseph Langlois, Louis Rodrigue, Paul Vermette, Jean-Baptiste Clément, Félix Raymond, Gédéon Sarrazin and Petrus Fortier, commissioners for the summary trial of small causes in the parish of Sainte Scholastique, county

comté des Deux-Montagnes, commission du 9 février 1880, révoquée.

MM. Emérie Allard, fils, Alphonse Binette et Gilbert Roy, conseillers municipaux des cantons unis de Bigelow, Wells, Blake et McGill dans le comté d'Ottawa.

MM. Joseph Ouimet, fils d'Eloi, Ludger Ouellet et Damase Forget, conseillers municipaux de la paroisse de Saint-Louis, comté de Terrebonne.

807

## Avis Divers

## AVIS

Une assemblée générale des souscripteurs au fonds capital de la compagnie du chemin de fer de Joliette et Saint-Jean de Matha aura lieu à Saint-Jean de Matha, au bureau du soussigné, aux fins de procéder à l'élection des directeurs de la dite compagnie, le trois de mars prochain, à deux heures de l'après-midi.

Par ordre des directeurs-provisoires.

AMEDEE DUGAS,

Secrétaire.

DUGAS &amp; MARSOLAIS,

Avocats.

Joliette,

809

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No 4350.

Dame Deborah Gardner, du village de Dunham, dans le dit district, épouse commune en biens de William Andrew Beattie, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes. Demanderesse ;

vs

Le dit William Andrew Beattie, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette cause.

BAKER &amp; MARTIN,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 4 février 1890.

795

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 368.

*Ex-parte* : La cité de Montréal, requérante en expropriation pour la rue Bagg ;

et

Dame Catherine Mitcheson, de la cité de Montréal, veuve de feu Stanley Clark Bagg, en son vivant du même lieu, notaire public, Joseph E. O. Labadie, du même lieu, notaire public et Robert Stanley Clark Bagg, du même lieu, écuier, avocat, en leur qualité d'exécuteurs du testament du dit feu Stanley Clark Bagg.

Indemnitaires.

Avis est par les présentes donné à toutes personnes intéressées dans la distribution des deniers déposés entre les mains du soussigné comme appartenant aux dits indemnitaires, par suite de l'expropriation du terrain communément connue comme la ruelle Bagg, tel qu'il apparaît aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal et du terrain étant la partie nord-ouest du lot portant le numéro 110 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent dans la cité de Montréal, qu'elles devront produire leurs réclamations au bureau du soussigné dans les quinze jours qui suivront la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

A. B. LONGPRE,

Prothonotaire.

Montréal, 6 février, 1890.

773

of two Mountains : commission of 9th February, 1880, revoked.

MM. Emérie Allard, junior, Alphonse Binette and Gilbert, Roy, municipal councillors for the united townships of Bigelow, Wells, Blake and McGill, in the county of Ottawa.

MM. Joseph Ouimet, son, of Eloi, Ludger Ouellet and Damase Forget, municipal councillors for the parish of Saint Louis, county of Terrebonne.

808

## Miscellaneous Notices

## NOTICE

A general meeting of the subscribers to the capital stock of the Joliette and Saint Jean de Matha Railway Company, will be held at Saint Jean de Matha, in the office of the undersigned, for the purpose of proceeding to the election of the directors of the said company, on the third day of March next, at two o'clock in the afternoon.

By order of the provisional directors.

AMEDEE DUGAS,

Secretary.

DUGAS &amp; MARSOLAIS,

Advocates.

Joliette,

810

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 4350.

Dame Deborah Gardner, of the village of Dunham, in said district, wife *épouse commune en biens* of William Andrew Beattie, hotel-keeper, of the same place and duly authorized to *ester en justice*, herein for all the purposes hereof. Plaintiff ;

vs

Said William Andrew Beattie, Defendant.

An action *en séparation de biens* has this day been instituted in this cause.

BAKER &amp; MARTIN,

Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 4th February, 1890.

796

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 368.

*Ex-parte* : The city of Montreal, Petitioner in expropriation for the Bagg street ;

and

Dame Catherine Mitcheson, of the city of Montreal, widow of the late Stanley Clark Bagg, in his life time of the same place, notary public, Joseph E. O. Labadie, of the same place, notary public, and Robert Stanley Clark Bagg, of the same place, esquire, advocate, in their quality of executors of the last will and testament of the late Stanley Clark Bagg.

Indemnitaires.

Notice is hereby given to all parties who may be interested in the moneys deposited in the hands of the undersigned as belonging to the said *indemnitaires* in consequence of the expropriation of the piece of land being commonly known as Bagg lane, as shown on the official plan and book of reference for the Saint Lawrence ward, of the city of Montréal, and the piece of land being the north-west portion of lot bearing number 110 on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, in the said city, to file their claims in the office of the undersigned, within fifteen days from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

A. B. LONGPRE,

Prothonotaire.

Montréal, 6th February, 1890.

774

Avis est par le présent donné, qu'une assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du Pont Richelieu, aura lieu à Van Vleits Hall Lacolle, mardi, le 4e jour de mars, à 2 heures P. M., pour l'élection de neuf directeurs et la transaction d'autres affaires.

W.M. MEAD PATTISON,  
Sec.-Trés. 805

Clarenceville, Québec, 8 février 1890.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }

Dame Lucinda Dion, du village de Danville, dans le district de Saint-François, épouse de Nephthalie A. Parent, commerçant du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Nephthalie A. Parent, commerçant, du dit lieu de Danville, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trente et un janvier courant.

L. JOUBERT,  
Proc. de la Demanderesse.

Daté ce 31 janvier 1890. 799

### Avis de Faillite.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District des Trois-Rivières. }

*In re* : Octave Petit, Débiteur Cédant.

Avis est donné, qu'en vertu d'une ordonnance de l'honorable juge Bourgeois, en date du 31 janvier 1890, j'ai été nommé curateur aux biens du présent débiteur cédant.

Les réclamations devront m'être produites sous trente jours.

PIERRE DESHAIES,  
Curateur.

F. S. Tourigny,  
Proc. du Curateur.  
Sainte-Angèle de Laval, 1er février 1890. 777

Province de Québec, }  
District de St. Hyacinthe. } *Cour Supérieure*

Mérande Barré, Requéant cession de biens ;

et

Abraham Barré, Cédant.

Avis est par le présent donné, que le soussigné a fait, ce jour, cession, de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce 3 février 1890.

ABRAHAM BARRE,  
par MORISON DESMARAIS & RICHER,  
797 Avocats.

Province de Québec, }  
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de E. Faneuf, de St-Hugues, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 28 février 1890.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

J. MORIN,  
Curateur.

Bureau de Bernier, Morin & Bordua,  
32, rue Girouard.  
St-Hyacinthe, 8 février 1890. 771

Notice as hereby given, that a general meeting of the Shareholders of the Richelieu Bridge Company, will be held, at Van Vleits Hall Lacolle on Tuesday, the 4th of March at 2 P. M., for the election of nine directors and transaction of other business.

W.M. MEAD PATTISON,  
Sec.-Treas. 806

Clarenceville, Quebec, 8th February, 1890.

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }

Dame Lucinda Dion, of the village of Danville, in the district of St. Francis, wife of Nephthalie A. Parent, of the same place, Trader, duly authorized to ester en justice. Plaintiff ;

vs

Nephthalie A. Parent, of the said place of Danville, Trader. Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the thirty-first day of January instant.

L. JOUBERT,  
Plaintiff's Attorney.

Dated this 31st January 1890. 800

### Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Three Rivers. }

*In re* : Octave Petit, Debtor Abandoner.

Notice is given, that in virtue of an order of honorable justice Bourgeois, dated the 31st January, 1890, I have been appointed curator to the estate of the present debtor abandoner.

Claims must be filed before me within thirty days.

PIERRE DESHAIES,  
Curator

F. S. Tourigny,  
Atty for the Curator.  
Sainte Angèle de Laval, 1st February, 1890. 778

Province of Quebec, }  
District of St. Hyacinthe. } *Superior Court.*

Mérande Barré, Petitioner for abandonment ;

and

Abraham Barré, Abandoner.

Notice is hereby given, that the undersigned has on this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors at the Prothonotary's Office of the district of St. Hyacinthe.

Dated St. Hyacinth, this 3rd February, 1890.

ABRAHAM BARRE,  
per MORISON, DESMARAIS & RICHER,  
798 Attorneys.

Province of Quebec, }  
District of St-Hyacinthe. } *Superior Court.*

*In re* Z. Faneuf of St-Hugues, Insolvent.  
A first and last dividend has been prepared and will be payable at my office on or after the 28th February, 1890.

Any contestation of such divided must be deposited with me before the date abovementioned.

J. MORIN,  
Curator.

Office of Bernier, Morin & Bordua,  
32, Girouard street.  
St-Hyacinthe, 8th February, 1890. 772

Province de Québec, )  
District de Montréal, )  
In re E. D. Porcheron,

Failli ;

Chs. Desmarteau, Fidé-Commissaire.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 26<sup>ième</sup> jour de février 1890 après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS DESMARTEAU,  
Fidé-Commissaire.

No. 1598, Rue Notre-Dame.  
Montréal, 5 février 1890. 781

Province de Québec, )  
District de Montréal, )  
In re Jos Gauvreau & Cie, de Saint-Jean d'Iberville

Failli ;

Chs. Desmarteau, Fidé-Commissaire.

Un premier et dernier de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 25<sup>ième</sup> jour de février 1890, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS DESMARTEAU,  
Fidé-Commissaire.

No. 1598, rue Notre-Dame.  
Montréal, 5 février 1890. 779

Province de Québec, )  
District de Montréal, )  
C. C. Gernacy,

Cour Supérieure.

Demandeur ;

vs.

C. S. Gagnier, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la Cour, le 4<sup>e</sup> jour de février 1890, j'ai été nommé Curateur aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

C. DESMARTEAU,  
Curateur.

No. 1598, rue Notre-Dame,  
Montréal, 4 Février 1890. 783

Canada, )  
Province de Québec, )  
District de Montréal, )

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Black & Locke, de Montréal, marchands de cuir à commission, Faillis.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du Code de Procédure Civile, que ce jour, Je, Samuel Coulson, de Montréal, par ordre de la Cour Supérieure, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits faillis en cette affaire, abandonnés par eux pour le bénéfice de leurs créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi dans mon bureau, No. 30, rue de l'Hôpital, Montréal, sous trente jours.

SAMUEL COULSON,  
Curateur.

Daté à Montréal, ce quatrième jour de février 1890.  
793

Province de Québec, )  
District de Québec, )

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Johnny Morrissette, marchand de de St-Charles, Bellechasse, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de cour, en date du 4<sup>ème</sup> jour de février courant, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les 30 jours de la dite date.

HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre, Québec. 803

Province of Quebec, )  
District of Montreal, )  
In re E. D. Porcheron,

Insolvent ;

Chs. Desmarteau, and Trustee.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 26th day of February, 1890, after which date dividend will be payable at my office.

CHS DESMARTEAU,  
Trustee.

1598 Notre-Dame Street.  
Montreal, 5th February, 1890. 782

Province of Quebec, )  
District of Montreal, )  
In re Jos. Gauvreau & Co. of Saint John of Iberville,

Superior Court.

Insolvent ;

and

Chs. Desmarteau, Trustee.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 25th day of February 1890, after which date dividend will be payable at my office.

CHS DESMARTEAU,  
Trustee.

1598, Notre Dame Street,  
Montreal, 5th February, 1890. 780

Province of Quebec, )  
District of Montreal, )  
C. C. Gernacy

Superior Court

Plaintiff ;

vs.

C. S. Gagnier Defendant.

Notice is hereby given that on the 4th day of February 1890, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said Defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

C. DESMARTEAU,  
Curator.

Nos. 1598, Notre-Dame street,  
Montreal, 4th February, 1890. 784

Canada, )  
Province of Quebec, )  
District of Montreal, )

Superior Court.

In the matter of Black & Locke, of Montreal, leather, commission merchants, Insolvents.

Notice is hereby given in pursuance of art. 770, of the Code of Civil Procedure, that on this day, I, Samuel Coulson, of Montreal, was by order of the said Court appointed to be curator of the property and effects, real and personal, of the said insolvents in this matter, abandoned by them for the benefit of their creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, No. 30, Hospital street, Montreal, within a delay of thirty days.

SAMUEL COULSON,  
Curator.

Dated at Montreal, this fourth day of February, 1890. 794

Province of Quebec, )  
District of Québec, )

Superior Court.

In the matter of Johnny Morrissette, trader, of Saint Charles of Bellechasse, Insolvent.

Notice is hereby given, that in virtue of an order of the Court, dated 4th instant, I have been appointed curator to the property belonging to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within 30 days.

HENRY A. BEDARD,  
Curator.

Office : 125, Saint Peter street, Québec. 804

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de John H. Graham *et al.*, Faillis.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé en cette affaire et sera sujet à objection  
 jusqu'an 26e jour de février 1890, après laquelle  
 date les dividendes seront payables dans mon bureau,  
 No. 11, rue de l'Hôpital.

J. N. FULTON,  
 Curateur.  
 791

Montréal, 7 février 1890.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 John Duncan *et al.*, vs. Demandeurs ;

Hormiedas Gariépy, épicier, des cité et district de  
 Montréal, faisant affaires sous les nom et raison  
 de H. Gariépy & Cie. Défendeurs ;  
 Avis est par le présent donné que le dit défendeur  
 a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
 pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau de la  
 dite Cour.

CARTER & GOLDSTEIN,  
 Procureurs des Demandeurs.

Montréal, 3 février 1890. 769.

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Ferd. Mailhot, marchand, de Saint-  
 Jean Deschaillons, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
 ordre de la cour, en date du 4ème jour de février  
 courant, j'ai été nommé curateur aux biens de cette  
 succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
 cette succession sont requises de les produire de-  
 vant moi, dans les 30 jours de la dite date.

HENRY A. BEDARD,  
 Curateur.

Bureau 125, rue Saint-Pierre, Québec. 801

### Règle de Cour

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 No. 159  
 Le trente et unième jour de janvier mil huit cent  
 quatre-vingt-dix.  
 Présent : L'honorable M. A. PLAMONDON, J. C. S.  
 (En Chambre)  
 O. Mazurette, Demandeur ;  
 vs.  
 J. C. Moore *et al.*, Défendeurs,  
 et

Divers Opposants afin de conserver.

Vu l'insolvabilité alléguée du défendeur James  
 Colvin Moore, tel que mentionné dans la requête du  
 demandeur, il est ordonné que les créanciers des  
 dits défendeurs soient convoqués par un avis à être  
 publié deux fois en langue française et anglaise,  
 dans la *Gazette Officielle de Québec*, que les dits  
 créanciers soient requis de produire leurs réclama-  
 tions sous quinze jours de la date de la première  
 insertion du présent avis.

(Vraie Copie)

LOUIS RAINVILLE,  
 P. C. S.

775

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In re John H. Graham *et al.*, Insolvents.  
 A first and final dividend sheet has been prepared  
 in this matter and will be open to objection until the  
 26th day of February, 1890, after which date divi-  
 dend will be payable at my office No. 11, Hospital,  
 street.

J. N. FULTON,  
 Curator.  
 792

Montreal, 7th February, 1890.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 John Duncan & *al.*, vs. Plaintiffs.

Hormiedas Gariépy, grocer, of the city and district  
 of Montreal, doing business under the name and  
 style of "H. Gariépy & Co." Defendant.  
 Notice is hereby given that the said Defendant,  
 has this day made in the office of the Prothonotary  
 of said Court a judicial abandonment of his prop-  
 erty for the benefit of his creditors.

CARTER & GOLDSTEIN,  
 Attys. for Pliffs.

Montreal, 3rd February, 1890. 770

Province of Quebec, }  
 District of Québec. } *Superior Court.*  
 In the matter of Ferd. Mailhot, trader, of Saint-  
 Jean Deschaillons, Insolvent.  
 Notice is hereby given that in virtue of an order  
 of the Court, dated 4th February instant, I have  
 been appointed curator to the property belonging to  
 this estate.

All persons having claims against this estate, are  
 requested to file them with me within 30 days.

HENRY A. BEDARD,  
 Curator.

Office 125, Saint Peter Street, Québec. 802

### Rule of Court

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 No. 159.  
 The thirty-first day of January, one thousand eight  
 hundred and ninety.  
 Présent : The Hon. M. A. PLAMONDON, J. S. C.  
 (In Chambers.)  
 O. Mazurette, Plaintiff ;  
 vs.  
 J. C. Moore *et al.*, Defendants ;  
 and

Divers opposants afin de conserver.

Seeing the alleged insolvency of the defendant  
 James Colvin Moore as stated in the plaintiff's mo-  
 tion, it is ordered that the creditors of the said defen-  
 dants be called in, by two publication, in the french  
 and english languages, in the *Quebec Official Gazette*,  
 and that the said creditors do file their claims here-  
 in within fifteen days from the date of the first in-  
 sertion of the present order.

(A true copy)

LOUIS RAINVILLE,  
 P. S. C.

776

## INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 6.

## INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 6.

## ANNONCES NOUVELLES.

## NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages		PAGES
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :</b>		<b>APPOINTMENTS :</b>	
Annexer à Québec, Saint-Sauveur de Québec.....	466	<i>Justices of the peace :</i>	
<b>CADASTRE :</b>		District of Terrebonne.....	463
Au sujet de Saint-Sauveur.....	466	<i>Provincial Auditor :</i>	
<b>DÉPENSES D'ÉLECTION :</b>		A. H. Verret.....	463
R. N. England, écr.....	472	<i>School Commissioners :</i>	
Thos. P. Duffy, écr.....	472	Saint François de Sales.....	463
<b>ELMWOOD CEMETERY CO. OF SHERBROOKE :</b>		Saint Joseph de Lepage.....	463
Ratifier un acte de vente de.....	472	Township Dittou.....	505
<b>ERRATUM :</b>		<b>CADASTRE :</b>	
Canadian Bridge Iron Co.....	463	Concerning Saint Sauveur of Quebec.....	466
<b>FAILLES :</b>		<b>CROWN LANDS :</b>	
<i>Cession :</i>		<i>Notice of cancellation, etc.</i>	
Barré.....	507	Provost.....	466
Gariépy.....	509	<b>ELECTION EXPENSES :</b>	
Gauvreau.....	480	R. N. England, esq.....	472
<i>Dividende :</i>		Thos. P. Duffy, esq.....	472
Gauvreau & Cie.....	508	<b>ELMWOOD CEMETERY CO. OF SHERBROOKE :</b>	
Graham <i>et al.</i> .....	509	To confirm a deed of sale of.....	472
Hughes.....	507	<b>ERRATUM :</b>	
Porcheron.....	508	Canadian Bridge Iron Co.....	463
Simard.....	479	<b>INSOLVENTS :</b>	
Winesteir.....	480	<i>Appointment of curator :</i>	
<i>Nomination de curateur :</i>		Barrette.....	480
Barrette.....	480	Black & Locke.....	508
Black & Locke.....	508	Gagnier.....	508
Gagnier.....	508	Guay.....	479
Guay.....	479	Mailhot.....	509
Mailhot.....	509	Martin.....	479
Martin.....	479	Merrill.....	478
Merrill.....	478	Morissette.....	508
Morissette.....	508	Petit.....	507
Petit.....	507	Rafter & Sons.....	479
Rafter & Sons.....	479	Thomas.....	479
Thomas.....	479	<i>Assignment :</i>	
<b>LE GRAND NORD :</b>		Barré.....	507
Assemblée générale annuelle des actionnaires du chemin de fer le.....	473	Gariépy.....	509
<b>NOMINATIONS :</b>		Gauvreau.....	480
<i>Auditeur Provincial :</i>		<i>Dividende :</i>	
A. H. Verret.....	463	Gauvreau & Cie.....	508
<i>Commissaires d'écoles :</i>		Graham <i>et al.</i> .....	509
Canton Dittou.....	505	Hughes.....	507
Saint-François de Sales.....	463	Porcheron.....	508
Saint-Joseph de Lepage.....	463	Simard.....	479
<i>Juges de paix :</i>		Winestein.....	480
District de Terrebonne.....	463	<b>MUNICIPALITY ANNEXED :</b>	
		To annex to Quebec Saint Sauveur of Quebec.....	466

## PROCLAMATIONS :

Partie du canton Fournier annexée à Saint-Cyrille.....	465
Saint Antoine de Padoue.....	463

## RÈGLES DE COUR :

Corp. Montréal vs. Dme Mitcheson.....	506
Dme Dufresne vs. Raymond.....	472
Mazurette vs. Moore <i>et al.</i> .....	509

## RICHELIEU BRIDGE CO. :

Assemblée générale des actionnaires.....	507
--	-----

## SÉPARATION DE BIENS :

Dme Bolduc vs. Paré.....	471
Dme Brais vs. Barré.....	471
Dme Gardner vs. Beattie.....	506
Dme Dion vs. Parent.....	507

## TERRES DE LA COURONNE :

<i>Acis de cancellation, etc.</i>	
Provost.....	466

## VENTES, FAILLITE :

Bernard.....	481
Morency & frère.....	483
Renaud.....	504

## VENTES PAR LES SHERIFFS :

## ARTHABASKA :

McCrea vs. Blake <i>et al.</i> .....	482
Mazurette vs. Moore.....	481
Pacaud vs. Dme Vallée <i>et al.</i> .....	482

## BEAUHARNOIS :

Gendron vs. Pitre.....	484
------------------------	-----

## IBERVILLE :

Demers vs. Nolette <i>et al.</i> .....	487
--	-----

## JOLIETTE

Galarneau vs. Piché.....	488
--------------------------	-----

## MONTREAL :

Caldwell <i>es-ql.</i> vs. Elliott.....	491
Dlle Rondeau vs. Rondeau.....	491

## QUEBEC :

Dme Hill vs. Lockquell.....	496
Dme Faucher vs. Rivard.....	495
Dme Vézina vs. Noel.....	495
Malony vs. Aylwin.....	495

## RICHELIEU :

Banque d'Hochelaga vs. Prévost.....	497
-------------------------------------	-----

## ST. FRANÇOIS :

Blount vs. Harvey.....	500
Brit. Amer. Land Co. vs. Yates <i>et al.</i> .....	500
Leonard <i>et al.</i> vs. Boucher.....	501
Loucroft vs. Brulé.....	499
Trudeau vs. St. Pierre.....	499

## ST. HYACINTHE :

Dme Tellier vs. Vézina.....	503
-----------------------------	-----

## PROCLAMATIONS :

Part of township Fournier annexed to Saint Cyrille.....	465
Saint Antoine de Padoue.....	463

## RICHELIEU BRIDGE CO. :

General meeting of shareholders of the..	507
--	-----

## RULES OF COURT :

Corp. Montreal vs. Dme Mitcheson.....	506
Dme Dufresne vs. Raymond.....	472
Mazurette vs. Moore <i>et al.</i> .....	509

## SALES IN INSOLVENCY :

Bernard.....	481
Morency & frère.....	483
Renaud.....	504

## SÉPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bolduc vs. Paré.....	471
Dme Brais vs. Barré.....	471
Dme Gardner vs. Beattie.....	506
Dme Dion vs. Parent.....	507

## THE GREAT NORTHERN RLY. CO. :

General meeting of shareholders of.....	473
---	-----

## SHERIFFS' SALES

## ARTHABASKA :

McCrea vs. Blake <i>et al.</i> .....	482
Mazurette vs. Moore.....	481
Pacaud vs. Dme Vallée <i>et al.</i> .....	482

## BEAUHARNOIS :

Gendron vs. Pitre.....	484
------------------------	-----

## IBERVILLE :

Demers vs. Nolette <i>et al.</i> .....	487
--	-----

## JOLIETTE :

Galarneau vs. Piché.....	488
--------------------------	-----

## MONTREAL :

Caldwell <i>es-ql.</i> vs. Elliott.....	491
Dlle Rondeau vs. Rondeau.....	491

## QUEBEC :

Dme Hill vs. Lockquell.....	496
Dme Faucher vs. Rivard.....	495
Dme Vézina vs. Noel.....	495
Malony vs. Aylwin.....	495

## RICHELIEU :

Banque d'Hochelaga vs. Prévost.....	497
-------------------------------------	-----

## ST. FRANCIS :

Blount vs. Harvey.....	500
Brit. Amer. Land Co. vs. Yates <i>et al.</i> .....	500
Leonard <i>et al.</i> vs. Boucher.....	501
Loucroft vs. Brulé.....	499
Trudeau vs. St. Pierre.....	499

## ST. HYACINTH :

Dme Tellier vs. Vézina.....	503
-----------------------------	-----

## TERREBONNE :

Desforbes vs. Galipeau.....	504
Globensky vs. Perron.....	503

## TROIS-RIVIÈRES :

Levasseur vs. Provancher.....	505
-------------------------------	-----

## TERREBONNE :

Desforbes vs. Galipeau.....	504
Globensky vs. Perron.....	503

## TROIS-RIVIÈRES :

Levasseur vs. Provancher.....	505
-------------------------------	-----